

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

TENTATIVES DE SOLIDARITÉS FÉMINISTES TRANSNATIONALES ET  
POSTCOLONIALISME : REGARD SUR LES MOBILISATIONS ANTI-VIOL À  
DELHI

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
NASTASSIA WILLIAMS

JANVIER 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



## REMERCIEMENTS

Je voudrais diriger les premiers remerciements à mes directrices Caroline Patsias et Geneviève Pagé qui ont témoigné d'une patience infinie à mon égard et ont eu la délicatesse de respecter mon choix de poursuivre la rédaction de mon mémoire en Gaspésie. Ce choix m'a permis de réaliser ma démarche académique dans un univers qui me permet de grandir. J'ai allongé aux limites du possible la rédaction de ce mémoire et je crois que sa complétion n'aurait pas été possible sans la souplesse de mesdames Patsias et Pagé.

J'aimerais saluer la contribution de mes très chères Ankita Hoellen, Jasmine Georges et Sunetra Lala sans qui Delhi aurait été plus austère. Ankita pour tes efforts de démystification de l'Hindi et des cultures indiennes et ta bonne humeur contagieuse, Sunetra pour tes fins conseils de survie dans la capitale Indienne et Jasmine pour l'ensemble de nos aventures militantes, nos discussions enflammées et tous les projets que tu mènes de front. Je ne verrai jamais plus les trains de nuit du même œil. Je suis remplie de gratitude pour votre accueil pour votre amitié.

Remerciements à mes collègues (Mireille, Geneviève, Véronique, Daniel et Maude) pour votre compréhension dans cette aventure. À Sara, Magalie, Romy et Louise-Anna pour votre présence. À Djazia pour tes relectures minutieuses qui m'ont littéralement sauvé la vie. À mes parents qui avez su me soutenir même dans les moments d'égarement et de ridicule, qui avez utilisé finement mon orgueil pour m'obliger à terminer cette démarche. À Simon, j'ai fini avant toi, tu es le prochain.

Olivier, mon amour, merci pour tout. La douceur et l'écoute, les cafés, les repas, la maison, ta parfaite indépendance. Mon homme du futur, tu as rendu ce marathon de rédaction presque agréable. Je t'aime et pas juste pour ça.

En définitive, je souhaite témoigner de ma plus entière gratitude aux militantes que j'ai rencontré à Delhi qui m'ont accordé du temps et de l'énergie, qui m'ont guidées dans leur univers et qui ont gentiment levé le ton lorsque je reproduisais l'héritage colonial que je cherche à distancier. Dans les moments où je souhaitais abandonner, c'est vers vous que je me suis tournée. Je suis admirative devant la force de vos luttes et le courage dont vous faites preuve. J'espère de plus profond de mon cœur vous avoir fait honneur dans ce texte.

À Louis-François,



## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	viii
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION .....	1

### CHAPITRE I

#### LE MOUVEMENT DES FEMMES À L'INTERNATIONAL, SOLIDARITÉ ET

ASYMÉTRIE DES ÉCHANGES.....	11
1.1. L'expérience internationale des mouvements féministes.....	12
1.2. Solidarités transnationales et l'hétérogénéité de la classe des femmes .....	19
1.3. <i>Subaltern Studies</i> , du féminisme postcolonial.....	23
1.4. Cadre théorique .....	26
1.4.1. Essentialisme de « la femme » colonisée ou racialisée.....	26
1.4.2. Féminisme postcolonial et occidentalocentrisme.....	28
1.4.3. Homogénéité de la sororité (sisterhood).....	30

### CHAPITRE II

MÉTHODE DE RECHERCHE ET CORPUS.....	33
2.1. Le mouvement des femmes indien se mobilise contre le viol .....	34
2.1.1. Le mouvement des femmes en Inde .....	36
2.1.2. La mobilisation étudiée.....	48
2.2. Approche Méthodologique.....	52
2.2.1. Les entrevues semi-dirigées .....	53
2.2.2. Les blogs .....	62
2.2.3. Questionnaires.....	62
2.2.4. Analyse des données .....	64



## CHAPITRE III

PERCEPTIONS ET LECTURES.....	71
3.1. Présentation des résultats – Points de rencontres.....	73
3.2. Retour sur les résultats –les critiques des féministes postcoloniales.....	91
3.3. Féminisme et pluralité.....	97

## CHAPITRE IV

STRATÉGIE, MOBILISATIONS ET SOLIDARITÉ.....	101
4.1. Expériences antérieures du transnational.....	102
4.1.1. Le transnational localement, régionalement et au Tiers-Monde.....	106
4.1.2. Le transnational est important.....	109
4.2. Retour sur les points de rencontres dans la mobilisation.....	111
4.3. Discussion des résultats : entre collaboration, rejet et évitement.....	121
4.4. Mutualité et égalité comme prémisses de l’engagement.....	127

CONCLUSION.....	129
-----------------	-----

ANNEXE A.....	138
ANNEXE B.....	139
ANNEXE C.....	141
ANNEXE D.....	143
ANNEXE E.....	144
ANNEXE F.....	146
ANNEXE G.....	149
ANNEXE H.....	151
ANNEXE I.....	154
ANNEXE J.....	157
BIBLIOGRAPHIE.....	165

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1. Nœuds d'analyse primaires.....	64
2.2. Nœuds d'analyse secondaire.....	65
4.1. Répertoire d'action utilisé par les organisations rencontrées.....	102
4.2. Tableau synthèse des perceptions face aux points de rencontres...	113



## RÉSUMÉ

La recherche porte sur les mouvements sociaux transnationaux et plus spécifiquement sur l'effet des rapports postcoloniaux sur la construction de solidarités féministes transnationales durables entre les femmes du Tiers-Monde et celles de l'occident. Pour procéder à cette analyse, nous utilisons le cas la mobilisation anti-viol qui s'est déployée en Inde en décembre 2012 lors du viol en réunion d'une étudiante. Lors de cette mobilisation, sept points de rencontre entre des organisations et des militantes occidentales et Indiennes ont été identifiés. L'analyse se concentre sur la perception de ces moments de rencontre par les militantes indiennes et sur l'effet de ces échanges sur leur volonté de s'engager dans des réseaux de femmes et féministes transnationaux. Le cadre théorique s'appuie sur trois critiques développées par les féministes postcoloniales. Il s'agit de la critique du phénomène d'essentialisation des femmes de la postcolonie, de l'occidentalocentrisme de la production intellectuelle et militante occidentale et finalement du caractère homogène de la sororité. La première critique correspond au fait d'accoler une image, un ensemble de caractéristiques, évidemment stéréotypée, à un groupe de personnes notamment selon son origine ethnoculturelle, son orientations sexuelles ou le sexe en lui attribuant des attitudes, des caractéristiques physiques, psychologiques ou morales ainsi que des rôles sociaux. Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit du fait de dépeindre les femmes Indiennes notamment dans le rôle de la victime universelle. La deuxième critique, celle de l'occidentalocentrisme, représente la tendance chez les auteures occidentales de juger les femmes de la postcolonie à travers leur propre expérience en tant que femme en Occident. Selon les féministes postcoloniales, le féminisme hégémonique a jugé l'expérience des femmes non-occidentales ou racisées à travers leurs propres critères de participation à la vie publique et politique ce qui tend à masquer leur agentivité. La dernière critique vise l'effet homogénéisant du concept de sororité qui, en se concentrant sur l'oppression commune du patriarcat, tend à aplanir les rapports d'oppressions existant entre les femmes en plus de rendre invisibles les différentes expériences du patriarcat à travers le monde. La notion de sororité a donc tendance à créer un féminisme « universel » a-historique et a-politique alors que, selon les féministes postcoloniales, la violence des hommes doit être comprise et interprétée à l'intérieur du contexte spécifique de leurs sociétés. Les résultats de l'analyse suggèrent une adhésion des militantes rencontrées à Delhi aux critiques des féministes postcoloniales. Elles font partie des critères utilisés pour évaluer une tentative de collaboration. De plus, l'analyse laisse croire que ces critiques constituent aussi un des éléments qui encadre le choix de participer ou de ne pas participer à un réseau féministe ou de femmes transnational.

---

MOTS-CLÉS DE L'AUTEUR : féminisme postcolonial, mobilisation anti-viol, féminisme indien, Féminisme global, sororité, occidentalocentrisme, essentialisation, mouvements sociaux transnationaux



## INTRODUCTION

À travers l'expérience de la mobilisation anti-viol survenue à Delhi en décembre 2012, ce mémoire a pour objectif de mettre en lumière les effets des rapports postcoloniaux dans la construction de solidarités féministes transnationales durables. Cette recherche s'appuie sur une analyse qualitative d'entrevues réalisées avec des militantes indiennes afin d'étudier les tentatives de solidarité s'étant développées entre ces dernières et des militantes occidentales au fil de la mobilisation de l'hiver 2012-2013. Plus précisément, le mémoire se concentrera sur la perception de moments de rencontres par les militantes indiennes (chapitre 3) et sur les effets des échanges sur leur volonté de participer à des réseaux féministes transnationaux (chapitre 4). En définitive, il s'agira d'explorer les frontières d'un « féminisme global » (Dufour, Masson et Caouette, 2010, Ferree et Tripp, 2006, Moghadam, 2005, Mohanty, 2003) à travers l'étude de cas qui est soulevée.

Le 16 décembre 2012, le viol en réunion (*gang rape*) d'une étudiante de Delhi a donné lieu à une mobilisation qui s'est étalée sur plusieurs mois, rassemblant des millions d'Indiennes et d'Indiens en une foule hétéroclite opposée à la violence faite aux femmes. L'événement a été largement relayé dans les médias traditionnels et non-traditionnels (médias sociaux) à une échelle locale et mondiale. Cette internationalisation a propulsé dans l'espace public global la problématique de la sécurité des femmes en Inde, laquelle s'est vue discutée et débattue sur toutes les tribunes. Cette diffusion a donné lieu à la construction d'un récit où la violence envers les femmes, et notamment le viol, symbole et corollaire du patriarcat, a été présentée comme un phénomène principalement à l'œuvre dans les pays des Suds<sup>1</sup>, en opposition avec les pays occidentaux où l'égalité entre les hommes et les femmes seraient globalement atteinte (Durham, 2014). Selon certains médias, l'Inde, et plus

---

<sup>1</sup> L'utilisation de sud au pluriel se veut une reconnaissance de la multiplicité des contextes et des histoires dans ces pays. Le fait de parler des pays du sud au singulier a un effet homogénéisant.

particulièrement New Delhi, est devenue la capitale du viol et du patriarcat<sup>2</sup>. Dans ce récit, les Indiennes ont été représentées comme des victimes passives confrontées à des structures traditionnelles archaïques et oppressantes<sup>3</sup> (Durham, 2014).

Parallèlement au phénomène médiatique, mais aussi sur la base du récit qui en a émergé, des canaux d'échange et de solidarité ont été créés tant localement qu'avec des militantes provenant d'autres pays. À ce titre, des manifestations de soutien se sont tenues notamment dans les pays limitrophes de l'Inde (Bangladesh, Sri Lanka, Pakistan, Bangladesh)<sup>4</sup>. À l'extérieur de la région, les initiatives occidentales voulant venir en « aide » et dénoncer cette violence se sont multipliées. Des organisations transnationales comme AVAAZ ou [change.org](http://change.org)<sup>5</sup> ont mis sur pied des initiatives sur le web afin de collecter les appuis. Dans l'univers académique, le *Harvard Task Force*<sup>6</sup> a démarré ses travaux aux États-Unis en vue de soumettre des recommandations aux gouvernements indiens et sud asiatiques sur les stratégies à déployer pour mettre fin à la violence envers les femmes<sup>7</sup>. Aussi, de nombreux-ses documentaristes et chercheurs-euses se sont déplacé-e-s pour présenter et diffuser la réalité des femmes indiennes ; le V-Day a connu une participation record<sup>8</sup>. Sans que la mobilisation ne

---

<sup>2</sup> Une recherche avec les mots « New Delhi » et « viol » dans votre opérateur de recherche favori vous guidera vers de nombreux articles journalistiques mettant en lumière l'utilisation de l'appellation « capitale du viol » lorsqu'il est question de New Delhi.

<sup>3</sup> Il est intéressant de souligner à cet égard l'attention que les journalistes occidentaux ont portée au fait que de nombreux hommes indiens aient fait le choix de participer à ces manifestations.

<sup>4</sup> Burke, Jason, Rape protests spread beyond India, *The Guardian*, 4 janvier 2013, En ligne.

<sup>5</sup> Concernant ces plates-formes web de pétition, ces organisations sont présentes à travers le monde, mais les antennes locales existent en Inde et ces dernières sont animées par des équipes indiennes.

<sup>6</sup> Le *Harvard Task Force* est un comité émanant du *Harvard College Women's Center*. Dans le contexte de la mobilisation anti-viol s'étant déroulée et surtout suite à la mise en place du *Verma Committee* devant faire la lumière sur la problématique du viol en Inde, le comité a organisé une réflexion et émis des recommandations envers le gouvernement Indien. Pour plus d'informations consulter : [<http://hcwc.wordpress.com/2013/02/15/a-history-of-violence/>]

<sup>7</sup> Il est d'autant plus ironique de soulever le fait qu'au même moment éclatait aux États-Unis l'histoire d'une jeune femme violée par une équipe de football à Steubenville en Ohio. Le Harvard Task Force ne s'est pas penché sur cette question et n'a pas saisi l'occasion pour soumettre des recommandations à son gouvernement (à tout le moins, il n'existe pas de traces de telles recommandations).

<sup>8</sup> « *V-Day* est un mouvement mondial activiste pour faire cesser la violence envers les femmes et les filles. *V-Day* est un catalyseur qui promeut les événements créatifs permettant aux organisations anti-

soit en elle-même transnationale, des solidarités transnationales s'y sont glissées. Il s'agit donc d'une mobilisation nationale qui comprends des points de rencontres avec le transnational.

Le mouvement féministe indien a largement contribué au développement des études postcoloniales et du féminisme postcolonial qui sont tous deux généralement très critiques face au contenu des interventions faites par les féministes occidentales. Ces courants théoriques ont contribué à intégrer la catégorie de la « race<sup>9</sup> » dans la pensée féministe et inversement à faire pénétrer les préoccupations du féminisme dans les conceptualisations du colonialisme et du postcolonialisme (Kian, 2010 : 8). Or, cette posture critique face aux interventions occidentales dresse un contexte intéressant pour observer l'articulation des solidarités transnationales entre femmes et ainsi relever les obstacles, du point de vue des pratiques occidentales, pouvant agir à titre de frein pour la formation de relations durables au-delà des frontières.

Trois principaux corpus contribuent à soutenir une réflexion sur le développement des réseaux et des solidarités transnationales : celui des mouvements sociaux transnationaux, du féminisme transnational puis du féminisme postcolonial. Les deux premiers nous renseignent sur la structure et le fonctionnement de ces réseaux alors que le dernier nous éclaire notamment sur les rapports de force et de domination qui s'y déploient. Or, le phénomène de transnationalisation des mouvements sociaux qui est opérant dans le cadre la mobilisation observée est un sujet d'étude somme toute

---

violences existantes de sensibiliser le grand public, de lever des fonds. » Cet événement se déroule annuellement en Inde. Normalement, cette journée d'action n'aurait pas été considérée comme faisant partie de la séquence de la mobilisation. Cependant, comme la journée s'est tenue pendant la période étudiée, que l'ampleur s'en est vue largement augmentée et que plusieurs militantes des groupes rencontrés étaient actives dans l'organisation, elle sera observée à titre de site de rencontre entre les féministes indiennes et des militantes occidentales. Voir: [<http://www.vday.org/home>]

<sup>9</sup> À l'instar des publications anglophones, le texte utilise le mot « race » pour faire référence à l'un des fondements des rapports d'oppression (avec notamment le sexe, la classe sociale, l'orientation sexuelle, etc.). Il sera mis entre guillemets pour souligner que ce concept n'est pas fondé scientifiquement puisque nous reconnaissons son rôle social. Il opère de concert avec le racisme.



assez récent. Keohane et Nye ont proposé dans les années 1970 de s'intéresser aux rapports entre acteurs non-étatiques en réponse à des études réalistes qui se limitaient strictement aux relations interétatiques, négligeant ainsi de prendre en compte les transformations dans les configurations du fonctionnement de l'État (Siméant, 2010). Ils ouvriront ainsi le champ à une multitude d'études détaillant deux catégories de réseaux internationaux selon l'échelle d'action des acteurs concernés, soit horizontale soit verticale. Les réseaux horizontaux désignent les liens noués entre des acteurs œuvrant au même palier politique, tandis que des réseaux verticaux renvoient aux liens tissés entre des acteurs opérant à des paliers politiques asymétriques. Bien que l'étude de ces réseaux soit récente, l'existence de mobilisations ou de militantismes transnationaux n'est pas un phénomène nouveau. Nous pensons notamment aux expériences d'individus tels que Enrico Malatesta qui diffusa les idéaux anarchistes au Brésil au 19e siècle (Anderson, 2009), aux lers mai ouvriers à travers le monde (Tarrow, 2005) ou aux organisations féministes internationales qui se succèdent depuis le XIXe siècle (Giraud et Dufour, 2010).

L'apport technologique d'Internet est un des facteurs de cette récente phase d'intensification des échanges transnationaux, mais cette dernière est surtout le résultat d'une transformation idéologique liée à la mondialisation (Moghadam, 2013 : 32). Dans un premier temps, les mouvements internationalistes ont développé des mobilisations internationales qui impliquent l'organisation coordonnée de luttes collectives autour d'un objectif commun. La multiplication des organisations internationales et la participation accrue des organisations de la société civile à ces dernières ont permis l'accélération du développement de rapports verticaux en diffusant les enjeux locaux hors des frontières nationales (Tarrow, 2005). Dans le contexte de la mondialisation, ces rapports questionnent l'autorité et « l'étanchéité » de l'État et permettent l'émergence de nouvelles consciences connectant le local au global.

Pour justifier l'émergence de stratégies transnationales, les auteurs s'étant penchés sur ce phénomène ont largement recours à une analyse en termes de structures d'opportunités politiques. Lorsqu'une organisation locale s'engage dans l'utilisation de ces réseaux, c'est généralement que les fenêtres d'opportunités politiques (Eisinger, 1973, Tarrow, 1994) au niveau national ne présentent pas les ouvertures nécessaires à l'intégration de ses revendications (Pieck, 2006). Selon une telle perspective, les stratégies transnationales de contestation impliquent donc la construction de réseaux qui permettent aux voix locales d'être entendues par les décideurs politiques. Relayées principalement par les organisations non gouvernementales (ONGs), ces voix argumentent, élaborent des stratégies, documentent, font du lobbying, des pressions et persuadent. La place grandissante des ONGs dans l'architecture de ces campagnes permet à Johanna Siméant (2010) de parler d'«ONGisation» des contestations laquelle entraîne une certaine professionnalisation de la contestation (Pieck, 2006).

Les analyses portant sur le phénomène de transnationalisation ont tendance à se concentrer sur la partie institutionnelle et professionnelle du rapport organisationnel, sur la nature des réseaux relayant les intérêts défendus ou sur les éléments contextuels constituant une ouverture ou une entrave à la réussite des campagnes (Voss et Williams, 2011). Peu d'attention est portée sur les groupes locaux ou les militant-e-s et sur ce qui peut encourager ou décourager leur participation à de tels réseaux ou à s'engager dans un rapport de solidarité. Certains mettent de l'avant les théories de la mobilisation des ressources comme facteur explicatif de cet éventuel engagement (MacAdam, McCarty et Zald 1996). Faute de véritablement considérer le contexte local de la transnationalisation, le champ dominant de l'étude des mouvements sociaux transnationaux ne s'est pas attardé à l'effet des rapports de domination

internes aux mouvements sur la constitution ou la persistance des réseaux ou des solidarités.

Dès ses balbutiements, le mouvement féministe s'est organisé au-delà et par-delà les frontières (Giraud et Dufour 2010). Avec l'intensification de ces rapports, nombre de travaux se sont attardés à décrire l'émergence de ces réseaux, leur nature, leur composition, leurs stratégies et leurs défis (Ferree, 2006, Basu, 2010, Devoken, 2001, Hawkesworth, 2007, Moghadam, 2005). Ces auteures ont donc contribué à élargir le spectre des études féministes en pensant l'articulation des précédentes thématiques idéologiquement, spatialement et historiquement. Les analyses ont notamment réfléchi à la spécificité des mobilisations féministes tout en essayant de dégager des tendances dans leurs pratiques :

Malgré les différences culturelles et nationales, les militantes féministes démontrent certaines similarités dans leur façon de cadrer leurs demandes et leurs revendications, leur réseaux et organisations ainsi que dans leur façon d'interagir avec l'État ainsi que les institutions gouvernementales<sup>10</sup> (Moghadam, 2005, Naples et Desai dans Moghadam, 2006 :15).

Les auteures s'étant penchées sur les Réseaux de femmes et féministes transnationaux (RFFT) ont souhaité corriger la quasi absence dans les écrits sur les mouvements sociaux transnationaux de recherches portant sur l'expérience féministe au-delà des frontières (Moghadam, 2005 : 3). Elles proposent l'analyse des réussites et des écueils des réseaux et mouvements féministes et groupes de femmes transnationaux<sup>11</sup>. Elles s'intéressent aux flux, aux blocages et aux généalogies à l'œuvre dans le monde

---

<sup>10</sup> Dans le mémoire, afin d'en faciliter la lecture, l'ensemble des citations ont été traduites librement de l'anglais vers le français.

<sup>11</sup> Une distinction est ici faite entre les groupes féministes et les groupes de femmes. Les premiers font écho aux organisations qui se rassemblent autour de la volonté de contribuer à l'émancipation et à la défense des droits des femmes. Ces organisations ont pour objectif de défier et mettre fin à la subordination des femmes aux hommes. Les groupes de femmes se structurent explicitement entre femmes, dans l'objectif de d'apporter un changement social (Marx Ferree, Tripp, 2006). Elles n'ont pas nécessairement de discours à proprement parler féministe. Dans certains cas, des groupes de femmes peuvent même défendre des postures antiféministes. Nous pensons notamment aux Cercles des fermières au Québec (à ce sujet, consulter Micheline Dumont, 2005) ou aux organisations de femmes nationalistes hindoues en Inde (consulter *Gender in the Nation*, Bacchetta, 2004).

contemporain (Bacchetta, 2006). Les auteures qui ont étudié la question des réseaux féministes transnationaux ont non seulement mis en exergue les enjeux qui unissent les femmes à travers le monde, mais elles ont aussi souligné la présence de « points de contention » entre les femmes racisées dans les pays du centre ou du « premier monde » et les femmes indigènes dans les « Suds » ou pays périphériques (Moghadam, 2006 : 19). Cependant, si les tenants du féminisme transnational se sont attardés à souligner ces points de friction et à souligner l'importance de la reconnaissance des différences, la nature des rapports entre féministes des Suds et féministes du Nord n'a pas été systématiquement soumise à la critique. En effet, si les rapports d'oppression entre les femmes et l'hétérogénéité de leurs expériences ont été questionnés par de nombreuses analyses de féministes dissidentes<sup>12</sup>, cette problématique n'est que rarement soulevée par les ouvrages s'intéressant 1) aux mouvements sociaux transnationaux (Moghadam, 2005) et 2) aux mouvements féministes transnationaux (Mohanty, 2003). Certaines féministes transnationales, en cherchant à dégager des similarités dans les stratégies de contestation des femmes à travers le monde, ont utilisé certaines méthodologies renvoyant aux critiques méthodologiques de féministes postcoloniales. Ces critiques s'attaquent principalement à ce que Mohanty (1986) a nommé l'universalisme méthodologique. Elle y inclut principalement trois méthodes : les méthodes arithmétiques<sup>13</sup>, l'utilisation de concepts compris comme universels sans contextualisation et l'utilisation du genre comme une catégorie d'analyse prioritaire (Mohanty, 2003 : 33-35). Comme les autres féministes dissidentes (Curiel, Falquet et Masson, 2005), les

---

<sup>12</sup> Lorsque nous faisons référence aux féministes dissidentes, nous renvoyons aux courants féministes qui ont dénoncé l'universalisme du féminisme blanc et qui ont travaillé à intégrer le racisme, le colonialisme et l'esclavagisme à la réflexion portant sur l'oppression des femmes. Nous pensons notamment au *Black Feminism* (Angela Davis, Patricia Hill Collins, bell hooks), au féminisme musulman (Fatima Mernissi et Deniz Kandiyoti), au féminisme postcolonial (Gayatri Chakrovorty Spivak), chicana (Gloria Anzaldúa et Cherrie Moraga) et autochtone (Andrea Smith) ainsi qu'au concept d'intersectionnalité des oppressions (Crenshaw).

<sup>13</sup> La première méthode fait référence à la construction d'un phénomène universel (ici Mohanty fait référence au port du voile) sur la base de l'agglomération de multiples exemples provenant de divers pays sans insérer ces exemples différents dans leurs contextes culturels et historiques (Mohanty, 2003 : 33-34).

féministes postcoloniales s'attardent à déconstruire la notion d'universalisme du féminisme hégémonique blanc en y opposant les critiques du racisme, de l'esclavage et de la colonisation (Mohanty, dans Deschaufour, 2008 : 102). De cette entreprise découle le développement d'un féminisme qui se veut capable de porter des préoccupations et des stratégies ancrées géographiquement, historiquement et culturellement (Mohanty, 1986). Ce projet a pour objectif de réfléchir aux outils conceptuels permettant de transformer les rapports de domination face aux reconfigurations du colonialisme qui ont suivi les vagues de décolonisation.

Lorsqu'il est question des solidarités transnationales ou des RFFT, les féministes postcoloniales émettent de nombreuses critiques qui permettent de penser les « points de contention » qui opposent les femmes dans leur démarche de mise en réseau et de construction de solidarités. Parmi ces critiques<sup>14</sup>, on trouve 1) un appel à la reconnaissance de l'hétérogénéité des expériences et des contextes des femmes<sup>15</sup> ainsi qu'à une méthodologie qui permet de mettre en lumière cette hétérogénéité de la classe des femmes au sein des études féministes transnationales (Mohanty et Alexander, 1997), 2) l'emphase sur la nature impérialiste de la production intellectuelle et militante occidentale (Spivak, 1985) et 3) la mise en question de l'accessibilité à cet espace transnational, ce qui a pour conséquence de permettre la prise de parole des tranches dominantes des sociétés des Suds (Spivak, 1985: 55). Grâce à ces critiques, les féministes postcoloniales identifient les rapports de pouvoirs qui opposent les femmes occidentales et celles qui viennent des anciennes colonies, même dans le contexte de tentatives de solidarités<sup>16</sup> ou de l'édification d'un éventuel « féminisme global ».

---

<sup>14</sup> Ces critiques seront explorées de façons plus exhaustives au premier chapitre.

<sup>15</sup> Des femmes à travers le monde, mais aussi au sein même de la postcolonie.

<sup>16</sup> Il sera ici question de tentatives de solidarité plutôt que de solidarités puisque comme le mentionne Mohanty (2006 : 7), « la notion de solidarité renvoie inévitablement à la notion de mutualité, d'imputabilité et de reconnaissance des intérêts communs comme la base de relations entre les

Dans ce mémoire, nous tâcherons de clarifier si les critiques énoncées par les postcoloniales représentent un point de contention et de rupture et si, concrètement, elles font partie des freins à la mise sur pied et au maintien de réseaux transnationaux Nord-Sud. Nous nous interrogerons donc sur l'adhésion des militantes actives au sein de la mobilisation de New Delhi à ces critiques et sur les conséquences stratégiques de ces perceptions. Est-ce qu'elles identifient l'existence de rapports de domination tels que décrits par les postcoloniales dans les tentatives de solidarités lancées par les femmes occidentales? Ont-elles un intérêt pour la construction de réseaux transnationaux? Croient-elles seulement dans le potentiel d'un féminisme global? Quelles sont les conditions à une participation à de tels réseaux? À l'image des auteures du féminisme postcolonial, considèrent-elles, par exemple, la reconnaissance de l'hétérogénéité de l'expérience des femmes comme une condition d'existence du féminisme global? Se considèrent-elles comme actrices de rapports nécessairement inégaux?

Ces questionnements nous accompagneront vers l'objectif de mettre en lumière comment les tentatives de solidarités esquissées entre militantes indiennes et occidentales sont aussi révélatrices des tensions au sein du féminisme. Ces tensions reflètent un « processus d'altérité qui caractérise le discours colonial, celui qui propose une distinction entre « nous » les féministes et « elles », les femmes opprimées » (ONG, 1988). Ainsi, le questionnement général qui guidera cette réflexion porte sur la façon dont les femmes définissent de façon autonome leurs propres catégories d'analyse, leurs pratiques et leurs actions. Plus précisément, le mémoire répondra à la question suivante : dans le cadre de la mobilisation anti-viol

---

communautés. Plutôt que d'assumer de façon factice une oppression commune et universelle, la pratique de la solidarité met en scène des communautés qui ont choisi de travailler et de lutter ensemble. La diversité et la différence sont des valeurs incontournables à reconnaître et à respecter et ne doivent pas être effacées dans le processus de mise sur pied des alliances ». Ainsi, si des rapports de domination découlant de relation postcoloniale existent, nous ne pouvons reconnaître l'existence de solidarités sincères. Il s'agit tout au plus de tentatives de solidarités ou de réseaux.

ayant eu lieu à Delhi entre le mois de décembre 2012 et mars 2013, comment les militantes féministes indiennes ont-elles perçu les tentatives de solidarité déployées par des féministes occidentales ? Cette question est pertinente pour la science politique puisqu'elle contribue aux débats portant sur l'intégration de la critique postcoloniale dans l'étude des réseaux féministes transnationaux. Cet élément a progressivement été joint à la liste des défis à surmonter dans la formation d'alliances et de réseaux durables (Mohanty, 2003). En effet, la littérature dominante, notamment chez les auteures occidentales, tend à ne pas mettre l'emphase sur les impacts des relations postcoloniales entre les femmes comme un obstacle majeur à la création de réseaux transnationaux. Ce mémoire s'inscrit donc à la fois dans le champ de l'analyse des idées politiques et des mouvements sociaux, tout en intégrant une approche théorique propre aux études féministes.

Le présent mémoire est divisé en quatre chapitres. Le premier se questionne sur le féminisme à l'international et sur l'asymétrie des échanges, il y est question des fondements théoriques de notre analyse. Le deuxième s'attarde à la présentation du terrain et des considérations méthodologiques soutenant et encadrant le mémoire. Finalement, le cœur de l'analyse est présenté dans les chapitres 3 et 4. Le troisième chapitre se concentre principalement sur les perceptions des militantes et sur leurs lectures des tentatives de solidarité lancées par des militantes occidentales à l'aide des concepts d'occidentocentrisme, d'essentialisme, de différenciation et de sororité lesquels constituent le cadre théorique du mémoire. Dans le quatrième et dernier chapitre, l'analyse se penche sur l'effet de ces lectures sur la participation ou le rejet des réseaux transnationaux et sur les conditions de participation fixées par les militantes ayant pris part à la mobilisation.

## CHAPITRE I : LE MOUVEMENT DES FEMMES À L'INTERNATIONAL, SOLIDARITÉ ET ASYMÉTRIE DES ÉCHANGES

*“The practice of solidarity foregrounds communities of people who have chosen to work and fight together. Reflective solidarity is crafted by an interaction involving three persons: ‘I ask you to stand by me over and against a third.’”*

Chandra Talpade Mohanty

Les mouvements internationaux des femmes et féministes<sup>17</sup> ainsi que la nature des interactions vécues par leurs militantes ont été observés par de nombreuses auteures au fil de son histoire (Moghadam, 2006, Marx Ferree et Tripp, 2006). Dans ce chapitre, l’objectif est d’explorer les bases théoriques et conceptuelles de la réflexion qui guideront le présent mémoire en vue de situer ce dernier par rapport à la littérature existante. Le mémoire doit apporter des réponses aux questionnements suivants : dans le cadre de la mobilisation anti-viol ayant eu lieu à Delhi entre le mois de décembre 2012 et mars 2013, comment les militantes féministes indiennes ont-elles perçu les tentatives de solidarité déployées par des féministes occidentales ? Comment les points de rencontres vécus par ces militantes sont-ils la promesse de liens durables ou au contraire des points de rupture dans les tentatives de solidarité amorcées ? Ces questions s’insèrent dans un questionnement plus général qui porte sur la façon dont les femmes définissent de façon autonome leurs propres catégories

---

<sup>17</sup> Cette façon de distinguer les mouvements des femmes et les mouvements féministes vise deux objectifs. Premièrement, il existe un débat sur l’emploi du terme féminisme. Les mouvements des femmes rassemblent les organisations où des femmes s’organisent entre elles afin d’atteindre un changement social. L’objectif n’est pas nécessairement l’atteinte de l’égalité entre les hommes et les femmes, mais peut l’être. Les mouvements féministes d’autre part rassemblent des organisations (plus souvent composées de femmes, mais parfois mixtes) afin d’atteindre l’égalité entre les hommes et les femmes. Le mot féminisme n’a pas la même connotation à travers le monde et plusieurs militantes (notamment certaines militantes indiennes) peuvent choisir de ne pas l’utiliser entre autres au regard de l’héritage colonial. Nous utilisons aussi la forme plurielle pour faire appel aux différentes généalogies et héritages portés par des approches diverses au sein de ces mouvements. Bien que ces derniers aient effectivement des objectifs communs, d’autres peuvent à certains moments s’affronter.



d'analyse, leurs pratiques et leurs actions en regard de la relation qu'elles entretiennent avec leur propre communauté.

Ce chapitre se divise en trois parties distinctes. Dans un premier temps sont explorés l'intensification de l'aventure transnationale par les mouvements des femmes ainsi que les points de contention identifiés en son sein, principalement par des auteures du Sud. Ensuite, l'attention sera posée plus spécifiquement sur la construction des solidarités en relation avec le constat maintes fois soulevé de l'hétérogénéité de la classe des femmes puis l'apport spécifique des *Subaltern Studies* et des féministes postcoloniales. Cette revue de la littérature se terminera finalement avec la présentation du cadre théorique de l'étude. Dans le cadre théorique, trois concepts clés seront circonscrits : celui de l'essentialisme, de l'occidentocentrisme puis de l'effet homogénéisant de la notion de sororité.

### 1.1. L'expérience internationale des mouvements féministes

Bien que le phénomène soit sous-représenté dans le champ de l'études des mouvements sociaux transnationaux (Dufour, Masson et Caouette, 2010), il est communément accepté que très tôt dans leur histoire politique, des femmes ont tissé des liens multiples et éclectiques au-delà des frontières afin de revendiquer plus de droits et de justice (Rupp, 1997). Selon Valentine Moghadam (2006), ces mouvements ont émergé dans la diversité, mais présentent des caractéristiques communes : « malgré des différences culturelles et des agendas nationaux, les militantes pour les droits des femmes se sont liées, ont créé des solidarités dans leurs luttes au-delà des frontières et présentent des similarités dans la façon de cadrer leurs demandes, de structurer leurs réseaux et leurs organisations et dans leur manière de

s'engager avec l'état et les institutions intergouvernementales »<sup>18</sup> (Moghadam, 2006 :15).

Les mouvements sociaux transnationaux, et RFFT (Moghadam, 2005) rassemblent une variété d'individus, d'organisations dans des échanges variés qui comprennent des approches plus formelles comme les travaux effectués au sein des organisations internationales dédiées aux femmes, à l'Organisation des nations unies (ONU) (Falcon, 2012) ou lors de démarches de sensibilisation et de lobbying (*advocacy*) faites à l'extérieur des institutions dédiées aux femmes (Marx, Ferree, 2006 : 12). Elles comprennent aussi des initiatives moins institutionnelles telles que la Marche mondiale des femmes (Girard et Dufour, 2010) ou la campagne *One Billion Rising* avec son évènement phare, le V-DAY<sup>19</sup>(Pierre, 2016). Il est aussi possible de joindre à cette définition les rapports et échanges basés sur une volonté de solidarité, tels qu'une manifestation d'appui, le travail de soutien, de documentation, de mobilisation et de diffusion autour d'un enjeu se déroulant dans une autre région du monde. Ces activités peuvent se déployer sur une base bi-nationale, régionale ou proprement mondiale. À travers le temps, ces réseaux ont traité de nombreux enjeux qui peuvent être catégorisés comme tel : les résistances dirigées 1) envers les politiques économiques néolibérales, 2) envers les fondamentalismes religieux et pour les droits humains des femmes, 3) en réponse aux conflits, guerres et à l'impérialisme et 4) dans les réseaux humanitaires féministes. (Moghadam, 2006 :19). Ainsi, du point de vue qualitatif, les RFFT ont des visages variés. Ils ne visent pas nécessairement les institutions internationales et touchent des enjeux multiples.

---

<sup>18</sup> Toutes les citations en anglais du mémoire sont traduites par l'auteure de manière libre afin de faciliter la lecture et d'uniformiser la présentation.

<sup>19</sup> Ces deux organisations (La campagne de *One Billion Rising* et la Marche mondiale des femmes) ont des valeurs, des objectifs et des modes d'organisation très différents. Elles se rejoignent quant au fait d'exister hors des institutions internationales et de se déployer dans un grand nombre de pays.

Ces diverses pratiques sont le résultat d'une évolution qui débute dès la « première vague<sup>20</sup> » féministe (Rupp, 1997). Néanmoins, bien avant l'institutionnalisation de ce féminisme global à travers la création d'organisations spécifiquement dédiées aux droits et aux luttes des femmes, des contacts et des solidarités s'étaient déjà tissés au-delà de l'espace national sur des enjeux divers, qui n'ont parfois rien à voir avec les enjeux propres à ce que deviendra plus tard le mouvement féministe. Des militantes se rassemblent entre femmes et fondent des associations abolitionnistes, socialistes, pacifistes, pour la tempérance ou parfois sur des bases religieuses et construisent les bases de ce qui deviendra le féminisme transnational (Rupp, 2005, Tripp, 2006). Plusieurs de ces organisations, joindront des campagnes touchant plus spécifiquement les droits des femmes tels que l'accès au suffrage ou à l'éducation. Les liens se constituent à travers le monde, mais le *leadership* est principalement occidental. (Tripp 2006). Par exemple, comme le soulève Aili Mari Tripp (2006), au sein de l'organisation pour la tempérance *Women's Christian Temperance Union*, des sections se forment en Chine, au Japon, en Inde, en Corée ainsi qu'en Birmanie. Malgré ces liens, plusieurs organisations de femmes, notamment certaines engagées dans la lutte pour l'accès au suffrage, sont animées par une idéologie raciste et colonialiste (DuBois, 2000 : 542). Ainsi, ces dernières se battent pour les droits des femmes blanches et non pas pour l'ensemble des femmes.

Les premières organisations internationales orientées vers l'égalité entre les hommes et les femmes sont nées dès la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle (Moghadam, 2006 : 21). Elles sont à cette époque essentiellement Européennes et Nord-Américaines<sup>21</sup> (Rupp,

---

<sup>20</sup> Le modèle typologique du féminisme en trois vagues est l'objet de nombreuses critiques quant à sa tendance à invisibiliser la diversité et la complexité des idées et des pratiques qui existent et qui ont existé dans le mouvement féministe (Blais, Fortin-Pellerin, Lampron et Pagé, 2007).

<sup>21</sup> Il est important de noter que les recherches portant sur l'émergence du féminisme global ont principalement été développées par des auteures occidentales, dans un contexte occidental (Dufour, Masson et Caouette, 2010). Ainsi, il n'est pas impossible que de nombreux rapports de solidarité entre femmes hors de l'occident aient été occultés par méconnaissance ou mécompréhension des histoires et des mouvements propres à d'autres régions du monde. Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des femmes

2005 : 240). Elles se concentrent autour des enjeux de participation des femmes aux instances politiques, d'accès à l'éducation ainsi que celui de la participation à la production. Le principal objectif à ce moment est d'aider les femmes à s'émanciper des rôles reproductifs (privé, famille) pour intégrer le productif (public, travail). Elles intègrent aussi des enjeux tels que l'aide sociale et parfois des considérations religieuses (Tripp, 2006). Cette première vague s'est traduite par la création de plusieurs organisations: *L'Association internationale des femmes* (1868), *International Council of Women*<sup>22</sup> (1888), *International Alliance of Women* (1904), *International Women's suffrage Alliance* (1904), *Women's International League for Peace and Freedom* (1915) (Rupp : 240-243). Vers la fin du 19<sup>e</sup> jusqu'à la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, l'émergence d'un monde bipolaire et la montée des mouvements nationalistes et de libération nationale transforment profondément la composition et la nature de ce mouvement féministe transnational (Rupp, 2005 : 240-243). Le mouvement va connaître son apogée après les luttes pour le suffrage dans l'entre-deux guerres, malgré la crise économique<sup>23</sup> ainsi que la montée du nationalisme et du fascisme (Rupp, 2005; Tripp, 2006).

Dans les pays sous domination coloniale, en Asie et en Afrique, des organisations transnationales sont aussi à l'œuvre pour transformer la réalité des femmes, notamment du point de vue de l'éducation, de la santé, de représentation politique et légale. Cependant, comme le note Tripp (2006 : 58), ces initiatives sont largement initiées par des femmes occidentales dans un esprit proche des projets coloniaux et

---

s'organisent dans plusieurs continents hors de l'occident, notamment en Amérique du Sud et en Asie. Il y a par exemple vers la fin du 19<sup>e</sup> et le début du 20<sup>e</sup> siècle, simultanément avec l'émergence du féminisme en occident, des mobilisations se forment en Chine et au Japon pour l'accès au suffrage des femmes et l'élection de ces dernières (Marx Ferree, Tripp, 2006).

<sup>22</sup> Cette organisation comptait une large majorité de déléguées européennes. Fait intéressant cependant, lors de la première assemblée, une représentante Indienne était du nombre (Marx Ferree, Tripp, 2006).

<sup>23</sup> En occident, la décennie des années 30 est difficile pour les liens entre femmes. La montée du fascisme, la crise économique et la deuxième guerre mondiale rendent difficiles les communications ainsi que les rencontres. Cette réalité ne s'applique pas à la zone Pacifique ou panaméricaine par exemple (Marx Ferree, Tripp, 2006 : 57).

développementalistes, voire missionnaires. Ces initiatives occidentales sont parfois bienvenues puisqu'elles renforcent des alliances locales alors que dans d'autres situations, elles sont largement rejetées puisque symboles du colonialisme (Tripp, 2006 : 58). Les féministes occidentales ne doivent cependant pas toutes être perçues comme solidaires du projet colonial. La majorité l'était alors que certaines ont préféré éviter de se positionner. Quelques-unes seulement, des militantes individuelles, s'engageront pour soutenir la fin du projet colonial (Callaway, 1987, Denzer 1992, Jayawardena, 1995 Labode, 1993, Ranchod-Nilsson, Strobel, 1991, Tripp, 2002 dans Tripp 2006).

La seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle donnera lieu à une autre vague d'intensification, tant qualitative que quantitative des échanges au niveau supranational et mondial (Dufour, Masson et Couette, 2010). Les réseaux et les points de contacts se sont donc multipliés d'un point de vue quantitatif. Le fonctionnement de ces réseaux s'est aussi diversifié en regard de leurs façons de s'organiser, de leurs objectifs ainsi que de leurs stratégies. L'indépendance de nombreuses anciennes colonies transforme l'espace mondial tout comme la composition de plusieurs organisations féministes transnationales. Les organisations qui étaient avant la guerre principalement composées de femmes occidentales accueillent de plus en plus de membres des anciennes colonies (Tripp, 2006 : 59). On assiste donc à un élargissement géographique du mouvement et progressivement de nouvelles considérations s'ajoutent aux demandes et aux revendications des militantes. Cet élargissement est le résultat de l'implication de plus en plus importante de femmes du « Tiers-Monde »<sup>24</sup>

---

<sup>24</sup> Le terme femmes du Tiers-Monde est ici utilisé à la façon de Cheryl Johnson-Odim pour reprendre la dualité de l'expression qui réfère à la fois, dans une perspective développementaliste du monde, aux parties « en voie de développement » en opposition aux pays « développés », mais aussi, aux pays, région et continents, qui sont opprimés par le premier monde. Johnson-Odim (1991 : 314) utilise ce terme puisque selon elle, malgré la diversité des femmes, dans le contexte de l'étude des solidarités féministes, elle rappelle la relation qui lie (et souvent oppose) les femmes du Premier monde aux femmes du Tiers-Monde. Elle prend compte à la fois des femmes qui vivent dans les pays dits « en développement » et les femmes originaires (parfois depuis de très nombreuses générations) de ces pays

qui, suite aux luttes de décolonisation et au mouvement pour les droits civiques, ont progressivement joint les RFFT. Ces femmes apportent avec elles leurs propres relations au féminisme ainsi que leurs agendas, leurs histoires et leurs priorités. Il ne faut pas négliger le fait que l'expérience des mouvements des femmes en Asie, en Afrique, en Amérique Latine a permis le « développement de philosophies et d'objectifs qui leur sont propres. Ces mouvements ne sont pas des copies carbonées des mouvements occidentaux » (Tripp, 2006).

À partir de 1985, une dernière vague d'importante intensification a été rendue possible notamment grâce à des développements technologiques facilitant les rapports au-delà des frontières (télécommunications, facilitation des transports, expression progressive d'Internet, réseaux sociaux), mais aussi et surtout, elle est le résultat d'une transformation idéologique propre à la mondialisation (Moghadam, 2013 : 32). Les économies et les forces de travail s'internationalisent et se délocalisent, l'État-nation est de moins en moins une unité d'analyse pertinente. Les mouvements sociaux suivent la même logique (Mohanty, 2003 : 44). C'est aussi à partir de ce moment que les femmes du Tiers-Monde vont réellement commencer à défier la dominance des femmes occidentales dans la détermination de leur agenda politique commun. Cette transformation arrive à ce moment puisque, comme Cheryl Johnson-Odim (1991 : 316) le rappelle :

[...] dans la décennie des années 1970, quand la plus importante phase d'intensification du féminisme transnational commence, plusieurs femmes du Tiers-Monde émergeaient depuis très peu du colonialisme alors que les femmes du Tiers-Monde vivant en occident sortent quant à elles du plus important mouvement pour les droits civiques du 20<sup>e</sup> siècle.

---

qui vivent dans les pays dits « développés ». En ce sens, elle peut entrecouper le concept de femmes racisées. La notion de communautés imaginaires reprise de Benedict Anderson par Mohanty (2003 :47) est aussi très utile pour comprendre les luttes de ces femmes contre leur oppression qui n'est pas simplement le résultat du patriarcat.

Ces femmes, intègrent donc leurs agendas, mais aussi leurs réflexions quant aux oppressions liées au sexe, à la « race »<sup>25</sup>, à la classe ainsi qu'aux liens qui les unis (Johnson-Odim, 1991). Cet apport, souvent reçu avec d'importantes résistances de la part des militantes blanches et occidentales est reconnu pour avoir transformé le contenu des revendications d'une large part des RFFT (Moghadam, 2006).

L'étude de l'histoire des RFFT oblige une réflexion quant à la frontière existant entre ces réseaux et les solidarités transnationales, termes tout deux utilisés dans la littérature. On pourrait croire que les revendications communes de ces organisations ainsi que les mobilisations menées conjointement ou l'appartenance à un mouvement global reposent sur la solidarité de leurs membres. Cependant, si certaines femmes ont dû lutter et luttent toujours pour faire reconnaître leurs besoins et leurs priorités au sein des mouvements, d'autres se sont montrées solidaires ou indifférentes à des régimes coloniaux ou tout simplement racistes. Est-il possible de systématiquement appliquer l'épithète solidarité à toute alliance ? Est-ce que le fait de lutter dans des organisations communes ou dans des réseaux communs commande une solidarité intrinsèque ? Les définitions classiques (et étroites) des mouvements sociaux transnationaux (lesquels incluent les RFFT) font référence à des « mobilisations prolongées impliquant des militant-e-s provenant de minimalement deux pays différents et visant une institution internationale »<sup>26</sup> (Dufour, Masson et Caouette, 2010 : 2) et ne font donc pas référence à la notion de solidarité. D'autres définitions, comme celle de Pascale Dufour, Dominique Masson et Dominique Caouette (2010 : 3), s'attardent à approfondir le transnational en soulignant l'importance de la convergence d'intérêts et d'identités entre des militant-e-s qui ont de multiples

---

<sup>25</sup> À l'instar des publications anglophones, le texte utilise le mot « race » pour faire référence à l'un des fondements des rapports d'oppression (avec notamment le sexe, la classe sociale, l'orientation sexuelle, etc.). Il sera mis entre guillemets pour souligner que ce concept n'est pas fondé scientifiquement. Il opère de concert avec le racisme.

<sup>26</sup> Cette définition classique, présentée dans Dufour, Masson et Caouette, est largement utilisée dans la littérature portant sur les mouvements sociaux transnationaux, mais elle ne correspond pas à la vision des auteures.

affiliations territoriales et organisationnelles. D'autres, y accolent nécessairement le répertoire de la solidarité (Devin, 2004). Pour trancher ce débat, un retour à la définition offerte par Mohanty de la solidarité réflexive permet de distinguer l'un de l'autre ou plutôt de circonscrire ce qui relève de la solidarité et à quel moment il est possible de qualifier un échange de solidaire. Mohanty (2006 : 7) souligne l'aspect central de « la notion de mutualité, d'imputabilité et de reconnaissance des intérêts communs comme la base de relations entre les communautés ». Elle propose aussi que « plutôt que d'assumer de façon factice une oppression commune et universelle, la pratique de la solidarité met en scène des communautés qui ont choisi de travailler et de lutter ensemble. La diversité et la différence sont des valeurs incontournables à reconnaître et à respecter et ne doivent pas être effacées dans le processus de mise sur pied des alliances » (Mohanty, 2006 : 7). Ainsi, les organisations et les individus participants à des RFFT peuvent agir de façon solidaire, mais l'inverse est aussi possible. Le fait de collaborer et de choisir de travailler conjointement ne constitue pas une garantie de la reconnaissance et le respect de la diversité et de la différence. Conséquemment, la solidarité n'est pas systématiquement le socle sur lequel se construisent les alliances transnationales.

## 1.2. Solidarités transnationales et l'hétérogénéité de la classe des femmes

L'un des mythes persistant du féminisme et du mouvement des femmes tant dans les communautés locales qu'à l'international est que la condition des femmes, ou de « la femme » serait universelle. C'est sur ce mythe que s'est construit une part importante du mouvement féministe et notamment de ses branches transnationales. Selon ce mythe, le patriarcat serait un système qui opprimerait en premier lieu (c'est-à-dire avant toute autre forme d'oppression) toutes les femmes, partout à travers le monde, peu importe leur âge, leur classe sociale, leur origine « raciale », religieuse ou culturelle et leur orientation sexuelle. Jennifer Pierre, chercheure afro-américaine sur



les technologies de l'information, observe ce concept à l'ère des communications digitales :

Cette idée d'universalité de la condition des femmes tourne autour de l'hypothèse qu'il existe un ensemble d'idéaux, de perspectives et d'objectifs partagés et également portés et représentés parmi les membres d'une communauté internationale (i.e. la classe des femmes à travers le monde). Cette croyance est liée aux espoirs de pouvoir utiliser l'universalité des conditions et des oppressions comme base pour l'application de nouvelles politiques et de changements pour l'avancement des sociétés (Pierre, 2016 : 2).

C'est précisément de ce mythe que naît l'un des points de contention les plus vivaces au sein des RFFT, celui qui émerge de l'hétérogénéité intrinsèque de la classe des femmes et des rapports d'oppression qui en découlent (Mohanty, Russo et Torres, 1984, Johnson-Odim, 1991, Alexander et Mohanty, 1997, Mohanty, 2003). Les femmes, si elles vivent des oppressions liées au fait d'être femmes, évoluent dans des contextes historiques et sociaux tellement différents que pour plusieurs, cette oppression n'est pas toujours la principale ni la première (si tant est qu'elles puissent être hiérarchisées). C'est notamment le cas de nombreuses femmes du Tiers-Monde pour qui « la fin des discriminations liées au sexe en tant que voie royale vers l'égalité est tout simplement une approche insuffisante pour mettre un terme à leurs oppressions » (Johnson-Odim, 1991 : 315) et que d'autres femmes peuvent dans certains cas être leur oppresseur (Johnson-Odim, 1991 : 321). Comme Mohanty (2003) le rappelle brillamment, tout comme il existe une interrelation entre les histoires du colonialisme, du capitalisme, de la « race » et du patriarcat, les luttes et les résistances qui en résultent sont tout aussi interconnectées pour de nombreuses femmes du Tiers-Monde.

Afin de théoriser l'hétérogénéité, plusieurs concepts ont été développés. Le plus célèbre d'entre eux reste l'intersectionnalité (Crenshaw, 1989). Le concept d'intersectionnalité des oppressions vise à décrire la complexité des interactions entre

les structures de classe sociale, sexe, race et « d'autres catégories de différences individuelles, les pratiques sociales, les dispositions institutionnelles et les idéologies culturelles, et l'issue de ces interactions en termes de pouvoir » (Davis, 2015, p 1). Les individus ne sont pas définis par une seule de leurs localisations dans un système de privilèges et d'oppression. Personne n'est que femme, que Nord-Américain, qu'homosexuel, que de la classe moyenne, etc. L'expérience de chaque individu, ses privilèges, ses limitations, ses contraintes, ses opportunités, mais aussi ses luttes et ses résistances, sont précisément définis par l'articulation entre ces différentes localisations. La prémice de cette idée est que chaque individu, de par sa situation dans les « rapports de production, de reproduction et de représentation » est fondamentalement multiple (Marx Ferree, Tripp, 2006 : 10). Ce concept qui visait au départ à décrire l'expérience des femmes noires souvent invisibles dans les discours féministes et antiracistes (Davis, 2015), a permis de mettre en lumière les différences ainsi que les particularités des expériences de certains groupes spécifiques, notamment les groupes marginalisés ou opprimés.

L'intersection des oppressions et donc l'hétérogénéité de l'expérience des femmes face au patriarcat selon leur origine culturelle ou raciale se constate entre les femmes de divers pays, mais aussi entre les femmes blanches et les femmes racisées qui vivent en occident. Comme l'explique bell hooks en décrivant des échanges dans une classe universitaire américaine, cette hétérogénéité va au-delà des fractures raciales, elle les pénètre aussi :

Nous avons appris que ces différences [en parlant des différences entre les étudiantes] signifiaient qu'il n'y a pas d'expérience monolithique qu'il est possible d'identifier au titre « d'expérience Chicana <sup>27</sup> » ou « d'expérience noire », etc. Une chicana ayant grandi dans un milieu rural hispanophone aura une expérience de vie différente d'une autre Chicana

---

<sup>27</sup> Le mot Chicana fait référence aux femmes mexicano-américaines. C'est ce terme qui est utilisé par le féminisme chicana qui s'est penché sur l'histoire, le contexte et les réalités des femmes qui s'identifient comme Chicanas. Ce courant du féminisme fait partie des féminismes dissidents. Pour aller plus loin, lire Gloria Anzaldúa et Cherrie Moraga, 1981, Castillo, Adelaida Del. 2005.

élevée dans une famille anglophone dans une banlieue du New Jersey milieu bourgeois et principalement blanc. (Hooks, 1984 :76)

Ainsi, cette hétérogénéité va plus loin que le sexe et l'origine culturelle et raciale. Cette intersection des oppressions s'applique autant à l'écart qui existe entre une jeune femme scolarisée en anglais dans une famille de New Delhi et sa domestique, provenant du Bengale Occidental qui ne parle pas l'anglais. Or, l'expérience du patriarcat de la première sera sans doute autre de celle de la deuxième et la jeune femme représentera potentiellement une oppresseuse pour sa domestique, peut-être bien avant son mari, son père, son voisin ou son oncle.

Les points de contention soulevés par l'élargissement des mouvements féministes et de femmes, notamment par l'arrivée des femmes du Tiers-Monde dans leurs rangs, sont également le résultat des résistances offertes par les femmes blanches face à l'importance de cette hétérogénéité. De plus, la difficulté qu'ont ces nouvelles participantes à être visibles, représentées et audibles au sein du mouvement et la résistance d'un féminisme principalement blanc, occidental et provenant de la classe moyenne alimentent ces conflits. Les frictions se sont manifestées principalement sur les questions entourant la position de « leadership » des femmes blanches et de l'élaboration de l'agenda politique, mais aussi sur des éléments de contenu tels que l'auto-identification en tant que féministe ou la place des hommes au sein des mouvements féministes (Johnson, 1991; Marx Ferree, Tripp, 2006).

En somme, si les femmes du Tiers-Monde participant aux RFFT considèrent que leur oppression découle de leur condition de femme, mais aussi de leur situation dans un système impérialiste, raciste et classiste, la solidarité impose que les femmes blanches et occidentales, peu importe leur classe sociale, se lèvent conjointement contre ces systèmes bien qu'elles en tirent des privilèges. Il est donc nécessaire, dans la constitution des agendas politiques et des alliances, d'aller au-delà des simples points

communs qui unissent « toutes les femmes » et d'inclure ce qui permet à certaines femmes d'en opprimer d'autres.

### *1.3. Subaltern Studies, du féminisme postcolonial*

Le projet développé par les féministes postcoloniales, principalement en Inde, s'inscrit en continuité avec les critiques énoncées par les féministes dissidentes (Curiel, Falquet et Masson, 2005) qui ont contesté l'universalisme du féminisme blanc et occidental et ont mis de l'avant l'importance vitale de la reconnaissance de l'hétérogénéité des femmes. Ces féminismes ont pour point commun de « lire l'oppression des femmes à la lumière du racisme, de l'esclavage et/ou de la colonisation. » (Dechaufour, 2008 : 102). Elles se sont attardées à deux projets majeurs : celui de produire une critique du féminisme hégémonique occidental (Spivak, 1985) puis celui de formuler un féminisme autonome représentatif des préoccupations et stratégies géographiquement, historiquement et culturellement ancrées (Mohanty, 1986). Elles ont produit un corpus féministe des historiographies postcoloniales en s'interrogeant sur « comment le colonialisme s'était reconfiguré après la soi-disant décolonisation : comment les rapports postcoloniaux s'étaient maintenus comme des rapports matériels et discursifs d'antagonisme et de résistance ? » (Ahmed, 1996 dans Dechaufour, 2008 : 99). Cette démarche a mis en lumière les aspects essentialistes et occidentalocentristes des analyses et des pratiques développées par le féminisme hégémonique, essentiellement blanc (Mohanty, 1986). Les postcoloniales ont aussi réfléchi à des outils pour transformer les rapports de domination. C'est notamment le projet de Gayatri Chakravorty Spivak (1988) qui s'est questionnée sur la marche à suivre pour faire émerger la voix des subalternes.

Face aux solidarités féministes transnationales, les critiques sont multiples. Nous revenons ici sur quatre éléments prépondérants. D'abord, les analyses de Spivak, l'une des fondatrices du féminisme postcolonial, sont éclairantes. L'auteure a critiqué

l'articulation impérialiste de la production intellectuelle et des interventions occidentales (Spivak, 1985). Selon cette dernière, la production intellectuelle occidentale est intimement liée aux intérêts économiques de l'Occident. Ensuite, les féministes postcoloniales ont aussi appelé à la reconnaissance de l'hétérogénéité des expériences et des contextes vécus par les femmes dans la postcolonie. Mohanty et Jacqui Alexander (1997) ajoutent une autre pierre à la critique ; selon ces dernières, il manque dans les études des féministes transnationales, tout comme dans son expression concrète, les RFFT, une méthode permettant de mettre en lumière le vécu spécifique des femmes dans des contextes similaires à travers le monde plutôt que de créer un récit uniformisant l'expérience de l'ensemble des femmes face au patriarcat. Finalement, lorsqu'il est spécifiquement question des réseaux féministes transnationaux, plusieurs ont soulevé l'épineuse problématique de « qui accède au transnational ? ». Dans « Les subalternes peuvent-elles parler? », Spivak (1985 : 55) exprime ses doutes quant à la « plausibilité d'une politique d'alliance globale [qui] prédomine chez les femmes des groupes sociaux dominants qui s'intéressent au féminisme international dans les pays compradors<sup>28</sup>. ». Elle souligne que les femmes subalternes (qui ne font pas partie des élites locales), tout comme les autres groupes n'ayant pas accès au consumérisme, se trouvent exclues de ce jeu d'alliance, malgré la mobilisation d'intellectuelles qui, elles, sont en mesure de dégager un espace pour leur propre prise de parole (Spivak, 1985 :55). Ainsi, selon les féministes postcoloniales, l'espace transnational n'est pas accessible pour toutes et ne prend en compte que les demandes et revendications des femmes faisant partie de la tranche dominante des sociétés du Tiers-Monde. Cette dernière critique renvoie à l'importance de reconnaître l'hétérogénéité des sociétés de la postcolonie.

---

<sup>28</sup> Ce terme fait référence à la bourgeoisie locale s'étant enrichie en procédant au commerce avec les pays étrangers. Dans ce contexte, l'auteure fait référence aux pays occidentaux capitalistes s'adonnant au commerce, notamment l'extraction des matières premières, dans le cadre de l'impérialisme.

En somme, les féministes postcoloniales se concentrent sur l'un des « points de contention » qui habite les relations entre les actrices d'un féminisme global. Elles suggèrent l'existence de rapports de pouvoir entre femmes issues de l'occident et celles provenant des anciennes colonies. Le fait de développer des tentatives de solidarités n'exclut évidemment pas ce type de rapports inévitablement inégaux. Si certaines auteures ont émis des réserves importantes quant à l'existence même de solidarités (Spivak, 1985), d'autres restent fondamentalement convaincues de la possibilité et de la nécessité d'œuvrer à leur construction (Mohanty, 2013). La volonté de faire reconnaître la diversité et la spécificité des différents féminismes et notamment les pratiques et théories opérant chez les femmes provenant des postcolonies ne se traduit pas systématiquement par une tentative de mise en commun ou de reconnaissance d'un aspect « global » au féminisme. Comme l'expliquera Susan Stanford Friedman (2001 :16), toutes les expériences du féminisme sont influencées et construites par les conditions prédéterminées de leur histoire et de leur géographie. Néanmoins, toutes ces expériences s'influencent entre elles. Le féminisme est global en cela qu'il s'est disséminé en différentes formes « indigènes », mais aussi dans sa façon de voyager, de se transplanter et de s'implanter dans des contextes culturels multiples.

Au demeurant, il reste à élucider si les critiques des postcoloniales représentent un point de rupture et si, concrètement, elles constituent des obstacles au développement d'alliances transnationales Nord-Sud. Dans le cas qui nous intéresse, il sera donc nécessaire de s'interroger sur la prégnance de ces analyses dans la mobilisation de New Delhi. Les militantes indiennes perçoivent-elles l'existence de tels rapports de domination dans le contexte des tentatives de solidarités initiées par les femmes provenant de l'Occident ? Ont-elles intégré les critiques des féministes postcoloniales ? Voient-elles l'intérêt ou la possibilité d'établir des alliances durables ? À l'image des auteures du féminisme postcolonial, considèrent-elles par exemple la reconnaissance de l'hétérogénéité de l'expérience des femmes comme une condition

d'existence du féminisme global ? Se considèrent-elles comme actrices de rapports nécessairement inégaux ?

#### 1.4. Cadre théorique

Afin de satisfaire les ambitions de cette recherche, c'est-à-dire de mettre en lumière l'effet des rapports postcoloniaux sur la construction ou la non-construction de solidarités effectives, nous utiliserons un cadre théorique s'inscrivant au sein des études féministes postcoloniales. Évidemment, ce cadre repose aussi sur les apports du féminisme transnational et de l'étude des mouvements sociaux puisqu'il traitera de la nature de mobilisations transnationales, spécifiquement féministes. Ainsi, cette recherche se penche sur l'expérience des militantes indiennes à New Delhi en 2012 en reprenant trois critiques issues du projet féministe postcolonial : celle de l'essentialisme face aux femmes issues des pays de la postcolonie, celle de l'occidentocentrisme, et celle de l'homogénéité de la sororité (*sisterhood*). Et puisque ces trois critiques ont largement été développées par des femmes indiennes ou d'origine indienne (Dutoya, 2014), nous considérons donc qu'il est fort probable que les constats et les analyses du féminisme postcolonial aient une résonance chez les militantes indiennes et qu'elles constituent un critère de réussite dans la construction d'alliances. Est-ce que les militantes des ONG internationales ont une perception similaire à celles des organisations locales (*grassroots*) ? Ont-elles évalué de la même façon les alliances et les tentatives de solidarités développées au cours de la mobilisation étudiée ? Est-ce que certaines sont plus critiques que d'autres ?

##### 1.4.1. Essentialisme de « la femme » colonisée ou racialisée

L'une des principales critiques énoncées par les féministes postcoloniales s'adresse au concept d'essentialisme. Il s'agit d'accoler une image, un ensemble de

caractéristiques, évidemment stéréotypée, à un groupe de personnes notamment selon son origine ethnoculturelle, son orientations sexuelles ou son sexe en lui attribuant des attitudes, des caractéristiques physiques, psychologiques ou morales ainsi que des rôles sociaux. Ann Philips (2010) distingue différents types d'essentialismes qui se déclinent en quatre types : 1) Le fait d'attribuer certaines caractéristiques à tous les membres d'un groupe, 2) d'attribuer ces caractéristiques à une catégorie de façon à naturaliser ou réifier ce qui est potentiellement socialement construit, 3) de faire appel à une communauté (femmes, homosexuels, « race ») soit en tant que sujet ou objet d'une action politique d'une façon qui présume l'homogénéité, 4) la quatrième définition de l'essentialisme correspond au contrôle de cette communauté en fonction de ses caractéristiques supposément communes comme ne pouvant être questionnées ou modifiées sans questionner le sentiment d'un individu de faire partie de cette communauté (Philips, 2010 : 2). Nous nous attardons principalement aux deux dernières définitions bien que les quatre types fonctionnent ensemble.

Les auteures indiennes se sont attardées à relever les principales caractéristiques attribuées aux femmes de la colonie ou racisées par le féminisme hégémonique. Cette image, cette construction, s'avère bien différente de l'image de la femme occidentale blanche (parfois tout autant stéréotypée). Mohanty (1986), dans l'incontournable *Under Western Eyes*, décrit la production de la femme du Tiers-Monde en tant que groupe monolithique dans une large part des travaux académiques du féminisme hégémonique. Dans cet ouvrage, elle décrit les processus de différenciation qui s'opèrent pour décrire cette femme non-occidentale : une image uniforme des femmes non-occidentales étant essentiellement des victimes, victimes de la violence patriarcales, victimes en tant que femmes mariées dans le système colonial, victimes dans la famille, victimes des idéologies religieuses, victimes des processus de développement. En somme, elles sont décrites et comprises comme un groupe essentiellement sans pouvoir et universellement dépendant (Mohanty, 2013 :23). Cette victimisation repose sur la construction de l'altérité de « la femme colonisée »



ou racialisée. Ce processus construit l'idée d'une femme occidentale rationnelle, libérée, éduquée, autonome financièrement, dotée d'une capacité d'organisation et d'une agentivité. Elle est la référence du féminisme. À contrario, la femme colonisée ou racialisée est, comme Mohanty le rappelle, peu éduquée, irrationnelle, dépendante. Elle reste une victime à libérer (Mohanty, 2003).

#### 1.4.2. Féminisme postcolonial et occidentalocentrisme

L'occidentalocentrisme représente la tendance chez les auteurs occidentaux de juger les femmes de la postcolonie à travers leur propre expérience en tant que femme en Occident. Selon les féministes postcoloniales, le féminisme hégémonique a jugé l'expérience des femmes non-occidentales ou racisées à travers les critères de participation à la vie publique et politique des femmes occidentales. Plusieurs pratiques passées ou présentes de participation à la vie publique et politique par des femmes non-occidentales ont été sous estimées, participant ainsi à invisibiliser et victimiser les femmes colonisées ou racialisées (Kian, 2010). Nous penserons notamment aux débats qui entourent le port du voile dans l'espace public chez les femmes musulmanes. Cette pensée dualiste et hiérarchique empêche la simultanéité et les relations réciproques.

Entre les mains des féministes postcoloniales, l'occidentalocentrisme, non sans rappeler la notion d'orientalisme développé par Edward Saïd (1978), ajoute un angle sexué à une critique des processus de domination opérant dans le contexte de l'idéologie postcoloniale. L'orientalisme « vise à appliquer à l'Orient un système de représentations binaires » (Deschaufour, 2008 :103). Comme le résume Laetitia Deschaufour :

L'Orient – ou plutôt l'idée de l'Orient – est le miroir inversé de l'Occident et se voit essentialisé et réduit à un certain nombre de stéréotypes. L'oriental est défini par l'orientalisme comme un être passif,

fainéant, instinctif, spirituel, et à la sexualité débridée. Tandis que l'Occident tend inexorablement vers le progrès, L'Orient reste arriéré et stagne dans la tradition. (Deschaufour, 2008 : 100)

L'appropriation du concept par les féministes postcoloniales s'est faite notamment par le « rejet du mythe de passivité des femmes colonisées et racialisées à travers la mise en évidence du processus créatif d'interprétation, d'appropriation ou de détournement du discours colonial et racial occidentalocentriste » (Kian, 2010 : 9). Les féministes postcoloniales « soulignent le lien entre le discours et le pouvoir et rejettent l'altérité et l'essentialisation de l'autre » (Kian, 2010 : 8).

Nikita Dutoya (2014) explique que plusieurs féministes indiennes ou originaires de l'Asie du sud ont mis en lumière « l'imbrication du féminisme et du monde académique dans des logiques impériales et hégémoniques plus vastes, souvent définies comme « occidentales » ». Spivak est à cet égard très claire; elle dénonce le double discours des femmes occidentales qui participent à cet occidentalocentrisme et à la production de la femme orientale, résumant ce discours en ces mots:

Nous nous désolons pour nos sœurs du Tiers-Monde ; nous nous désolons et nous réjouissons qu'elles doivent se prendre en main et devenir autant que possible comme nous pour être « libres » [...] Quand nous parlons de nous-même, nous affirmons avec conviction : le personnel est politique. Pour les femmes du reste du monde, [...] nous retombons sur une théorie colonialiste de la collecte d'information la plus efficace. (Spivak dans Dutoya, 2014 : 16)

En somme, l'occidentalocentrisme représente donc la démarche de juger les femmes orientales utilisant les critères définis par les femmes occidentales comme des victimes à libérer alors que les femmes occidentales sont quant à elles libérées; leurs stratégies représentent donc l'exemple à suivre. Tout comme l'essentialisme, il

contribue à une hiérarchisation des expériences des femmes, certaines étant plus libres que d'autres<sup>29</sup>.

#### 1.4.3. Homogénéité de la sororité (sisterhood)

L'occidentocentrisme est à la fois la prémisse de la notion d'homogénéité de la sororité et sa contradiction. Les femmes existent en tant que groupe (ou en tant que classe) parce que ses membres partagent une même oppression, celle du patriarcat, lequel serait selon le récit dominant de la sororité passablement uniforme. Les femmes seraient un groupe qui partage le fait d'être sans pouvoir (« *powerless* ») (Mohanty, 2003 :23). Selon ces critiques, il est souvent utilisé de façon telle qu'il a tendance à homogénéiser et à aplanir les rapports d'oppressions existant entre les femmes en plus de rendre invisibles les différentes expériences du patriarcat à travers le monde. La notion de sororité a donc tendance à créer un féminisme « universel » a-historique et a-politique alors que, selon les féministes postcoloniales, la violence des

---

<sup>29</sup> Ce processus est particulièrement manifeste lorsque l'on traite de la question du religieux ou la question de la contraception. En effet, en occident, les féministes ont en grande partie fait le choix de prendre une certaine distance face au phénomène religieux. Dans le contexte d'une immigration croissante, l'arrivée de nombreuses femmes pratiquant une religion dans ces pays laïcisés (nous penserons à l'exemple le plus marquant qui est celui des femmes musulmanes et du voile islamique), crée une tension forte. Plusieurs féministes occidentales opposent l'adhésion à certaines valeurs religieuses à une volonté libération des femmes. Pour le cas Indien, la question de la contraception peut-être un exemple éclairant. Pour de nombreuses féministes occidentales et certaines ONG occidentales dédiées aux droits des femmes, l'accès à la contraception constitue une des clés pour la libération des femmes et la baisse de la démographie a été un tournant historique dans l'émancipation des femmes blanches. Cette perspective est reçue avec beaucoup de méfiance par de nombreuses féministes indiennes. Ces dernières sont nombreuses à s'opposer à l'utilisation de certains médicaments contraceptifs, aux politiques et programmes de contrôle des populations, aux médicaments contraceptions à longue durée. Depuis les décennies 80 et 90, de nombreuses ONG occidentales, en collaboration avec l'État Indien et les Organisations Internationales ont fait la promotion d'outils de contraception invasifs (Depo provera, vaccins anti-fertilité, Norplant, etc.) afin de contrôler la natalité du pays. Pour plusieurs groupes de femmes indiennes, ces politiques sont des actes de coercition principalement dirigés vers les femmes, d'autant plus que les risques pour la santé sont tout autant assumés par ces dernières. Il faut dire que ces médicaments ont souvent été testés par des femmes indiennes dans des conditions éthiques douteuses et que les vagues de stérilisation forcée ont systématiquement été l'expérience de personnes pauvres dont la fertilité était perçue comme une menace à la stabilité économique de l'État (et puis plus tard à l'obtention de financements dans le cadre des plans d'ajustement structurels.). Pour plus d'informations, se référer aux travaux de l'organisme *Saheli* qui travaille depuis des décennies sur ces enjeux : <https://sites.google.com/site/saheliorgsite/health>

hommes doit être comprise et interprétée à l'intérieur du contexte spécifique de leurs sociétés (Mohanty, 2003 : 24). Audrey Lorde (citée dans Stanford, 2001, p 14) explique que :

[...] dans une large part du mouvement des femmes actuel, les femmes blanches se concentrent sur leur oppression en tant que femme et ignorent les oppressions liées à l'origine « raciale », aux préférences sexuelles, à la classe et à l'âge. C'est une excuse pour l'homogénéité de l'expérience femme incluse dans le mot *sisterhood* qui dans les faits n'existe pas.

Cette discussion sur l'existence et l'absence d'une sororité globale représente un des éléments clés de la critique du féminisme postcolonial. Durant la décennie des années 1970, un changement paradigmatique au sein des études de genre et féministes a eu lieu et a entraîné un retour sur le « mythe de la condition universelle des femmes » (Kian, 2010). Ce changement apporté par des féministes de couleur et non-occidentales a provoqué une « mise en question du féminisme occidental, blanc, classe moyenne et ses méta-narratifs » (Kian, 2010 : 7). Fondamentalement, quatre éléments sont critiqués : « La violence épistémique des catégorisations coloniales réifiantes ; les mythes européocentriques de l'humanisme et du progrès ; le récit linéaire et historiciste de la modernisation et les historiographies élitistes aveugles aux consciences et aux modes d'actions spécifiques des dominés » (Kian, 2010 : 7). Ce courant a donc joint la critique voulant déconstruire l'idée d'un féminisme universel et global et d'une « classe des femmes » homogène.

Le féminisme postcolonial affronte ce concept de sororité en soulignant l'hétérogénéité de la classe des femmes et conséquemment la diversité des féminismes. Il s'agit de dénoncer l'hégémonie de la représentation de l'expérience des femmes occidentales tant dans le militantisme que dans les cercles académiques. La reconnaissance de l'hétérogénéité des expériences s'accompagne d'une mise en lumière des rapports d'oppression qui existent entre femmes. En définitive, il s'agit

de décoloniser le concept de sororité qui a le potentiel de correspondre à une forme de solidarité entre femmes construite, selon bell hooks (1984), sur la base d'enjeux partagés et de sentiments de proximité [togetherness]. Il ne s'agit donc pas systématiquement de la négation de la sororité, mais bien de la contestation de son caractère homogène.

Ainsi, dans notre contexte d'étude, nous examinons si les militantes identifient des comportements ou des discours qu'elles insèrent dans le continuum essentialisme-occidentocentrisme-différenciation dans les tentatives de solidarités et si elles critiquent la notion d'homogénéité de la sororité. En définitive, nous questionnerons la volonté des militantes indiennes d'investir des efforts dans les tentatives de solidarités transnationales lors de la mobilisation à l'étude. Ce dernier aspect nous permettra, une fois mis en relation avec l'adhésion aux critiques du féminisme postcolonial, d'évaluer si cette posture constitue un point de rupture dans la création d'un féminisme global.

## CHAPITRE II : MÉTHODE DE RECHERCHE ET CORPUS

L'analyse qualitative représente selon Pierre Paillé et Alex Mucchielli (2012 : 33) « la faculté de l'esprit cherchant à se relier au monde et à autrui par divers moyens que lui offrent ses sens, son intelligence et sa conscience. » En interprétant et en théorisant des données, elle contribue à l'entreprise « d'extraction du sens des matériaux qualitatifs » (Paillé, Mucchielli, 2012 : 33). Ainsi, dans le chapitre précédent, un cadre théorique a été présenté et défendu en vue de soutenir une réflexion portant sur le développement des solidarités entre les féministes occidentales et les féministes du Tiers-Monde et sur les tensions qui pouvaient émerger de ces dernières. Le chapitre 2 vise quant à lui à présenter l'approche méthodologique qui permettra d'encadrer la démarche d'extraction du sens des données recueillies et le terrain choisi pour mener cette analyse qualitative pour se concentrer sur le cas de la mobilisation anti-viol s'étant déroulée en Inde de décembre 2012 à mars 2013. Ce cas permet d'examiner les perceptions qu'ont les militantes indiennes des militantes occidentales. Grâce à ces échanges, nous pouvons comprendre si elles utilisent les critiques développées par les féministes postcoloniales et si leurs perceptions des tentatives de solidarités ont un impact sur leurs choix stratégiques, principalement sur leur volonté de créer des réseaux avec les féministes occidentales. Le présent chapitre se divise en 4 sections. Dans un premier temps, le mouvement des femmes en Inde ainsi que la mobilisation étudiée sont présentés dans le but d'offrir un contexte à l'étude de cas. Ensuite, l'approche méthodologique retenue est explicitée pour ensuite présenter les groupes et le blog retenus dans le corpus. Finalement, la conclusion du chapitre est consacrée aux limites et aux considérations éthiques propres à l'étude terrain et surtout aux défis de se situer comme auteure blanche et occidentale face aux relations entre femmes dans le contexte de la postcolonie.

## 2.1. Le mouvement des femmes indien se mobilise contre le viol

Toujours selon Paillé et Mucchielli (2012 : 37), « le sens naît toujours d'une confrontation d'un phénomène remarqué à des éléments dits « contextuels » dans lesquels il prend place. Aucun phénomène ne peut exister « en lui-même » dans le vide environnemental. » Il convient donc de placer les contacts entre les militantes indiennes et occidentales dans leur contexte pour permettre la compréhension de leur sens. Deux portraits méritent d'être dressés, celui du mouvement des femmes indiennes, de ses origines et débats, de sa composition, de ses combats ainsi que le récit de la mobilisation en cause, celle qui s'est tenue suite au viol en réunion d'une étudiante dans la nuit du 16 décembre 2012. Ces deux contextes permettront de donner aux propos échangés dans les entrevues et sur les blogs le poids et le sens qui leur revient. Afin de dresser ces portraits, nous laissons la parole aux voix d'auteures indiennes, notamment des militantes, qui ont écrit sur leurs propres expériences et sur leur compréhension de leur propre histoire. Cette stratégie vise à faciliter la compréhension de leurs priorités et des moments marquants de leurs luttes et ainsi de visibiliser leurs propres analyses.

Ce choix découle d'une adhésion aux postulats de la théorie féministe du point de vue situé (*Feminist Standpoint*) développée notamment par Nancy Hartsock (1997), Uma Narayan (1989, 1997), Patricia Hill Collins (1990, 1997, 1998) et Dorothy Smith (1999). Ces postulats sont à l'effet que 1) le savoir est socialement situé, 2) les groupes marginalisés sont socialement situés de telle façon qu'il est plus aisé pour eux de percevoir leurs conditions d'existence et de les questionner que ce l'est pour des groupes davantage privilégiés et 3) la recherche, notamment celle qui se concentre sur les rapports de pouvoirs devrait mettre de l'avant le point de vue et la lecture des personnes marginalisées (IEP, 2016). Dans la préface du livre *Feminist Theory : From Margins to Center* (1984), bell hooks offre une excellente explication de la particularité du point de vue des femmes marginalisées. Elle présente

spécifiquement la réalité des femmes afro-américaines qui comprennent l'univers des blancs et l'univers des noirs à travers leurs expériences puisqu'elles fréquentent les deux. Le premier dans une situation subalterne et l'autre comme partie prenante de la communauté. Selon elle, ce double point de vue, cette habilité à voir et à mettre en relation les deux réalités, est très rarement accessible aux femmes blanches pour qui l'univers des afro-américain-e-s est inconnu. Dans un système qui est doté d'un centre et d'une périphérie, elles restent dans le centre alors que les femmes noires dans les marges. Il devient, dans ce contexte, difficile pour les femmes blanches de comprendre le système dans son ensemble. Cette différence se répercute dans l'immense majorité des travaux féministes qui sont écrits par femmes blanches et a pour effet de masquer la diversité des expériences des femmes. Ce texte de bell hooks est pertinent pour réitérer combien il est incontournable de se fier à la voix des femmes indiennes qui, dans le cas étudié, ont aussi ce double point de vue par rapport aux féministes occidentales. Il fait aussi écho au concept d'inégalité de l'ignorance développé par Chakrabarty (1992) à l'égard des travaux portant sur l'histoire. Ce dernier, membre de l'école des subalternes, a travaillé sur la représentation de l'histoire indienne dans le contexte postcolonial. Chakrabarty introduit une réflexion portant sur la normalisation de l'Europe (la réflexion pourrait être généralisée à l'occident) comme « référence en regard de la connaissance historique » (Chakrabarty, 1992 : 2). Il retient comme preuve de la subalternité des histoires non-occidentales du Tiers-Monde combien les historiens du Tiers-Monde sentent le besoin de se référer aux travaux des historiens européens alors que ces derniers n'en ressentent pas le besoin. Les historien-ne-s occidentaux, pour plusieurs considérés comme des « grands de l'histoire » produisent leurs travaux dans une relative ignorance de l'histoire des pays du Tiers-Monde sans que cela n'affecte la qualité perçue de leurs travaux. L'inverse n'est pas accessible pour les historien-ne-s du Tiers-Monde (Chakrabarty, 1992 : 2). Ainsi, par notre choix de se référer aux écrits et à la parole des femmes indiennes qui sont, dans le cadre de cette étude, les mieux placées pour parler de leurs contextes, de leurs perceptions et de leurs choix, nous



souhaitons contribuer au développement d'analyses qui 1) prennent acte de l'histoire et du contexte spécifique de l'évolution du mouvement des femmes en Inde et qui 2) laisse parler les personnes faisant partie des groupes marginalisés.

### 2.1.1. Le mouvement des femmes en Inde

Le mouvement des femmes en Inde repose sur une longue tradition d'action politique, sociale et légale visant l'amélioration de leurs conditions de vie. Il existe dans l'histoire de l'Inde des traces de réflexions sur les rapports entre hommes et femmes, lesquelles ont été portées par des individus et des communautés qui ont exploré différentes configurations en termes de rapports de sexe (Chaukravarti, 2008, Kidwai, 2008, Devika, 2008, Anand, 2010). Les premières critiques du patriarcat datent de la fin du 19<sup>e</sup> siècle (Shinde, 1882, Srobji, 1891, Sakhawat Hossein, 1905). C'est à cette période, dans le contexte impérial marqué par un mouvement féministe exigeant d'importantes réformes sociales, que la majorité des historiens identifient la genèse du mouvement des femmes en Inde. Ce dernier a réellement pris son essor dans le cadre de la lutte pour l'indépendance (Menon, 2011 : xii). Il s'agit d'une co-construction puisque les femmes ont été nombreuses à s'engager dans la lutte contre l'État colonial et les réflexions entourant cette dernière ont marqué les choix stratégiques et idéologiques du mouvement des femmes. Il a donc été solidaire, mais aussi parfois « encadré » par les débats de la lutte de décolonisation. Ce rapport entre le mouvement nationaliste et le mouvement des femmes a continué, longtemps après 1949, à jouer un rôle déterminant dans le discours ainsi que dans les alliances construites par le mouvement des femmes (Chaudhuri, 2011).

Les premières organisations formelles, rassemblant des femmes sur la base de leurs expériences et intérêts en tant que femmes, ont été créées au début du 20<sup>e</sup> siècle. Les principales organisations à l'époque, la *Women's Indian Association* (WIA), la *National Council of Women in India* (NCWI), la *All India Women's Conference*

(AIWC), et ont respectivement été créées en 1917, en 1925, et en 1927 (Chaudhuri, 2011 : 129). À cette époque, elles étaient principalement composées de femmes provenant de classes et de castes élevées. Il n'est donc pas surprenant de constater que les enjeux et les luttes qui ont été portées à cette époque sont représentatifs de leurs préoccupations. Comme ailleurs dans le monde, le début du siècle est marqué par des luttes qui visent principalement l'existence légale des femmes et leur accès aux institutions tels que l'éducation et le droit de vote. Il sera question des conditions de vie des femmes des hautes castes (les enjeux de pauvreté ou de castes ne sont pas abordés à cette époque), de l'abolition de la Sati<sup>30</sup>, de la permission pour les femmes veuves de se remarier, de l'augmentation de l'âge du mariage et de l'ouverture des institutions scolaires aux femmes. Le débat sur l'accès à l'éducation pour les filles, perçu comme une « panacée pour régler les problèmes des femmes, des familles et de la société » (Chaudhuri, 2011 : 118) est révélateur des débats et surtout de l'éventail des objectifs défendus par les militantes. Certaines prônent une éducation différenciée, laquelle serait respectueuse des rôles traditionnels attribués aux hommes et aux femmes, alors que d'autres pourfendent ces concepts (Chaudhuri, 2011). En plus de nous éclairer sur la diversité qui existe au sein du mouvement de l'époque, l'étude des débats de l'époque et de ceux qui marquent la période contemporaine

---

<sup>30</sup> La Sati est une pratique propre à l'hindouisme dans laquelle on procède à la crémation des veuves au moment de l'incinération de leur mari. Ces dernières se jettent dans le bucher crématoire de leur mari, parfois de leur propre chef, parfois suite à des pressions de diverses natures. Cette pratique est inspirée par plusieurs textes sacrés où Sati, l'épouse de Shiva, se suicide et s'embrase après un refus de la part de son père d'accueillir son époux à une célébration avec les Dieux. La conception dualiste du genre présente dans l'hindouisme attribue une énergie divine ou cosmique aux femmes laquelle peut être extrêmement dangereuse si non contrôlée (Tambs-Lyche, 2013). Le mariage ou les relations avec les hommes permettent de contrôler cette énergie. La Sati a longtemps été considérée comme un acte volontaire d'héroïsme par les femmes. Dans les textes, leur suicide par le feu se déroulaient en période de guerre et était souvent vu comme une forme de résistance qui lui promettait honneur et sainteté. L'époque moderne a transformé la pratique en transposant l'honneur de la Sati sur le mari de la suicidée et sa famille. Pour plus d'information sur la Sati et ses origines, consultez Tambs-Lyche, 2013 et le dossier sur la Sati dans l'encyclopédie de la mort (Agora, 2012). Par ailleurs, dans *Can the subaltern speak?* Spivak (1988) commente aussi cette pratique et l'attitude du régime britannique à cet égard.

nous enseigne aussi sur l'ambivalence qui habite beaucoup de militantes quant au fait d'être associées au féminisme, mouvement associé à l'occident et au colonialisme.

Selon Maitrayee Chaudhuri (2011), cette ambivalence, partagée par de nombreuses féministes indiennes, est la résultante de deux éléments qui renvoient à la naissance du mouvement des femmes dans le contexte colonial et à son évolution dans un contexte nationaliste. Le premier malaise provient des origines occidentales du mouvement féministe et le deuxième représente l'impératif de ne pas créer de divisions au sein de la nation (lire entre hommes et femmes). Pendant de longues années, de nombreuses militantes indiennes ont ressenti le besoin de différencier l'expérience des femmes indiennes de l'expérience des femmes blanches (Bhasin et Said Khan 2011, Chitnis, 2011). Plusieurs témoignages existent à l'effet qu'il n'y aurait pas en Inde le même antagonisme entre hommes et femmes que celui qu'elles perçoivent dans le discours des femmes occidentales ni la même colère que celle ressentie chez les femmes blanches, même si la situation de nombreuses indiennes puisse sembler plus difficile<sup>31</sup> (Chaudhuri, 2011). Les tenantes du féminisme sont accusées d'être trop largement influencées par les idéologies occidentales, d'elles-mêmes s'occidentaliser<sup>32</sup> et de, finalement, être du côté de l'État colonial.

---

<sup>31</sup> Suma Chinis (2011) offre une explication pour cette différence. Elle souligne qu'en occident, il est normal que les femmes soient particulièrement exaspérées par leur situation bien que celle soit à priori plus appréciable. Cette colère viendrait à son avis de l'écart qui existe entre le mythe de l'égalité atteinte et la réalité. En effet, le principe d'égalité entre les citoyens est ancré dans la philosophie politique libérale. À contrario, la société indienne est selon elle marquée par les hiérarchies - au sein de la famille (âge, place dans la fratrie, sexe, etc.) et au sein de la communauté (caste, origine familiale, richesse) - lesquelles sont encadrées par la coutume, la religion et la culture. Cette hiérarchie aurait développé « un sens aigu de déférence face aux supérieurs, du devoir face aux inférieurs, de mutualité, d'oubli de soi et une emphase culturelle sur la sublimation de l'égo » (Chitnis, 2011 : 11). Dans ce contexte, les notions d'égalité et de liberté individuelle ne sont pas des concepts aussi centraux que dans les sociétés occidentales.

<sup>32</sup> Dans ce récit, « la » femme indienne serait différente des femmes occidentales ; dévouée à sa famille, modeste et surtout la gardienne des valeurs et traditions indiennes. D'une certaine façon, les nationalistes et traditionnalistes utilisent le même essentialisme que plusieurs lectures occidentales. Pour réfléchir à cette construction de la masculinité et de la féminité en lien avec la construction de l'imaginaire national, Nira Yuval-Davis (1997) apporte un éclairage intéressant.

À travers le monde plusieurs ont soulevé l'importance de distinguer féminisme et mouvement des femmes. Cette séparation est d'autant plus vive en Inde. Chaudhuri (2011 : xiv) constate « le fait historique déconcertant que le féminisme en Inde ait constamment dû négocier, se définir, se distinguer en relation avec l'occident. Qu'il le veuille ou non, le mouvement féministe est situé dans un ordre international où il est dominé [de par la place de l'Inde dans l'ordre impérial et des féministes indiennes dans un système postcolonial]. » C'est pour cette raison qu'il est vain d'aborder la structure, les débats ou l'histoire du mouvement des femmes indien sans considérer sa localisation dans ce contexte.

Cette relation avec le féminisme et les tenants de cette position est d'autant plus manifeste que le mouvement des femmes indien ainsi que le champ des *Gender Studies* en Inde a longtemps été intellectuellement colonisé par l'occident. Chaudhuri (2011) fait ce constat lors de la préparation d'un cours sur le féminisme en Inde :

J'ai été troublée devant ma dépendance aux sources théoriques occidentales [...] Jusqu'aux années 1990, nous n'avions pas vraiment d'auteurs académiques féministes engagées dans le corpus international jusqu'alors dominé par l'occident. Cependant, les débats qui ont marqué le féminisme occidental étaient très bien représentés dans un très large éventail d'écrits qui ont été institutionnalisés dans les cours universitaires. Pour les féministes occidentales, le fait d'explorer ou non la production théorique non-occidentale est un choix. Ce choix n'existe pas pour les féministes non-occidentales. (Chaudhuri, 2011 : xii-xiii).

Ainsi, les auteures et les débats du féminisme occidental étaient (et sont toujours) très facilement accessibles contrairement aux débats théoriques indiens. Pour répondre à cette problématique, certaines auteures ont tenté de se référer à l'héritage culturel indien pour en retirer un bagage compatible avec le discours sur l'émancipation des femmes. Afin d'éviter de se faire coller l'étiquette de « femme occidentalisée », elles ont utilisé « l'iconographie hindoue et les idiomes Sanskrit afin de représenter la force des femmes » (Flavia 1994 : 1124 dans John, 1998 : 4). Elles souhaitent démontrer que le féminisme ou l'idée d'une société égalitaire n'était pas strictement

un concept occidental, mais trouve aussi des racines indigènes. Cette stratégie est perçue par de nombreuses féministes indiennes comme un cul de sac dans le contexte de la montée du fondamentalisme hindouiste. Plusieurs en sont venues à considérer que de réinterpréter les textes sacrés à la lumière du féminisme équivaut à « entrer dans une arène avec une main attachée dans le dos » (Mazumdar, 1994 : 269 dans Chaudhuri 2011 : xxvi). Malgré la complexité de la relation au féminisme en raison de son bagage occidental, il est important de souligner qu'aujourd'hui, la majorité des femmes ayant joué le rôle de porte-parole se réclame d'une identité féministe dans une société où le titre est particulièrement complexe à porter (John, 1998).

Ainsi, coincé entre l'incapacité du féminisme occidental de réellement mettre en lumière les différentes configurations du patriarcat en Inde et le mouvement nationaliste Indien attaché à la préservation de l'héritage Indien et hindou (et notamment de « la femme indienne »), le mouvement des femmes en Inde a réussi à développer ses propres références et ses propres outils conceptuels. Cet effort de réappropriation se traduit par des définitions du féminisme comme celle-ci : « Une conscience de l'oppression des femmes et de leur exploitation dans la société, au travail et dans la famille adjointe d'actions conscientes par des femmes et des hommes pour changer cette situation » (Bhasin et Said Khan, 2011 : 4). Cette dernière définition, qui avait fait consensus entre des militantes de l'Inde, du Bangladesh, du Sri Lanka, du Pakistan et du Népal est à l'image de la volonté des militantes de constituer leur identité propre, forgée par leurs propres enjeux.

Ces réflexions ont eu lieu au sein d'un mouvement composé de divers types d'organisations. Comme partout ailleurs, le mouvement des femmes en Inde est multiple et complexe, forgé par l'histoire et les géographies qui composent son terrain politique (Ray, 1999). Le terrain politique correspond selon Raka Ray (1999 :159) au « résultat dynamique des processus locaux et régionaux qui participent à structurer le mouvement des femmes. » Les militantes doivent ainsi comprendre ces processus et

les opportunités qu'ils offrent afin d'obtenir des résultats dans leurs luttes. Si les organisations divergent en forme et en contenu, trois grandes tendances ont participé à successivement structurer le mouvement : le militantisme au sein ou en parallèle des partis politiques (comité-femmes et organisations sœurs), la lutte pour l'autonomie de mouvement des femmes et plus récemment la professionnalisation de ce dernier par la création d'ONGs financées par des organisations internationales. Les relations entre les militantes de ces organisations sont caractérisées alternativement par des périodes de solidarité et de compétition dans la représentation des intérêts des femmes (Ray, 199 : 160). Dans les trois cas, il y a toujours eu des liens étroits avec les autres mouvements de libération qui ont animé la vie politique indienne, qu'il soit question du mouvement nationaliste, pour l'abolition des castes, syndicaliste, ouvrier ou paysan (Menon, 2011, xii).

Tel que mentionné précédemment, une partie significative du mouvement des femmes en Inde s'est déployé sous le Raj (régime) Britannique, au sein du mouvement nationaliste à tendance socialiste puis dans la gauche en général (dans les partis communistes notamment). Quelques années après la création du *Indian National Congress*<sup>33</sup> vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, son *membership* a été ouvert aux femmes et ces dernières y ont progressivement pris une place. Plusieurs militantes ont participé à ces instances et ont par la suite créé les principales organisations de masse dédiées aux droits des femmes. C'est grâce à leur engagement dans la lutte contre le Raj Britannique que lors de la constitution de l'État indien, les femmes ont obtenu le droit de vote ainsi que certaines garanties du point de vue des droits politiques, sociaux et économiques (Desai, 2013c). Cependant, la Constitution n'aborde pas les enjeux reliés aux droits individuels, aux lois du mariage, du divorce, de la garde des

---

<sup>33</sup> Fondé en 1885, le *Indian National Congress* constitue le parti hégémonique de l'Inde jusqu'aux années 2000. Il a été créé dans le contexte de la lutte de libération et a régné presque sans interruptions à partir de la création de l'Inde jusqu'en 1996. Le parti à tendance socialiste (il l'était à l'époque, il est maintenant considéré comme de centre-gauche) a été mené par la dynastie Gandhi/Nehru, qui dirigea l'Inde au moment de son indépendance jusqu'au débuts de la libéralisation économique.

enfants et des héritages. Ces enjeux sont toujours problématiques aujourd'hui. Compte tenu de la diversité religieuse et de la partition violente entre l'Inde et le Pakistan, les leaders nationalistes n'en sont pas venus à un code civil uniforme ; les femmes continuent à être régies par les lois propres à leurs communautés religieuses (Desai, 2013c). Suite à l'Indépendance en 1947, la déception engendrée par l'incapacité de la nouvelle république de régler les questions de pauvreté, d'accès à la terre et de violence envers les pauvres a contribué à créer une nouvelle génération d'activistes dans les différents mouvements de gauche (rassemblés en partis politiques ou non) (Desai, 2013c)<sup>34</sup>.

Les partis de la droite nationaliste et fondamentaliste comme le Rashtraswayam Sevak Samiti (RSS)<sup>35</sup> ont aussi laissé une place à la participation des femmes au sein de leurs instances. Ces comités sont particulièrement actifs dans le contexte des violences communales<sup>36</sup> et dans la promotion de l'ordre Bhramanique et de

---

<sup>34</sup> Ces organisations ont connu une importante croissance dans les dernières décennies, entre autres dans des secteurs peu enclins à soutenir la gauche comme les villes (Sarkar, 2008 : 525). Les niveaux de croissance qu'on connu ces organisations de femmes dépassent largement la croissance de leurs organisations mères. Certains acteurs ont décrié la montée de la droite nationaliste, cependant, le mouvement des femmes séculariste garde une écrasante supériorité. La gauche conserve cet avantage tant dans les villes qu'en milieu rural. Parallèlement, alors que le nombre de membres du Rashtraswayam Sevak Samiti à Delhi stagne, l'organisation Janwadi Mahila Samiti (affilié au Parti communiste – marxiste) elle a plus que doublé ses membres dans la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle (Sarkar, 2008).

<sup>35</sup> C'est autour des années 1989-90 que les activités du comité de femmes du RSS ont explosé et ont commencé à se diffuser à travers certaines régions du pays (Sarkar, 2008 : 523). Ces participantes ont réclamé une égalité dans le travail politique, mais ne demandent pas d'égalité sociale (Sarkar, 2008).

<sup>36</sup> Le communalisme est l'un des principaux chevaux de bataille du mouvement des femmes en Inde. Dans une société marquée par la diversité culturelle, linguistique et religieuse, le communalisme fait référence à la démarche de construire l'identité d'un groupe (il est surtout question ici des affrontements entre Hindous et Musulmans, mais aussi parfois de Sikhs, de Chrétiens, de Dalits ou de groupes du Nord-Est Indien) en opposition avec les autres et d'inciter à des violences contre un autre groupe sur la base de l'appartenance à cette identité. L'Inde est couramment témoin d'affrontements, d'émeutes et de conflits entre différentes communautés. Nous pensons aux émeutes du Gujarat où 790 musulmans et 254 hindous furent tués. Ces événements donnent généralement lieu à d'importants épisodes de violences généralisées contre les femmes. Ce fut notamment le cas lors de la partition de l'Inde et du Pakistan où plusieurs centaines de milliers d'hindous et de musulmans furent tués, notamment sur les frontières lors des échanges de populations. La constitution de l'Inde, basée sur le sécularisme et la réservation de droits pour les groupes opprimés et les minorités devait être un rempart contre de telles violences (Fernando, 2008)

l'Hindustan (Sarkar, 2008 : 523). Un débat a fait rage autour de la nature émancipatoire de la participation croissante des femmes au sein de cette organisation pourtant profondément patriarcale et active dans les violences communales puisque les féministes indiennes ont « toujours célébré le répit des femmes de la domesticité pure, leur politisation a toujours été perçue comme une possibilité d'émancipation et les relations entre les violences communales et les femmes ont toujours été considérées comme une de violence infligée par les hommes aux femmes » (Sarkar, 2008 : 523). La montée de la participation de ces femmes a donc créé un malaise et contribué à créer une situation complexe face au mouvement nationaliste.

Suite à la sortie de l'État d'urgence<sup>37</sup>, après des années d'engagement dans des organisations largement dominées par les hommes, de nombreuses femmes ont fait le choix de quitter les partis de gauche et les formations socialistes parce qu'elles s'y sentaient isolées ou parce qu'il n'y avait pas ou peu d'intérêt pour les enjeux liés aux femmes (Saheli, 2006). Ce sont les importantes campagnes contre le viol et contre la dote<sup>38</sup> des années 70 qui ont contribué à faire croître les rangs du mouvement des

---

<sup>37</sup> L'État d'urgence correspond à la suspension des droits et des règles démocratiques qui a duré deux ans sous le règne de Indira Gandhi. Déclaré le 26 juin 1975, l'État d'urgence est une prévision existante de la Constitution indienne. Elle prévoit des pouvoirs extraordinaires au gouvernement dans trois situations : guerre, agression extérieure ou troubles internes (article 352) (Pasbecq 1977). En proie à une contestation croissante pour dénoncer l'inflation, la pauvreté et la corruption et nouvellement reconnue coupable de « pratiques électorales douteuses pouvant mener à son élection de 1971 », Indira Gandhi, qui était déjà reconnue pour ses comportements autocratiques (personnalisation et concentration des pouvoirs) fait adopter l'État d'urgence. Pendant cette période, les droits fondamentaux et les élections sont suspendus et il est estimé que plus de 100 000 personnes ont été emprisonnées (Perspective Monde, 2016) dont de nombreux nationalistes et leaders communistes. La presse est aussi placée sous censure. C'est pendant cette période que des vagues de démantèlement des bidonvilles et de stérilisations forcées sont opérées à travers le pays pour tenter de contrôler la croissance de la population (Manas, 2016). Au moment de la première élection suivant la levée de l'État d'urgence (1977), le Parti du Congrès, formation politique de Indira Gandhi, au pouvoir depuis l'Indépendance de l'Inde, est défait aux mains du mouvement Janata, le fruit de la fusion de plusieurs partis politiques opposés à l'État d'urgence. Ce parti (Janata) renversera plusieurs décrets adoptés sous l'État d'urgence et ouvrira des enquêtes publiques sur la corruption rampante qui a caractérisé les précédents mandats de Indira Gandhi. Le parti sera dissous en 1980 suite à la réélection de cette dernière.

<sup>38</sup> Bien que cette pratique soit interdite depuis 1961, le mariage en Inde est encore bien souvent associé à la dote. La tradition veut que la famille de la mariée donne un montant d'argent ainsi que des biens à



femmes en Inde et qui lui ont offert, notamment à Delhi, un momentum. De ce dernier est né le mouvement des femmes autonome qui souhaite mettre de l'avant les luttes des femmes pour leur émancipation (Saheli, 2006 : 7). Ces organisations fonctionnent sur la base du bénévolat, des donations des membres et des particuliers et obtiennent parfois du financement provenant d'organisations locales ou internationales en lien avec des projets particuliers. À la différence des comités femmes des partis politiques, les groupes autonomes de femmes n'ont jamais fait le choix de se doter de structures hiérarchiques claires ou de lignes de partis. Les groupes autonomes de femmes sont généralement (bien que pas toujours) séculaires. Ils sont représentés à travers le pays, utilisent diverses langues et s'intègrent dans des communautés rurales et urbaines (Menon, 2011 : xiii).

Bien que farouchement attaché à son autonomie, le mouvement autonome des femmes a maintenu au fil du temps des liens pérennes avec d'autres organisations pour le changement social et par moment avec les forces gouvernementales (Menon, 2011 : xiii). Le concept d'autonomie revêt plusieurs définitions selon l'organisation qui la revendique. Certains groupes sont complètement autonomes (financièrement et démocratiquement) de toute organisation formellement politique alors que d'autres l'utilisent pour décrire leur autonomie face au parti en termes de leadership et de fonctionnement démocratique (Omvedt, 2008). Ces groupes ont plusieurs types d'actions qui vont de l'éducation populaire, au renforcement des capacités ou de la sensibilisation au plaidoyer-conseil en passant par les services directs à des femmes ou aux communautés; ils recourent également à une action politique plus traditionnelle, laquelle inclut l'organisation de campagnes visant à donner une visibilité aux enjeux propres aux femmes du pays.

---

la famille de son époux puisque celle-ci devra l'accueillir sous son toit pour le reste de sa vie. Cette pratique est associée à des violences puisque de nombreuses familles font des pressions importantes sur les nouvelles épouses et leurs familles afin d'obtenir plus d'argent. Plusieurs épouses sont tuées ou battues chaque année en lien avec la dote. Pour plus d'informations sur les mobilisations contre cette pratique, consultez Madhu Kisshwar et Ruth Vanita dans *Women's Studies in India*, 2008.

Depuis les années 80 et 90, le mouvement des femmes a commencé à expérimenter un processus de professionnalisation et de « ONGisation ». D'organisations militantes et actives au sein des mouvements sociaux, plusieurs groupes nouveaux ou déjà existants ont progressivement transformé leurs pratiques et leur fonctionnement et se sont professionnalisées. Une certaine distance a été prise avec les mouvements sociaux, des financements privés ou institutionnels ont été mis sur pied et de plus en plus de personnel s'est vu offrir une rémunération pour leur travail. Ce virage a largement été soutenu par les organisations internationales dans les années 80 et 90. Les organisations ayant adopté ces nouvelles pratiques sont ainsi perçues comme « dotées d'un haut niveau de motivation, non corrompues ou empreintes de népotisme et plus distantes du mouvement communiste » (Feministsindia.com, 2015). Les ONG étaient perçues comme « proche des réalités locales, « Bottom up » et participatives dans leurs pratiques. » (Feministsindia.com, 2015). Ces transformations ont, selon Chaudhuri (2011, xxxviii), coupé certains liens entre les mouvements citoyens et une part des groupes de femmes, mais ont permis de nouvelles alliances. Toujours selon cette dernière, ces modifications ont aussi eu pour effet de favoriser l'appropriation des découvertes et savoirs féministes par des institutions internationales qui les ont utilisés pour répondre à leurs objectifs, lesquels ne sont pas toujours compatibles avec les intérêts des groupes de femmes (plusieurs citent le micro-crédit) pour poursuivre avec leurs propres dessins.

Le viol d'une jeune orpheline Dalit<sup>39</sup> (le cas Mathura) de 14 ans par deux policiers en 1972 et la vague de mobilisation qui s'ensuivra représente un point tournant dans l'histoire du mouvement des femmes en Inde (Menon, 2007). Des manifestations à

---

<sup>39</sup> Dans le système de caste hindou, les Dalits représentent tous les individus considérés comme hors caste. Ils sont aussi appelés intouchables. L'utilisation de cette catégorie est illégale depuis l'indépendance du pays en 1947 tout comme les discriminations basées sur l'appartenance à une caste pourtant, ce système d'organisation social est encore bien vivant. Plusieurs violences, notamment sexuelles, sont encore aujourd'hui produites sur la base de la caste.

travers le pays s'organisent et les militantes réussissent obliger le renforcement des lois entourant le viol (notamment l'inclusion du viol dans le contexte carcéral). Ainsi, le cas de viol étudié dans ce mémoire n'est pas le premier à susciter d'importants soulèvements. À partir de ce moment, le mouvement féministe se saisit des enjeux de la violence faite aux femmes. On s'attaquera au viol sous toutes ses formes (notamment en s'intéressant aux viols intercaste et interreligieux), aux crimes « d'honneur », à l'augmentation des violences liées à la caste, aux violences envers les femmes en contexte de conflit<sup>40</sup>, à la violence économique, aux avortements sélectifs (l'avortement des fœtus féminins), etc. (Kannabiran, Menon, 2007). Encore aujourd'hui, les groupes de femmes luttent sur ces enjeux et réclament notamment l'application des lois existantes et leur élargissement.

Un autre moment tournant du mouvement des femmes indien est la décennie des femmes de l'ONU (1975-1985) (Desai, 2013c). À cette occasion plusieurs militantes se déplaceront à travers le monde pour tisser des liens avec d'autres organisations. Ce ne sont pas les premiers échanges internationaux que les militantes Indiennes vivent. Déjà à l'époque coloniale, des femmes indiennes maintenaient des liens à l'international (Anand, 2010). Néanmoins, depuis cette période, une explosion dans les rapports transnationaux s'est produit et plusieurs auteures (Desai, 2013c) n'hésitent pas à dire que cet aspect transnational est caractéristique du mouvement indien. Cette explosion se manifeste tant en termes d'intensité des rapports qu'en regard de la diversification des enjeux portés par le mouvement des femmes.

---

<sup>40</sup> Certains états comme le Cachemire-Jammu et ceux du Nord-est de l'Inde sont en conflit depuis des décennies et vivent sous contrôle militaire Indien. Plusieurs violences envers les femmes (viol dans le contexte d'incarcérations, comme tortures, agressions sexuelles diverses) orchestrés par l'armée sont recensées sur une base régulière et restent impunies grâce au « *Armed Forces (Special Powers) Act (AFSPA)* ». Pour plus d'informations consultez les publications de l'organisation *Women's Against Sexual Abuse and State Repression (WSS)*.

Parallèlement à cette intensification des échanges militants au-delà des frontières, l'économie mondiale s'est elle aussi libéralisée. Depuis l'indépendance, l'État indien était ancré dans une tradition socialiste d'économie planifiée et d'échanges limités avec l'international. Dans les décennies 80-90, progressivement l'État viendra libéraliser son économie et ouvrir ses frontières à des échanges plus conséquents en plus de subir les interventions des grandes institutions économiques (Banque mondiale et Fond monétaire international). Cette mondialisation libérale puis néolibérale va transformer le contexte dans lequel évoluent les femmes. On assiste à une transformation du rôle de l'État, à une montée en puissance des institutions internationales, à des transformations dans l'organisation du travail et de la production et à la construction d'un nouveau discours publique qui met de l'avant l'importance de la consommation et de la « bonne vie » (Chaudhuri, 2011, xxxvi). Ces transformations ont eu un impact significatif sur les conditions de vies en précarisant le travail et les conditions de vies (accès à l'éducation, à l'alimentation et à la santé) des femmes pauvres et marginalisées et en créant un nouveau modèle de féminité pour les femmes des classes moyennes et supérieures (Chaudhuri, 2011).

En outre, on assiste à la même période à une montée en diversité du mouvement des femmes tant du point de vue des enjeux que des stratégies. Le mouvement des femmes Dalit, le mouvement LGBT, des hijras<sup>41</sup>, des femmes contre le nucléaire entre autres sont venus s'adjoindre aux organisations jusqu'alors plus homogènes en y apportant leurs réalités ainsi que leurs revendications. Plusieurs y voient une fragmentation du mouvement; ces mouvements présents sur différents fronts ont cependant le point en commun de s'attaquer à la mondialisation néolibérale et aux

---

<sup>41</sup> Le terme hijras réfère dans la culture indienne un individu qui n'est considéré ni homme, ni femme. On parle aussi de la « troisième nature ». Il désigne à la fois la caste des hijras et la communauté des hijras. Biologiquement, il s'agit généralement d'hommes qui ont été émasculés, mais aussi des personnes intersexués, transsexuelles ou transgenres. Dans la société, les hijras sont à la fois l'objet de méfiance et de respect. Les hijras représentent une communauté très visible, mais aussi marginalisée. Pour plus d'informations, consultez Reddy 2005 et Nada 1998.

fondamentalismes religieux (Desai, 2013c). Selon Manisha Desai (2007, 2013c), cette diversité croissante du mouvement contribue à l'ouverture du mouvement sur l'international en permettant de mettre sur pied de nouvelles solidarités sud-sud et nord-sud.

En somme, l'histoire de ce mouvement met en lumière combien les femmes indiennes, à l'image d'autres femmes des pays du Tiers-Monde ont toujours été marquées par les questions d'économie politique internationale. Elles sont « impliquées dans les structures impériales de l'occident depuis l'époque coloniale » (Chaudhuri, 2011 : xxxv). Le mouvement des femmes en Inde a étendu ses racines dans le contexte colonial et de la lutte pour en sortir. Il a progressivement pris ses distances du mouvement nationaliste dans les années 70 pour se tourner vers les enjeux spécifiques aux femmes et en créant les groupes autonomes de femmes, ce qui facilitait la construction de solidarités transnationales sur cette base. La professionnalisation et la diversification du mouvement des dernières décennies a aussi facilité le tissage de liens au-delà des frontières de la nation. Ainsi, le transnational est une partie intrinsèque du mouvement des femmes en Inde et c'est dans ce contexte qu'explosera la mobilisation du 16 décembre 2012.

### 2.1.2. La mobilisation étudiée

Jyoti Singh Pandey était une étudiante en physiothérapie à la *Jawaharlal Nehru University* de Delhi. Elle est décédée treize jours après son viol qui a eu lieu le 16 décembre 2012. L'étudiante de 23 ans revenait du cinéma avec un ami de sexe masculin. Suite à l'annonce de son viol particulièrement brutal par six hommes migrants dans un bus, Delhi a vu se soulever une masse inégalée de Delhiites, tous sexes confondus qui pendant plusieurs semaines ont pris les rues, ont organisé des marches jusqu'à la résidence du Président de la République, ont subi la violence policière puis ont participé à diverses conférences, ateliers et *flash mobs* (Dutta et

Sircar, 2013). Ces mobilisations se sont étendues à l'extérieur de la mégapole, mais dans la capitale, les manifestations ont pris une telle ampleur que le Gouvernement a imposé un couvre-feu (Dutta et Sircar, 2013 : 293). Le cas ainsi que les mobilisations qui ont suivi ont été extensivement couverts par les médias locaux et internationaux. Seulement aux États-Unis, plus de 1515 articles ont été publiés. Cette couverture en a fait une cause internationale. (Roychowdhuri, 2013)

Dans ces manifestations, l'ensemble des mouvements sociaux étaient représentés. Le mouvement des femmes et celui des étudiant-e-s étaient aux premières loges. Des représentant-e-s de tous les partis politiques, de droite comme de gauche se sont ajoutés à la foule, chacun souhaitant se présenter comme le porteur d'une solution à ces enjeux. À côté de ces militant-e-s, étaient aussi présents des citoyens-nes « ordinaires » et beaucoup de jeunes de classe moyenne, venus appuyer la demande pour des changements profonds dans l'attitude de la société et de l'État face aux violences envers les femmes (Dutta et Sircar, 2013). Beaucoup de ces jeunes étudiant-e-s et professionnel-le-s de classe moyenne s'identifiaient clairement aux aspirations et aux valeurs représentées par la victime, issue d'un milieu agricole et ayant frayé son chemin vers la classe moyenne (Lum, 2013 ; Talwar, 2013)<sup>42</sup>. Les revendications qui ont émergé de la foule sont aussi variées que ceux et celles qui la composent. Si les groupes de femmes exigeaient des changements fondamentaux du point de vue social, légal et politique, passant par une meilleure application des lois, une facilitation du processus de dépôt de plainte, une meilleure formation du corps

---

<sup>42</sup> Plusieurs militantes rencontrées tiennent à nuancer cette affirmation en soulignant que si beaucoup de jeunes de la classe moyenne ont participé à cette mobilisation, des femmes et des hommes de d'autres classes sociales (surtout des travailleuses pauvres qui sont nombreuses à être membres de grandes organisations féministes communistes) ont participé massivement, mais ce phénomène a peu été rapporté par les médias, notamment occidentaux, mais pas uniquement, qui étaient plus intéressés par ces jeunes qui souvent parlent l'anglais et donc peuvent être utilisés pour des entrevues destinées à l'étranger. Le fait de rappeler le caractère « classe moyenne » de la mobilisation a d'ailleurs représenté un irritant pour plusieurs militantes.

policiers, un élargissement de la définition de viol, beaucoup demandaient des peines plus sévères pour les violeurs, notamment la peine de mort (Nigam, 2014).

Confronté à une telle mobilisation, un procès accéléré a été mis en place et quatre des six accusés ont été condamnés à mort au mois de mars 2014. Un des accusés est décédé en prison et le dernier, mineur au moment des événements a reçu une peine atténuée en raison de son âge (Nigam, 2014). En outre, plus rapidement et plus intensément que dans d'autres cas de viol ayant soulevé des mobilisations importantes, le gouvernement n'a pas eu d'autres choix que de mettre en place des réformes au Code criminel suite aux suggestions de la Commission Justice Verma.<sup>43</sup> Le *Usha Mehra Committee* sera lui aussi mis en place afin de faire la lumière sur l'agression et sur la réponse des autorités. Les mobilisations à leur plus fort dureront quelques semaines. Cependant, tout au long de ces commissions, des mobilisations et des initiatives perdureront pour plus d'un an, notamment la journée du *One Billion Rising* qui se tient annuellement en mars en Inde verra sa participation largement augmentée et celle de la journée internationale des droits des femmes (8 mars).

La mobilisation étudiée ne représente pas exactement le portrait que l'on se fait d'une mobilisation transnationale. Les revendications étaient dirigées vers l'État indien et ses différentes institutions. Les militantes et les militants ont eu un moment, une fenêtre d'opportunité politique, qui leur a permis d'œuvrer dans le cadre de la République indienne. Il peut sembler étrange d'étudier cette campagne puisqu'elle ne colle pas exactement aux définitions les plus larges d'une mobilisation transnationale. Dans ce cas, quel est l'intérêt de s'y pencher pour traiter d'un phénomène transnational ?

---

<sup>43</sup> La commission Justice Verma est une commission d'enquête mise en place suite aux événements de décembre 2012. Elle a été instaurée avec la mission de faire des recommandations au gouvernement pour réformer l'encadrement légal des cas d'agression sexuelle en Inde. Il s'agira d'un moment fort de la mobilisation anti-viol puisque plusieurs organismes féministes et groupes de femmes sont appelés à témoigner devant ce comité.

Plusieurs éléments justifient ce choix. Dans un premier temps, on observe que, très rapidement, l'histoire de cette femme agressée puis décédée des suites de son viol ainsi que (et surtout) l'immense mobilisation qui a suivi ont rapidement capté l'intérêt de la scène internationale tant d'un point de vue médiatique qu'intellectuel et militant. Rapidement, des topos médiatiques, des reportages ainsi que des échanges se sont orchestrés sur les médias sociaux (Roychowdhury, 2013). Ensuite, la mobilisation s'est construite dans le cadre de réseaux de solidarités internationales non seulement en conséquence de la couverture internationale de l'événement, et aussi des rapports préexistants entre les groupes de femmes et les militantes indiennes d'autres organisations ailleurs dans le monde. Ainsi, cette mobilisation a attiré l'attention et les interventions de ce que Tarrow (2005) appelle « les nouveaux militants transnationaux ». Plusieurs intervenantes et intervenants académiques ou militants ont fait le choix de porter leur attention sur cette mobilisation, ont produit du matériel sur ce sujet, ont mené des réflexions et sont, dans certains cas, allé-e-s jusqu'à se déplacer sur le terrain pour approfondir leur compréhension de l'affaire ou initier des tentatives de solidarité. Tous ces points de contacts sont des occasions d'évaluer la qualité ainsi que le fonctionnement des rapports entre femmes occidentales et femmes du Tiers-Monde. Ces points de contacts, qu'ils soient virtuels ou concrets, intimes et étendus, créent des réactions lesquelles illustrent le potentiel d'un féminisme mondial ainsi que les résistances qui s'y opposent. Ils révèlent les tensions qui existent au sein du mouvement des femmes et ainsi permettent de soulever des pistes d'actions pour contourner et atténuer ces tensions.

Ce cas a aussi l'intérêt de mettre en lumière le point de vue d'une plus grande diversité de femmes. Lorsque les auteurs du champ dominant de l'étude des mouvements sociaux transnationaux se penchent sur les grands rassemblements internationaux, qu'il soit question des Forums sociaux mondiaux ou des tractations orchestrées dans les organes de l'ONU par exemple, ils se penchent essentiellement sur les rapports entre militantes et militants principalement privilégié-e-s, capables



d'accéder, financièrement, logistiquement et en termes de ressources (langue, culture, etc) à ces espaces. Ainsi, le fait de se pencher sur le local pour observer le mondial permet d'évaluer le point de vue et l'expériences certes de femmes privilégiées, mais aussi de certaines femmes qui n'ont pas la possibilité de faire entendre leurs voix au sein des organes ou des réseaux transnationaux ou internationaux.

Par contre, il faut aussi souligner les lacunes d'une telle approche. Premièrement, les militantes n'avaient pas toutes expérimenté des liens à l'international dans le cadre de cette mobilisation ou avant. De plus, plusieurs l'ont fait de façon épisodique ce qui fait qu'elles n'avaient pas toujours réfléchi sur la nature de ces liens de façon extensive. Aussi, il aurait été préférable d'accompagner plus de militantes pendant une plus longue période de temps afin de permettre d'approfondir la réflexion. Le groupe reste petit ce qui limite la capacité de généralisation.

## 2.2. Approche Méthodologique

La méthodologie de la recherche s'inscrit dans une perspective d'analyse qualitative de terrain. Elle repose en priorité sur l'entrevue semi-dirigée ainsi que l'observation participante et fait appel à l'approche compréhensive (Paillé et Mucchielli, 2012). Nous avons choisi cette stratégie puisqu'elle :

« [...] est centrale dans une perspective interprétative et constructiviste de la recherche [...]. Une telle posture vise une compréhension riche d'un phénomène, ancrée dans le point de vue et le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité » Elle permet l'établissement d'une « dynamique de coconstruction de sens » entre les interlocuteurs. » (Savoie-Zajc, 2009 : 337)

Cette stratégie est donc compatible avec les postulats des théories féministes du point de vue situé. En effet, notre objectif est ici de donner la parole aux femmes qui, dans un contexte postcolonial expérimentent les tentatives de solidarité des femmes blanches. Les entrevues ont été faites auprès de groupes de femmes, d'ONGs

féministes et d'activistes ayant participé à la mobilisation. S'ajoutent à ces entretiens des lettres ouvertes rédigées par les militantes sur la plateforme Kafila.org en réponse au projet du *Harvard Task Force*. Les propos échangés sur ce site constituent au même titre que l'entretien, des sources valables pour évaluer à la fois les tensions existantes, les points de rupture, mais aussi dans certains cas des suggestions pour permettre des alliances durables.

### 2.2.1. Les entretiens semi-dirigés

La collecte de données a été effectuée rapidement après la mobilisation. Elle s'est déroulée durant l'été 2013 sur une période de quatre mois. L'objectif était de rencontrer des militantes actives dans des groupes de femmes de Delhi ainsi que des personnalités féministes ayant été impliquées dans les mobilisations anti-viol survenues à New Delhi entre le mois de décembre 2012 et mai 2013. Se joint à cette liste une militante sans attache organisationnelle ayant pris part à la lutte. Nous avons donc rencontré 15 femmes lors de 13 entretiens (2 entretiens avec 2 représentantes de la même organisation) ainsi mené treize entretiens. Douze de ces entretiens ont été faites avec des représentantes de groupes de femmes ou organisations féministes. L'échantillonnage a été réalisé grâce à la méthode boule de neige (Breard, 2009). Une première ronde de contacts a été faite avant le séjour sur le terrain par courriel auprès d'organisations et d'individus identifiés sur des blogs militants et dans les articles des médias traitant des manifestations. Déjà à cette étape, il y avait une variété d'organisations (féministes autonomes, communistes et ONGs). Par la suite, à l'aide d'une question de conclusion dans le questionnaire (annexe B), les personnes interviewées (annexe D) étaient invitées à suggérer des militantes ou des organisations considérées comme incontournables pour comprendre la mobilisation. Ces personnes ont été jointes lors d'une deuxième ronde d'entretiens. Notre enquête fait donc appel à des organisations de nature différente et d'orientations politiques différentes et à quelques individus ayant joué un rôle dans la mobilisation. Cette

stratégie vise à limiter l'écueil des affinités ou antagonismes politiques, c'est à dire de n'avoir qu'un seul type d'organisation (que des communistes qui recommandent des communistes, que les féministes autonomes, etc.). À la fin de la ronde d'entrevue, presque tous les noms proposés par les militantes avaient été contactés ou rencontrés. Cet élément nous permet de croire que nous avons réussi à rencontrer une part significative des groupes actifs à Delhi et dans la mobilisation étudiée. Évidemment, il aurait été souhaitable de faire un plus grand nombre d'entrevues sur un plus long laps de temps, ce qui aurait facilité la possibilité de généralisation de l'analyse.

Principalement, nous avons utilisé trois critères pour sélectionner les groupes et les individus. Premièrement, ceux-ci devaient avoir participé à la mobilisation étudiée ; ensuite ils devaient être engagés dans une perspective de défense des droits des femmes (en s'identifiant comme féministe ou pas), ce qui a pour effet d'exclure les groupes de femmes de l'extrême droite<sup>44</sup>. Afin de préserver l'anonymat des personnes rencontrées, nous leur avons assigné un pseudonyme. Dans la prochaine section, nous présentons les groupes rencontrés<sup>45</sup>.

### *Citizen's Collective Against Sexual Assault*

Le *Citizens' Collective Against Sexual Assault* (CCSA) est un regroupement informel d'organisations et d'individus provenant de groupes de femmes et d'organisation

---

<sup>44</sup> L'objectif étant de se pencher sur les tensions qui existent au sein des réseaux transnationaux qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie et de participation des femmes, il ne nous semblait pas pertinent de rencontrer ces organisations qui, bien qu'elles contribuent au dialogue sur la place des femmes, ne partagent pas les mêmes objectifs que les groupes étudiés ici. De plus, ces organisations ne sont pas partie prenante du dialogue international et sont réellement séparées de la tradition philosophique et organisationnelle du reste du mouvement des femmes. Il aurait cependant été intéressant d'observer leur perception des rapports et des échanges avec les femmes blanches.

<sup>45</sup> Dans la présentation qui suit des groupes, certaines organisations ont été en mesure de fournir de la documentation exhaustive afin de décrire leur histoire ainsi que leurs actions. Cependant, ce n'est pas le cas de toutes les organisations, ce qui rend difficile l'uniformité dans les présentations.

progressistes (Kafila, 2014). Le collectif est actif à Delhi, Noida et Gurgaon<sup>46</sup> et concentre ses activités autour des enjeux de la violence envers les femmes, les filles et les transgenres. Il a été créé en 2015, mais a pris son essor dans la foulée de la mobilisation du 16 décembre 2012 avec sa première activité, une marche *Take Back the Night*<sup>47</sup>, a eu lieu le 31 décembre 2012 et visait à réclamer la rue dans la nuit de la nouvelle année (Rao, 2014).

### *Jagori*

Jagori est perçue comme l'un des piliers du mouvement féministe indien. Cette organisation a fait ses débuts en tant que collectif dont l'objectif était de diffuser des idées féministes dans les milieux ruraux en tentant « d'accorder théorie et pratique » pour atteindre les femmes qui y sont en grande majorité peu éduquées (Jagori, 2016). Ses actions se concentrent sur le renforcement des capacités et sur l'enjeu des violences. L'équipe fait de l'intervention directe auprès des femmes, de la sensibilisation, des formations, développe des contenus créatifs et fait pression sur les représentant-e-s de l'État (Jagori, 2016). L'organisme fait partie de campagnes internationales (notamment *One Billion Rising*) ; son action sort donc du contexte national. Elle est aussi affiliée à Sangat<sup>48</sup>.

---

<sup>46</sup> Noida et Gurgaon sont deux banlieues cossues de Delhi. Ces deux banlieues sont le symbole de l'Inde émergente à l'économie qui explose. On y retrouve énormément de compagnies dans le secteur de la haute technologie et d'immenses centres commerciaux, ce sont des centres d'affaires. On y retrouve des quartiers luxueux, coupés du brouhaha de Delhi où des familles aisées vivent en marge de la pauvreté.

<sup>47</sup> La nuit est perçue en Inde et à Delhi comme un moment où les filles et les femmes ne devraient pas être à l'extérieur de la maison. Tant les familles que les passants désapprouvent généralement les déplacements après la tombée de la nuit ce qui limite grandement la mobilité de ces dernières, mais aussi leur possibilité de participer à certaines activités. Ces marches deviennent donc pour les femmes qui s'y joignent un moment particulièrement unique. Dans ce cas précis, il s'agissait pour ses participantes d'une occasion de recueillement après la mort de Jyoti Sing, mais aussi de s'appropriier des espaces qui ne leurs sont généralement inaccessibles.

<sup>48</sup> Sangat est aussi étudiée dans la présente étude. Elle est présentée à la page 59.

### *National Federation of Indian Women*

La *National Federation of Indian Women* (NFIW) est une organisation de masse. En 2013, elle comptait approximativement 200 000 membres. Cette fédération, fondée en 1954, est nettement à gauche sur l'échiquier politique. L'organisation œuvre principalement sur les enjeux des violences sexuelles, de la pauvreté, du travail des enfants, contre le système de caste et les forces communalistes. La NFIW est réputée être proche du Parti communiste indien (CPI). L'organisation est très active politiquement (manifestions, dharna<sup>49</sup>, pression sur les élu-e-s, organisation de conférences, marches, etc). Du point de vue international, la NFIW est membre de la *Women International Democratic Federation*<sup>50</sup> ce qui lui a permis de bâtir des liens avec des représentantes de plus de 140 pays. Elle a aussi participé à plusieurs campagnes internationales telles que la célébration du 8 mars ou celles en soutien aux luttes de libération (Vietnam, Bangladesh, Afrique du Sud et Palestine).

---

<sup>49</sup> Traditionnellement, la *dharna* était une pratique utilisée par un créancier pour réclamer le remboursement de sa dette (monétaire ou symbolique). Le demandeur jeunait et s'assailait devant la porte de la personne en défaut de paiement et attendait jusqu'à satisfaction. Cette pratique s'est exprimée de façon individuelle et collective. Philosophiquement, le principe de l'action est de fixer l'esprit du demandeur sur l'objet de sa demande, de le visualiser et de diriger l'ensemble de son être vers l'atteinte de cet objectif. La *dharna* correspond aussi à un moyen de pression non-violent couramment utilisé en Inde, au Pakistan et au Népal pour demander la réparation d'une injustice ou une réponse de la part d'une administration (bureau de police, ministère, bureau du Premier Ministre, université, etc.). Les manifestants s'assoient sur le sol à un endroit déterminé et refusent de quitter jusqu'à satisfaction. Les grèves de la faim sont parfois faites de façon rotative. Aujourd'hui, il y a en Inde des endroits spécifiques réservés à cette pratique. *Jantar Mantar* est un des endroits à Delhi où les militant-e-s du pays entier se rassemblent pour mener des *dharna* ou des rallyes.

<sup>50</sup> Cette organisation internationale a été fondée en 1945 avec comme objectif la lutte contre le fascisme, la paix et l'égalité des sexes. Au fil de son histoire, l'organisation a été solidaire des luttes de décolonisation. Sa sympathie pour le bloc soviétique lui a fait perdre de l'influence dans les décennies de la guerre froide. À cette époque, les membres étasuniennes ont été ciblées comme suspectes par leur gouvernement d'être partie prenante du front communiste et ont été obligées de déplacer leurs activités en Europe. Aujourd'hui, l'organisation est présente à l'ONU et compte parmi ses membres un grand nombre de représentantes des pays du Tiers-Monde.

### *Nirantar*

Nirantar œuvre surtout auprès des femmes et des filles de communautés marginalisées. Ses quatre principaux programmes visent l’alphabétisation, l’éducation et l’émancipation (*empowerment*) des femmes, l’éducation des jeunes, l’approfondissement des perspectives sur le genre et la sexualité ainsi que l’enjeu des mariages juvéniles (Nirantar, 2016). Nirantar participe aussi de façon continue aux mobilisations touchant les violences basées sur le sexe et celles qui visent la communauté LGBT. Au niveau international, Nirantar participe à des formations et contribue à des évaluations de programme pour diverses agences.

### *Saheli*

Saheli est un groupe féministe autonome créé en 1981 dans la foulée de l’État d’urgence. À travers l’histoire, Saheli a travaillé principalement sur trois catégories d’enjeux : la violence sous toutes ses formes, notamment sexuelle, mais aussi la violence et la répression étatique, la santé des femmes ainsi que la lutte contre le communalisme. Saheli utilise les stratégies transnationales afin d’atteindre ses objectifs. Elle participe à la Journée internationale pour les droits des femmes (8 mars), elle travaille régulièrement avec des ONGs internationales, participe à des coalitions internationales et fait pression sur les Organisations internationales. C’est notamment le cas de sa participation à la campagne contre les modes de contraception jugés dangereux<sup>51</sup>. Dans ses communications, Saheli fait régulièrement référence aux inégalités qui existent entre les femmes des anciennes colonies et les femmes occidentales.

---

<sup>51</sup> Pour plus d’informations sur cette mobilisation : <https://sites.google.com/site/saheliorgsite/health/anti-fertility-vaccines>

### *Center for Social Research*

Le *Center for Social Research* (CSR) est une organisation non-gouvernementale sans but lucratif de New Delhi. Le CSR, fondé en 1983 avec à sa tête la Dr Kumari, vise « l’empowerment des femmes et des filles indiennes, garantir leurs droits fondamentaux et améliorer la compréhension des enjeux sociaux dans une perspective de genre » (CSR, 2016). L’organisation est active au niveau local et national et dans la région de l’Asie du Sud principalement dans des initiatives de renforcement des capacités auprès d’individus, de communautés et d’institutions (CSR, 2016). Le CSR opère aussi des Centres d’intervention de crise dédiés aux femmes victimes de violences (CSR, 2016).

### *CREA*

*CREA WORLD* est une organisation dédiée aux droits humains dans une perspective féministe. L’ONG travaille sur les droits des femmes et des filles et sur la liberté sexuelle et reproductive. Des activités de renforcement des capacités sont organisées au niveau national et international (Afrique de l’Est, Asie du Sud, Moyen Orient). En plus de ces activités, l’organisme déploie trois grandes stratégies : le plaidoyer-conseil au sein des organisations internationales, la création de ressources et de savoirs en Anglais et en Hindi ainsi que l’organisation d’évènements. À cet égard, CREA souhaite participer au développement de « savoirs et de ressources sur les enjeux liés à la sexualité, au genre, aux droits reproductifs et aux droits humains » hors de l’Occident. La domination de la démarche par des organismes et des individus provenant de l’Europe ou de l’Amérique du Nord a deux conséquences importantes selon ses membres : elle a pour effet de rendre indisponible ces savoirs et ressources à plusieurs dans le Tiers-Monde et a contribué à l’absence du Tiers-Monde de la conversation politique et académique (CREA, 2016).

### *Sangat*

Sangat est un réseau sud-asiatique qui est né pour répondre au constat du déclin des perspectives transformatrices sur le genre dans la région et à l'urgence de se doter d'outils pour faire face à la mondialisation néolibérale et à la montée du fondamentalisme (Sangat, 2016). Ces phénomènes participent selon Sangat à « réduire les espaces et les rôles dévolus aux femmes, à augmenter leur fardeau et à les exclure de la participation sociale, politique et économique » (Sangat, 2016). Le réseau se concentre sur l'organisation d'activités favorisant le dialogue au-delà des frontières (notamment dans le contexte du conflit entre l'Inde et le Pakistan), d'échanges culturels, de campagnes régionales, de délégations de paix, de formations et de rencontres de renforcement des capacités dans une perspective féministe auprès des travailleurs et travailleuses du secteur du développement dans la région. Elle privilégie les solidarités avec des protagonistes provenant des pays des Suds.

### *All India Democratic Women's Association*

La *All India Democratic Women's Association* (AIDWA) se considère autonome, mais jouit de nombreux liens avec le Parti communiste indien à tendance marxiste (CPI-M). Cette association est considérée comme une des forces de la gauche indienne. AIDWA a connu une croissance importante dans les dernières décennies et elle est particulièrement populaire dans les milieux ruraux et les femmes Dalits y sont nombreuses et actives. La majorité de ses membres proviennent des classes et castes inférieures tant dans les milieux ruraux que urbains. Est incluse dans ses positions une « opposition aux politiques néolibérales, au communalisme, au fondamentalisme religieux ainsi qu'à la violence domestique et sociale » (AIDWA, 2016). L'organisation semble intégrer régulièrement des enjeux internationaux à ses préoccupations, mais ses liens formels ne sont pas affichés de façon explicite.



### *All India Progressive Women's Association*

La *All India Progressive Women's Association* (AIPWA) est un groupe de femmes formellement identifié à la gauche révolutionnaire (AIPWA, 2016). Cette association est proche de la scission Marxiste-léniniste du Parti communiste indien (CPI-ML). L'organisation maintient des liens forts avec la *All India Student Association* (AISA). Ce syndicat étudiant est particulièrement actif à l'Université Jawaharlal Nehru (JNU), là où a démarré la mobilisation étudiée. AIPWA se définit comme partie prenante des « luttes de la gauche et des forces démocratiques pour le changement social » et s'enorgueillit d'être autonome du gouvernement et des organismes subventionnaires étrangers. Du point de vue stratégique, AIPWA recourt à la mobilisation politique traditionnelle en utilisant des manifestations, une participation aux débats publics dans les médias traditionnels et sociaux ainsi que les *dharnas*. Sa documentation n'indique pas clairement si l'organisation fait partie de rassemblements internationaux ou maintient des liens au-delà des frontières nationales.

### *Change.org India*

Change.org est une entreprise sociale internationale (change.org, 2016). Sur la plateforme web de diffusion de pétitions « [...] des personnes venues de tous horizons lancent des campagnes, mobilisent des sympathisants et travaillent avec les décideurs pour créer des solutions » (Change.org, 2016). En Inde, des équipes locales travaillent pour l'organisation et soutiennent les personnes qui lancent les pétitions dans leurs démarches. L'organisation n'est pas formellement féministe, mais dans le cadre de la présente mobilisation et par la suite, elle a soutenu d'importantes campagnes sur des enjeux de viol et des violences faites aux femmes (Change.org India, 2016). Plusieurs membres de son équipe sont aussi engagés-e-s auprès des groupes de femmes de Delhi. Ces équipes prennent régulièrement part à des

formations et des rassemblements à l'international et sont profondément ancrées dans une culture transnationaliste qui peut être liée au portrait que dépeint Tarrow (2005) du nouvel activisme transnational.

### *Women Against Sexual Violence and State Repression*

Le groupe *Women Against Sexual Violence and State Repression* (WSS) est un organisme autonome créé en 2009 afin de « mettre un terme aux violences perpétrées sur le corps des femmes et des sociétés » (WSS, 2016). Leurs principales campagnes visent le cas de femmes arrêtées, torturées et agressées par l'État dans les zones de conflit comme Soni Sori, Arati Majhi et Manorama ainsi que des cas de viols intercastes<sup>52</sup>. L'organisation lutte aussi contre le *Armed Forces Special Power Act* (AFSPA), règlement qui a conduit à de nombreux viols et meurtres de femmes, militantes politiques ou non, souvent dalit, adivasi<sup>53</sup> (les populations indigènes de l'Inde) ou musulmanes dans les zones de conflit. Les membres de l'organisation participent à des opérations de recherche d'informations pour la défense légale des victimes, à des campagnes de sensibilisation et de mobilisation, aux commissions d'enquête, à la rédaction de rapports et à des vigiles de soutien ou manifestations. Le site internet de l'organisation ne met pas en évidence des rapports avec des militantes ou des organisations à l'international.

---

<sup>52</sup> Pour plus d'informations relatives à ces cas, il est possible de se référer au site web de l'organisation.

<sup>53</sup> Les peuples adivasis représentent les peuples premiers de l'Inde. Le gouvernement indien reconnaît une partie de ces peuples sous le terme « *scheduled tribes* » qui comme les « *scheduled casts* » sont reconnus comme ayant historiquement été désavantagés et méritant une forme de protection (World Bank, 2010). De postes ainsi que des sièges sont réservés pour des fonctions électives et dans la fonction publique. Néanmoins, ces peuples continuent à vivre dans des conditions de vie significativement plus difficiles que le reste de la population Indienne. Plusieurs peuples adivasis sont en lutte pour la protection de leurs modes de vie traditionnels et pour le respect de leurs territoires qui sont menacés par les projets de développement industriels et agricoles (Kumar, 2001).

### *Militante hors organisation*

Une journaliste indépendante, féministe et proche des mouvements communistes a aussi été interviewée dans le cadre de la présente recherche. Cette femme a été sélectionnée sur la base de recommandations par d'autres militantes au sein de diverses organisations et pour son implication dans le mouvement des femmes de Delhi.

#### 2.2.2. Les blogs

*Kafila.org* est un lieu de rencontre virtuel pour la gauche indienne où beaucoup de débats se déroulent et d'informations s'échangent. Son contenu aide à comprendre les lignes de clivage entre les militantes et permet parfois de remettre en contexte certains éléments mentionnés dans les entrevues. De ce point de vue, les lettres ouvertes et leurs réponses qui traitent directement sur le traitement médiatique international et sur les tentatives de solidarités qui émergent d'universités étasuniennes représentent également des sources importantes pour notre enquête (Annexe H, I, J, K). D'autres sites de cette nature existent dans la communauté féministe et progressiste indienne, cependant certains n'étaient pas actifs au moment de l'enquête ou aucune publication n'a été faite sur ce thème. Par exemple, *FeminismInIndia.org* a traité de la mobilisation et des conséquences légales de celles-ci, mais pas sur les liens avec des militantes occidentales.

#### 2.2.3. Questionnaires

Les questionnaires utilisés dans les entrevues sont construits suivant une approche compréhensive permettant de laisser le plus de place possible à la personne interviewée (Annexe B). Ayant une connaissance limitée des organisations et de leurs rapports entre eux au moment de l'élaboration des questionnaires, notre choix a été de

ne pas limiter la discussion aux rapports avec les femmes occidentales. De manière générale, le questionnaire a été mené de façon ouverte afin que des éléments additionnels puissent être ajoutés par les personnes interviewées. Aussi, beaucoup de place a été laissée aux discussions et aux échanges sur le militantisme en Inde et ailleurs. Cette stratégie a l'avantage de permettre aux militantes de partager des éléments importants à leurs yeux, lesquels n'auraient pas nécessairement été dévoilés dans le cadre de questionnaires fermés. En contrepartie, l'utilisation du questionnaire ouvert a parfois le désavantage de rendre plus difficile l'accès à certains éléments précis en regard du temps disponible. En souhaitant laisser de l'espace aux personnes interviewées, nous avons parfois manqué de temps pour approfondir d'autres éléments importants pour l'analyse. Dans ce contexte, plusieurs entrevues courtes, sur un plus long laps de temps aurait été souhaitables.

Le questionnaire est divisé en 3 parties : la première concerne l'organisation et ses stratégies, la deuxième spécifiquement de la mobilisation étudiée et notamment des rapports avec l'international. La dernière section se concentre sur les rapports entre organisations au sein de la mobilisation. Gardons à l'esprit que l'entrevue portait sur des rapports humains et que ces rapports sont aussi teintés d'émotions diverses, de bienveillance et de réticences. Ainsi, certaines personnes semblaient parfois inconfortables à mentionner ouvertement leurs critiques face aux occidentales. Néanmoins, souvent, ces mêmes femmes qui n'énonçaient pas de critiques face aux comportements de femmes blanches étaient souvent très confortables lorsque venaient le temps de critiquer les mêmes propos et contenus sur la mobilisation et l'enjeu du viol en Inde lorsqu'ils provenaient des médias. Les entrevues ont duré en moyenne 1 heure trente.

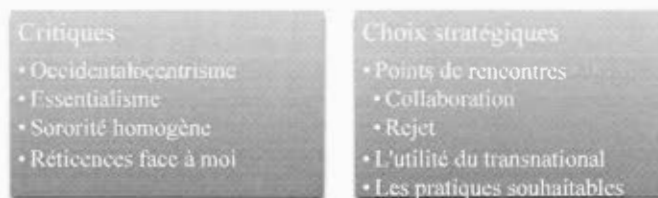
Afin de rencontrer les critères éthiques, toutes les entrevues débutaient par un laïus permettant d'obtenir le consentement verbal des participantes (voir Annexe A). Ce laïus présente les objectifs de la recherche ainsi que les normes de confidentialité et

d'anonymat. La formule verbale est retenue en raison du niveau inégal de compétences en langue anglaise. Le consentement a systématiquement été enregistré sur les bandes audio des entretiens.

#### 2.2.4. Analyse des données

L'analyse des entretiens est faite à l'aide du logiciel NVivo. Dans un premier temps, toutes les données ont été entrées dans le logiciel (transcription des entretiens et textes sur les blogs). L'objectif de l'analyse est d'identifier les passages faisant référence à des comportements ou à des propos liés à l'occidentocentrisme, à l'essentialisme ou à une sororité homogène (ou dans le cas présent, hétérogène). Ces trois concepts représentent chacun un nœud dans le sous ensemble des critiques. Nous avons aussi choisi d'attribuer des nœuds aux choix stratégiques à tous les propos liés à des expériences de collaboration (points de rencontre) positives ou négatives, à l'utilité (ou l'inutilité) de la collaboration à l'international ou aux rapports de solidarité souhaitables (c'est à dire à des façons de travailler ensemble qui sont exemplaires). Ces trois éléments sont identifiés comme des nœuds d'analyse primaires.

Figure 1 : Nœuds d'analyse primaires



Afin de respecter l'apport des personnes interviewées, les critiques positives ou négatives et les éléments de nature stratégique n'ayant pas de lien avec les nœuds primaires sont identifiés comme des nœuds d'analyse secondaires. C'est éléments nous permettent d'ajouter des nuances et de la profondeur à notre analyse tout en laissant les militantes décrire leurs contextes et leur mobilisation.

Figure 2 : Nœuds d'analyse secondaire



### 2.3. Considérations éthiques et le défi de se situer comme auteure<sup>54</sup>

En tant qu'étudiante féministe occidentale, blanche de classe moyenne, influencée et construite par le contexte postcolonial, je suis partie prenante de mon sujet d'étude. Je fais partie de l'objet de réflexion. Mon analyse est donc tributaire d'une position particulière dans un système de privilèges ce qui ne fait pas de moi une simple observatrice. Les expériences et les savoirs sont « situés, socialement construits, marqués par la « race », la classe, le genre, la sexualité ou l'ethnicité » (Kian, 2010). Conséquemment, le milieu de la recherche est confronté à ce que Pierre Paillé (2012 : 51) présente comme le défi du sens. Dans le processus de compréhension et d'analyse, « [...] ne m'apparaissent que les phénomènes significatifs pour moi. Et le significatif-pour-moi dépend du contexte que les circonstances me font privilégier. » Il est donc nécessaire de faire appel à des stratégies pour contextualiser la position de la personne chercheuse et tenter de reconnaître l'influence de l'expérience de cette dernière. En m'intéressant aux luttes de ces femmes indiennes, je ne peux me soustraire aux critiques adressées aux académiques occidentales ; je ne peux que déployer des stratégies qui soulignent ma position dans le système décrit.

<sup>54</sup> Cette section est écrite à la première personne du singulier puisqu'elle traite de ma localisation en tant qu'auteure par rapport à différents systèmes d'oppression et face à mon sujet d'étude. Il était plus cohérent et intelligible de rédiger cette section dans une forme plus personnelle alors que le reste du texte est écrit à la première personne du pluriel.

Parmi ces stratégies, j'ai choisi de procéder à un résumé oral de l'entrevue avec les participantes à la fin de chacune des rencontres pour s'assurer d'une lecture commune de leurs propos exprimés<sup>55</sup>. Aussi, une large place a été laissée aux auteures indiennes pour présenter leur contexte et leurs mouvements. Les grilles d'entrevue sont volontairement très ouvertes, dans une perspective compréhensive, afin de mettre en valeur leurs expériences ainsi que leurs témoignages et de permettre aux interviewées de présenter leur propre trame narrative. De plus, les transcriptions des entrevues ont été envoyées par courriel aux organisations et, finalement, un résumé de l'analyse sera traduit puis envoyé au moment de l'approbation finale du mémoire<sup>56</sup>. Cette méthode vise à éviter le phénomène de redescription<sup>57</sup> (Denis, 1997 : 45 dans Martel et Brassard, 2008 : 341) ainsi que l'intégration des pratiques qui participent à l'appropriation des expériences des femmes indiennes par une femme blanche.

Malgré l'utilisation de ces stratégies et la préparation qui a précédé la collecte de donnée, il m'est arrivé à quelques reprises de provoquer l'irritation chez les femmes rencontrées. Sur le moment, c'est avec incompréhension que j'ai réagi et j'ai tenté de sauver la discussion sans comprendre que mes propos reprenaient soit des analyses sensationnalistes ou témoignaient de ma mécompréhension et de ma méconnaissance de la société indienne. C'est surtout à l'écoute des entrevues, au retour de l'Inde, que

---

<sup>55</sup> Cette étape était généralement plutôt consensuelle puisqu'il s'agissait d'une façon de résumer les échanges. Généralement, il s'agissait d'une occasion pour valider la compréhension et dans certains cas pour ajouter des nuances à leurs propos. Les militantes rencontrées ont semblé apprécier ce fonctionnement et apprécier l'idée de savoir ce qui allait être écrit avec leurs propos. Certaines ont émis des craintes quant au fait d'être mal citées ou utilisées pour servir des idées qui seraient contraires aux leurs.

<sup>56</sup> Cette stratégie vise à permettre aux femmes de garder une forme de contrôle sur l'utilisation qui est faite de leurs propos. À partir du moment où le contenu utilisé leur est envoyé, elles peuvent choisir de répondre, de commenter ou simplement de prendre acte de ce qui a été utilisé. Il y a eu très peu de retours de la part des militantes rencontrées.

<sup>57</sup> La redescription est une pratique liée à l'appropriation culturelle. Elle consiste à expliquer, décrire ou comprendre les comportements, le contexte ou l'histoire d'un autre peuple (non blanc) en termes occidentaux. Claude Denis (1997) et Martel et Brassard (2008) l'utilisent pour parler du danger dans le milieu académique ou légal occidental de mésinterpréter la parole ou des pratiques des communautés autochtones au Canada. Cette pratique, dans un contexte colonial comme celui qui prévalait au Canada, contribue à la marginalisation des peuples autochtones et notamment à les judiciariser.

la prise de conscience s'est faite. Avant ce séjour, j'avais lu des ouvrages sur le mouvement des femmes en Inde et j'avais passé six mois dans une université de Delhi. J'avais la naïveté de croire qu'une certaine distance s'était créée avec les privilèges dont je jouis en tant qu'occidentale. Cette courbe d'apprentissage démontre que la transformation des attitudes et des pratiques va au-delà de la simple prise de conscience de sa propre localisation à l'intersection de différents rapports d'oppression. Je regrette que les femmes que j'ai rencontrées aient dû me reprendre. Néanmoins, cette situation rappelle l'importance de se mettre dans une position d'humilité et l'aspect central de la démarche de compréhension la réalité de l'autre (notamment par la lecture et par le fait de se concentrer sur leurs récits et non par sur ce que des auteur-e-s occidentaux-ales ont écrit sur l'Inde). Si je les remercie sincèrement pour leur patience, la démarche dans laquelle je me suis engagée constitue une certaine façon un exemple supplémentaire des difficultés qui existent dans l'expérimentation du dialogue entre des personnes qui vivent des localisations différentes à travers les différents systèmes d'exploitation. Je comprends mieux maintenant pourquoi certaines des femmes rencontrées ont été beaucoup plus difficiles à convaincre de participer à l'échange. Dans ce contexte, il importe de produire des méthodologies qui permettent 1) de visibiliser les savoirs et les perspectives qui prennent en compte les réalités des femmes qui vivent à la marge et 2) de mener une démarche introspective où les femmes blanches occidentales doivent comprendre leurs privilèges et décoloniser leurs pratiques.

Dans ce chapitre, le terrain étudié ainsi que le contexte dans lequel il est apparu sont présentés, tout comme l'origine des données qui sont utilisées dans la présente étude. Nous faisons la démonstration que le développement du mouvement des femmes s'est fait dans le contexte d'une histoire bien spécifique à l'Inde ce qui a comme conséquence d'être indiscutablement imbriqué dans un contexte transnational. Ainsi, la mobilisation étudiée et les tentatives de solidarité qui en émergent sont tout autant tributaires de l'économie politique internationale et des rapports postcoloniaux. Notre



méthodologie fait une large place aux témoignages de militantes indiennes qui sont, conformément à la théorie féministe du point de vue situé, plus à même de témoigner de leurs expériences et de saisir la structure des rapports dans lesquels elles évoluent. Le prochain chapitre se penche sur l'analyse des données relatives aux perceptions des rapports avec les militantes occidentales en regard des concepts d'occidentalocentrisme, d'essentialisme ou de l'existence d'une sororité homogène.





### CHAPITRE III : PERCEPTIONS ET LECTURES

Ce qui est merveilleux avec la sororité c'est que c'est tellement global, le féminisme a bâti des connections internationales tellement [...] tellement fortes, que dès que nos sœurs du premier monde voient que nous sommes incapables de gérer nos propres problèmes dans nos pays, elles interviennent immédiatement pour nous sauver et nous offrent le support et l'encadrement nécessaire.  
*Nivedita Menon, Kafila.org*

Le chapitre 3 a pour objectif d'identifier l'adhésion aux critiques des féministes postcoloniales chez les militantes de Delhi ayant participé à la mobilisation étudiée. À l'aide des données récoltées dans les entrevues et dans trois articles de blogs (Annexes F, G, H), nous souhaitons comprendre si, dans le cadre des tentatives de solidarité qu'elles ont expérimentées avec des femmes occidentales, leur rencontre a été globalement positive ou négative et si les commentaires qu'elles expriment ont une correspondance avec les éléments conceptuels relevés dans le cadre théorique (chapitre 2). Les perceptions et les lectures des militantes dans le cadre de leurs rapports avec les femmes occidentales sont mises en lumière pour évaluer si elles se situent dans une relation qu'elles perçoivent comme égale ou inégale. Cette section contribue donc à répondre à la première section de la question qui oriente le présent mémoire :

*Dans le cadre de la mobilisation ayant eu lieu à Delhi entre les mois de décembre 2012 et de mars 2013, comment les militantes féministes indiennes ont-elles perçu les tentatives de solidarité déployée par des féministes occidentales?*

Dans le 1<sup>er</sup> chapitre, nous demandions « au demeurant, il reste à élucider si les critiques des postcoloniales représentent un point de rupture et si, concrètement, elles constituent des obstacles au développement d'alliances transnationales Nord-Sud. » Conséquemment, nous devons dans un premier temps nous interroger sur la présence de ces critiques au sein des groupes féministes de Delhi lorsque les militantes font référence aux points de contacts avec les militantes occidentales. Afin de déterminer

si les perceptions des militantes de Delhi sont effectivement teintées par les critiques du féminisme postcolonial, si ces critiques représentent un point de contention, nous devons dans un premier temps nous attarder aux tentatives de solidarité qui ont été identifiées au cours des entrevues et dans les articles de blog pour ensuite, examiner les commentaires qui en ont émergé. Dans un deuxième temps, le chapitre se concentrera sur les trois critiques présentées dans le cadre théorique : *la critique de l'occidentocentrisme, et de l'essentialisme, puis du concept d'homogénéité de la sororité internationale.*

Dans le premier chapitre, il avait été établi que les concepts d'occidentocentrisme, d'essentialisme et de différenciation étaient liés et fonctionnaient de concert. Rappelons que l'occidentocentrisme correspond à la tendance à juger les femmes de la postcolonie à travers l'expérience du féminisme hégémonique et à considérer les expériences et les stratégies du féminisme hégémonique et des femmes occidentales en général comme la référence du féminisme et de l'émancipation. L'essentialisme illustre le fait d'accoler une image, un ensemble de caractéristiques stéréotypées, à un groupe de personnes. Cette association se fait notamment selon leurs origines culturelles, leur(s) attirance(s) sexuelle(s) ou leur sexe en lui attribuant des attitudes, des caractéristiques physiques, psychologiques ou morales ainsi que des rôles sociaux. Ce système fonctionne en créant une différence entre « la femme occidentale » et « la femme du Tiers-Monde ». L'essentialisation de la femme du Tiers-Monde sous-tend donc une différenciation. La première est émancipée, éduquée, autonome financièrement et dotée d'une agentivité, caractéristiques qu'elle a acquises grâce à sa lutte pour l'émancipation. La dernière est la victime « universelle », notamment des violences patriarcales. Les deux concepts fonctionnent ensemble et cette réalité s'est traduite dans les entrevues réalisées auprès des militantes de Delhi. La critique du concept de sororité homogène fait quant à elle référence à « l'hypothèse qu'il existe un ensemble d'idéaux, de perspectives et d'objectifs partagés et également portés et représentés parmi les membres de la

communauté internationale (i.e. la classe des femmes à travers le monde) » (Kian, 2010 :7), ce qui a pour effet notamment d'invisibiliser les rapports d'oppression qui existent entre les femmes ainsi que la diversité de leurs expériences et trajectoires. Dans les entretiens, cette critique de l'aspect homogénéisant de la sororité s'est aussi exprimée, mais avec certaines nuances.

### 3.1. Présentation des résultats – Points de rencontres

Au cours des entretiens, les militantes étaient invitées à témoigner de leur participation à des rapports transnationaux avant et pendant la mobilisation. Ces rapports qui existent dans des formes multiples pouvaient être formels ou informels, horizontaux ou verticaux. Ils pouvaient donc concerner des tentatives de solidarité identifiées au sein de réseaux tels que l'ONU tout comme les échanges avec une documentariste qui tente de donner une visibilité à la mobilisation étudiée. La grande majorité des militantes rencontrées font partie d'organisations qui ont expérimenté des tentatives de solidarité dans le cadre de la mobilisation étudiée. Sur les treize entretiens, la seule organisation qui n'a jamais, ni dans le passé, ni dans la mobilisation étudiée, expérimenté les RFFT est le *Citizen's Collective Against Sexual Assault* (CCSA) qui en est à sa première année d'action. Aussi, Khadija, la représentante de AIDWA, n'a pas été en mesure de rapporter des points de rencontre auquel elle a participé, mais est convaincue que d'autres membres de son organisation en ont eus. Nous ne serons donc pas en mesure d'utiliser leurs témoignages pour cette section. Les autres organisations ont toutes expérimenté, de façon plus ou moins extensive, des tentatives de solidarité, ce qui les qualifie pour cette section de l'étude. Cependant, soulignons que Nirantar, le CSR et le WSS ont eu des expériences transnationales limitées dans le cadre de la mobilisation.

Sept points de rencontre ont été identifiés : la campagne *One Billion Rising*, les contacts avec la rapporteur spéciale de l'ONU sur les violences faites aux femmes, la participation à une conférence internationale à la *London School of Economics and Political Sciences*, aux rencontres de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW), les interactions avec les étudiant-e-s de journalisme et les documentaristes, les échanges autour du *Harvard Task Force* ainsi que des échanges solidaires informels. Évidemment, ces tentatives de solidarité ne représentent pas une liste exhaustive des points de rencontre qui ont eu lieu pendant la mobilisation ; ils ne représentent que ce que les femmes rencontrées ont pu observer ou ont souhaité rapporter. Dans la prochaine section, chacun des points de rencontre sera présenté conjointement avec les témoignages qui y sont rattachés.

### *One Billion Rising*

*One Billion Rising*<sup>58</sup> est une organisation transnationale lancée à l'initiative de Eve Ensler<sup>59</sup>. Elle compte plusieurs coordinations locales à travers le monde (notamment dans plusieurs pays du Tiers-Monde) et elle est très bien implantée en Inde. À Delhi, un comité local coordonne les campagnes qui visent à organiser des actions de visibilité contre la violence envers les femmes. Ces actions se déroulent en simultané à travers le monde. Les campagnes utilisent beaucoup la danse dans le cadre de leurs vidéos et actions locales en vue de sensibiliser le public.

En 2013, plusieurs actions organisées par *One Billion Rising* ont eu lieu, dont deux dans la foulée de la mobilisation étudiée. La principale action était le *V-DAY* qui a eu lieu le 14 février 2013. Un autre rassemblement a aussi eu lieu le 7 janvier de la

---

<sup>58</sup> Pour plus d'informations sur *One Billion Rising*, consultez le site internet [<http://www.onebillionrising.org/>]. L'organisation est brièvement présentée au chapitre 1.

<sup>59</sup> Eve Ensler est une artiste et une militante d'origine américaine. Elle est connue notamment pour avoir été l'auteure et des *Monologues du vagin*, ce qui a été l'inspiration pour la création du *V-Day* puis de *One Billion Rising* [<http://www.evensler.org/about-eve/>].

même année. Plusieurs organisations actives dans la mobilisation ont participé à ces actions coordonnées à travers le monde. Les actions étaient déjà prévues avant les événements du 16 décembre 2012. Cependant, elles ont pris une ampleur inattendue en raison de la mobilisation en cours.

Au sein des organisations rencontrées, deux militantes interviewées sur quinze ont joué un rôle central dans l'organisation du *V-Day*. Il s'agit des militantes de Sangat et de Change.org. Lorsque Kamla Bashin (Annexe J), une représentante de Sangat explique pourquoi elle a choisi de participer et de coordonner *One Billion Rising*, elle explique qu'elle a posé deux conditions sans lesquelles elle refusait de collaborer :

J'ai rencontré Eve [Enslér] en 2004 [...] elle m'avait appelé un an et demi avant et m'avait demandé si j'étais intéressée par la coordination de *One Billion Rising* en Asie du Sud. [...] Je lui ai dit que j'avais deux conditions. Premièrement, il ne devait pas y avoir de branding – nous ne voulions pas faire ça sous le nom du V-Day. Nous avons travaillé sur la violence depuis longtemps. V-day était arrivé seulement il y a 10 ans, nous faisons ce travail depuis 40 ans. Le mouvement des femmes (en Inde) est beaucoup plus vieux, beaucoup plus large et beaucoup plus grand. La deuxième était que ça devait être démocratique et décentralisé. D'autres personnes ne devaient pas décider pour nous, assises à New York. Je ne vais pas décider pour l'Asie du Sud assise à New York et Dhaka ne peut pas décider pour le Bangladesh en entier [...] Nous travaillons nos propres enjeux et les enjeux peuvent être différents. Beaucoup d'enjeux sont communs – le viol est commun, la violence domestique est commune, la pornographie est commune...

Ainsi, pour elle, il était essentiel de reconnaître l'histoire et le contexte du mouvement des femmes en Inde et en Asie du Sud et de s'assurer de l'aspect démocratique des campagnes. Elle reconnaît l'existence d'enjeux communs entre les femmes du monde puis exige que les femmes soient en mesure de moduler leurs actions en fonction de leurs histoires et de leurs contextes. Ainsi, sans adhérer à une conception universalisante de la classe des femmes, elle en reconnaît les luttes communes.



De son côté, Shreeya de Change.org souligne le sentiment d'injustice partagé et le fait de briser les frontières qui ont rassemblé les participant-e-s de *One Billion Rising* dans le cadre de la présente mobilisation : « Dans *One Billion Rising*, [...] ce qui a uni les gens des différents groupes et allégeances, c'était un fort sentiment d'injustice. Ce sentiment brise les frontières. » Un peu plus tard dans l'entrevue, elle extrapole sur l'importance du transnational :

Mon implication avec l'international a changé mes façons d'interagir. J'ai appris d'autres cultures qui expérimentent différents contextes politiques et différentes stratégies. [...] C'est bon de voir comment d'autres personnes comprennent le monde. Ça aide à prendre un pas de recul sur l'Inde et de comparer. Grâce à cette expérience, j'ai maintenant une meilleure réflexion sur notre contexte. Ça donne une perspective extérieure.

Elle conclut sur les liens qui existent entre les femmes à travers le monde qui vivent une expérience commune:

Pour les femmes en particulier, je pense qu'il y a un sentiment de communauté. Je veux dire que nous sommes 51% de la population mondiale et nous nous sentons ignorées. Il y a de la colère. Nous avons nos différences culturelles, mais nous vivons des problèmes similaires. Je pense que les enjeux des femmes vont au-delà des frontières. Les mouvements des femmes sont nombreux et sont très variés, mais il faut faire des mises en commun. [...]

Elle perçoit l'existence d'une sororité et donc reconnaît l'importance de lutter ensemble sur les enjeux communs tout en reconnaissant la diversité des mouvements des femmes et de leurs contextes. Pour elle, ces éléments semblent travailler de concert. Sans surprise, les témoignages de ces deux organisatrices sont globalement positifs et permettent de comprendre leurs motivations quant à leur engagement dans cette campagne. À leurs yeux, *One Billion Rising* est une organisation qui semble avoir relevé le défi de travailler en solidarité sur une base égalitaire, sans se prêter aux critiques des postcoloniales, ce qui ne signifie pas que ce ne sont pas des critiques qu'elles pourraient émettre dans d'autres circonstances. Il semble très clair pour Rupa (Sangat) qu'il s'agit de critères de participation non négociables.

Cinq autres personnes ont soutenu les campagnes et y ont participé, mais de façon moins centrale. Il s'agit des militantes de Jagori, de CREA, de NWIF, du CSR ainsi que la journaliste. Au total sept des femmes rencontrées sur un total de treize ont pris part aux activités entourant *One Billion Rising*. La journaliste ainsi que les représentantes de NWIF et de CREA ont cependant mentionné leur participation sans commenter l'organisation et ces méthodes. Parmi ce groupe, les perceptions de la campagne sont plus variées. Comme chez les deux organisatrices, pour Sita de Jagori, *One Billion Rising* a été l'occasion de vivre des solidarités :

[...] Eve Ensler est venue et a dit que ce serait le point de départ d'actions contre la violence envers les femmes. Internationalement, les organisations regardaient notre campagne et ont offert de la solidarité et ont discuté de stratégies pour nous soutenir. [...] Et ils et elles organisaient des actions à partir de leurs milieux. *One Billion* est arrivée dans ce contexte et beaucoup de personnes se sont joint dans plusieurs pays. Toutes ces choses sont interconnectées. Je ne dirais pas que l'un est arrivé à cause de l'autre, mais tout est connecté. [...] Ici, il y avait toute sorte de gens. Les formes d'expression que nous avons utilisées étaient diversifiées. Plutôt universel de ce point de vue !

Dans cet extrait, Sita témoigne de son appréciation pour les solidarités qu'elle a observées à travers le monde et semble les considérer comme réelles. Elle apprécie aussi la diversité des actions et des personnes qui y ont participé ce qui laisse croire qu'elle adhère aux valeurs de la campagne. Elle n'émet pas de critiques à l'attention de l'organisation, du contenu ou des rapports avec l'organisation ou de sa représentante et son témoignage laisse entendre qu'elle trouve important, sinon enthousiasmant, l'existence de solidarités transnationales.

Ces propos sont totalement contraires à ceux de Jyothi du CSR qui semble voir dans *One Billion Rising* une organisation venue d'ailleurs qui ne prend pas réellement en compte les réalités des Indiennes :

[...] Globalement, nous sommes dans un partenariat vraiment inégal puisque nous ne prenons pas vraiment les décisions avec eux. C'est décidé quelque part à l'international. Par exemple, nous avons participé à *One Billion Rising*. Nous sommes allées, nous avons discuté, j'ai fait un discours. Mais ce sont des choses auxquelles nous ne nous rattachons pas vraiment... J'ai l'impression que nos femmes issues des milieux ruraux ne savaient même pas ce qui se passait. C'était une foule très urbaine, de Delhi et de Bombay, plus sophistiquée<sup>60</sup>. [...] Je pense que ça a un impact, mais je crois que c'est très important de commencer par la construction de notre propre force. Et ensuite participer d'égal à égal avec les organisations internationales. [...] je ne considère pas cela comme une solidarité. Ça n'émerge pas du Sud. » [...] Vous savez, il y en a eu une autre comme ça qui est venue en Inde. La Slutwalk<sup>61</sup>. [...] C'est important de comprendre le contexte culturel [...] il y a une sensibilité culturelle.

Dans cette critique anti-impérialiste, Jyothi souligne l'hétérogénéité de la classe des femmes à la fois internationalement, mais aussi au sein d'une même collectivité. Bien qu'elles n'analysent pas la campagne de la même façon, Jyothi souligne, comme Rupa de Sangat, l'importance de laisser les femmes déterminer elles-mêmes ce qui est pertinent dans leur contexte. Pour elle, les campagnes ou les organisations ne sont donc pas transposables d'une société à l'autre. En somme, *One Billion Rising* a provoqué des réactions principalement positives, mais toutes les intervenantes ont à leur façon fait un lien avec les critiques des féministes postcoloniales, soit parce que l'événement répond à leurs critères, soit dans le cas de Jyothi parce qu'il ne les atteint pas. Leurs analyses de l'événement sont variées, mais celui-ci met en lumière qu'elles font toutes appel à des concepts relevant du cadre théorique utilisé ce qui signifie qu'il fait partie de leurs grilles d'analyse.

<sup>60</sup> La représentante du CSR utilise : « Some very fancy Delhi crowd, Bombay crowd... ».

<sup>61</sup> En Inde, la première Slutwalk s'est tenue en juillet 2011 dans l'état du Madhya Pradesh. D'autres ont eu lieu à Delhi et à Bangalore. La marche était inspirée de la Slutwalk de Toronto où un officier de police avait affirmé que « les femmes devaient éviter de s'habiller comme des salopes » pour prévenir le viol et les agressions sexuelles. En réponse à cette affirmation, des militantes de Toronto avaient organisé une marche où les participantes étaient habillées « comme des salopes » pour dénoncer la culture du viol et le fait de blâmer la victime. En Inde, la marche avait été renommée la « Pride Stride ». (Mitra, Durba, 2012).

*Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la violence faite aux femmes*

Une rapporteure spéciale des Nations unies a été invitée par le gouvernement indien à faire une investigation sur les causes et les conséquences de la violence faite aux femmes. Son rapport (Human Right Council, 2014) a été déposé au Conseil des droits humains des Nations unies. Il est le résultat d'une visite menée au printemps 2013. Les constats et les recommandations sont basés sur les propos échangés avec des organismes de la société civile. Différents groupes ont déposé des rapports. Parmi les groupes rencontrés, le WSS et CREA<sup>62</sup> ont déclaré avoir participé à cette démarche.

[...] il y a eu une rencontre à Delhi. Plusieurs personnes du WSS et de partout à travers le pays sont venues pour parler de la violence envers les femmes. Il y a eu des discussions autour des multiples facettes de la violence dans les différentes régions. Les enjeux locaux ont été soulevés. Ça a résulté dans un portrait très clair de la situation. Vous devriez lire le rapport vous aussi. Il est maintenant publié.

Ce commentaire nous renseigne sur le fait que Meenaksi et Bindu du WSS ont fait le choix initial de participer à cette rencontre. Elles apprécient la diversité des interlocuteurs-trices ayant participé ainsi que l'éventail des sujets soulevés qui, à leurs yeux, représentent les diverses facettes de la violence faite aux femmes en Inde. Elles concluent en saluant l'efficacité du rapport à rendre compte de la spécificité du contexte indien. Elles en ont donc une lecture positive, elles s'y sont senties considérées. Nous sommes en mesure d'observer qu'elles y voient un espace capable de rendre la diversité du mouvement des femmes indien.

---

<sup>62</sup> Les membres de CREA ont déclaré y avoir participé, mais n'ont pas commenté leur expérience. Dans l'entrevue, elles ont mentionné cette participation parmi d'autres sans s'arrêter pour décrire la rencontre.

*Conférence Internationale – London School of Economics and Political Science*

Le *London School of Economics and Political Science Gender's Institute* a organisé le 23 janvier 2013 un rassemblement en solidarité avec la mobilisation anti-viol (Annexe C). Ce rassemblement a été organisé en collaboration avec *Imkaan*<sup>63</sup> ainsi que le *South Asia Solidarity Group*<sup>64</sup> et il était soutenu par plusieurs organisations militantes de femmes noires, sud asiatiques et provenant de différentes minorités culturelles britanniques. Le rassemblement devait répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les retombées du mouvement de protestation indien et comment la population peut-elle le soutenir?
- Quels sont les changements demandés aux niveaux légaux, politiques et sociaux?
- Comment résister aux réponses colonialistes et racistes à ces événements en Grande-Bretagne ?
- Que veulent dire les manifestations de Delhi pour les luttes contre les violences envers les femmes en Grande-Bretagne et globalement?<sup>65</sup>

En plus de ces questions, le rassemblement devait aborder les enjeux de la violence faite aux femmes en Grande-Bretagne où « les récentes statistiques ont révélé que seulement un crime sexuel majeur sur 38 menait à une inculpation » (LSE, 2013). Le groupe discutait aussi des stratégies pour « combattre les violences basées sur le sexe à une époque où les services en place pour prévenir et intervenir sur la violence contre les femmes sont victimes de coupures drastiques » (LSE, 2013). Deepta, militante d'AIPWA, a été invitée à participer à ce rassemblement à titre de paneliste. En plus de confirmer que le milieu académique est dans certains cas un espace de

<sup>63</sup> *Imkaan* est une organisation qui rassemble des féministes noires afin de lutter contre la violence envers les femmes. Pour plus d'informations : [<http://imkaan.org.uk/>]

<sup>64</sup> Le *South Asia Solidarity Group* est une organisation anti-impérialiste et antiraciste basée en Grande-Bretagne. Elle a pour vocation de soutenir, de publiciser et de construire des solidarités avec les luttes des peuples pour la justice et la démocratie ainsi que contre les oppressions liées au genre et à la caste, à l'impérialisme et à la guerre au terrorisme en Asie du Sud ». Pour plus d'informations, consultez-le [<http://www.southasiasolidarity.org/about-sasg/>]

<sup>65</sup> Le Centre d'étude sur l'Asie du Sud de la *London School of Economics and Political Science* est un des organisateurs de la discussion. Les détails de la conférence sont présentés ici : [<http://blogs.lse.ac.uk/southasia/2013/01/22/dont-teach-me-what-to-wear/>]

solidarité et d'action politique, ce point de rencontre a la spécificité d'avoir mis en lien des organisations qui militent sur des enjeux communs dans différents pays et ont donc contribué à nourrir l'établissement de rapports transnationaux entre ces dernières. Deepta explique :

En termes de contacts, [...] il y a eu cette rencontre à la *London School of Economics* organisée par différentes personnes. Ce n'était pas une rencontre d'universitaires. [...] Leur principal intérêt était comment questionner la culture du viol et le racisme en Grande-Bretagne. Ils souhaitaient comprendre quelle était l'expérience des personnes originaires de l'Asie du Sud et de femmes noires face à la violence sexuelle et au racisme en Grande-Bretagne et de soulever le fait que le viol est quelque chose qui n'arrive qu'ailleurs [ailleurs qu'en occident]. Ils ont aussi échangé sur comment les institutions internationales comme le *Department for International Development* (DFID) en Grande-Bretagne, [...] comment ils sont complices de ce que l'Inde et le Bangladesh affrontent. Ils ont parlé du financement du DFID, des programmes de stérilisation en Inde où les femmes sont stérilisées sans leur consentement.

Dans cet extrait, il est manifeste que Deepta considère que cet échange est basé sur la solidarité puisqu'il répond à ses critères. Elle le mentionne de façon explicite : ces organisations agissent en solidarité, cherchent à aider, mais surtout elles interviennent chez elles, dans leurs communautés sur les enjeux partagés. Le fait de reconnaître que la violence faite aux femmes n'est pas une problématique « étrangère » (lire non-occidentale), mais bien un enjeu global semble central à son analyse. À ses yeux, les organisations avec lesquelles ces discussions publiques se sont tenues n'ont pas de réflexes occidentalocentristes ou essentialistes. Au contraire, Deepta soulignera plus tard la colère que ces femmes avaient à la vue du discours occidentalocentriste et essentialiste porté par les médias internationaux. Ces groupes soulignaient l'asymétrie du traitement (notamment médiatique) des cas d'agression sexuelle en fonction de l'origine culturelle de la personne qui commet les violences, ce qui se rapporte à l'essentialisme.

Les militantes dont Deepta parle perçoivent les violences sexuelles comme un phénomène global et adhérent à une vision partagée du féminisme laquelle s'attarde aussi à une lecture postcoloniale des institutions. Notons que le fait que ces alliées soient en partie des femmes qui sont elles-mêmes racisées en occident (les militantes de *Imkaan* et du *South Asia Solidarity Group*) facilite potentiellement cette solidarité en raison des oppressions croisées qu'elles partagent sur cet enjeu.

### *Le CSW à New York*

L'organisme CREA est actif sur une base régulière auprès de la CSW. Pendant la mobilisation, des représentantes de l'organisme ont assisté à une 57<sup>e</sup> rencontre, tenue à New York (4-15 mars 2013) où de nombreuses discussions se sont tournées vers les mobilisations en cours en Inde. La conférence portait sur l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence contre les femmes et les filles<sup>66</sup>. Peu de commentaires ont été émis concernant ce point de rencontre. Les perceptions ne sont pas explicitement négatives. Néanmoins, il est associé à d'autres points de rencontre qui eux sont considérés comme négatifs. Uma et Gauri de CREA n'ont pas fait référence à l'attitude ou aux actions des participantes à cette conférence internationale puisqu'elles n'y étaient pas elles-mêmes. Elles expliquent que cette conférence internationale, combinée à l'approche stéréotypée des médias internationaux sur la question du viol en Inde, a inspiré les membres de cette organisation pour la rédaction d'un article destiné à un lectorat international pour contribuer à corriger la perception, selon les membres de CREA, biaisée de la mobilisation en cours et de la société indienne. Dans cet article (Annexe E), elles réitèrent que la question du viol est mondiale et non pas un enjeu culturel que l'occident aurait éradiqué il y a de cela quelques décennies. Elles situent cette problématique dans le cadre des relations Nord-Sud tout en rappelant « l'intersection des identités, des positions de privilège ou

---

<sup>66</sup> Pour plus d'informations sur cette conférence :  
[<http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/57sess.htm#part>]

d'impuissance ». Pour se rapporter à nos questions de départ, nous pouvons donc dire que ce point de rencontre met en lumière le fait que Uma et Gauri de CREA perçoivent les rapports entre l'occident et le Tiers-Monde comme étant marqués par des rapports de pouvoir. Elles critiquent aussi le fait de stéréotyper les hommes indiens ainsi que la culture indienne ce qui se rapporte aux critiques de l'essentialisation des femmes et de la culture indienne.

### *Étudiant-e-s de journalisme et documentaristes*

Un groupe d'étudiantes et d'étudiants en journalisme ainsi que des documentaristes ont voyagé jusqu'à Delhi dans le cadre d'un séminaire portant sur la mobilisation étudiée. Les étudiant-e-s étaient français-e-s alors que les documentaristes provenaient de pays variés en Europe et en Amérique du Nord. Le groupe ainsi que les documentaristes ont fait la tournée auprès de certaines militantes afin de produire leurs travaux et de diffuser plus d'informations quant à la mobilisation et à la condition des femmes en Inde. Shilpa (journaliste) et Deepta (AIPWA) ont mentionné avoir rencontré ces groupes. Lorsqu'elles parlent de cette expérience, les témoignages des deux militantes sont similaires. Les deux dénoncent l'attitude des personnes rencontrées. Shilpa, la journaliste partage des commentaires qui sont associés à l'occidentalocentrisme et à l'essentialisme :

Des françaises sont venues suite aux événements. [...] Il y a aussi eu des documentaristes qui ont relayé l'information [sur la mobilisation]. Dans beaucoup de cas, elles n'étaient pas familières avec l'Inde et le processus de compréhension de l'événement était difficile. Beaucoup se sentaient légitimes de critiquer, commenter la condition des femmes indiennes comme si ces conditions étaient déconnectées d'un contexte global. Comme si ce n'était pas existant ailleurs.

Ce que Shilpa relève dans son témoignage se divise en deux éléments. Premièrement, elle partage combien ces individus se sentaient libres de commenter et d'analyser la condition des femmes indiennes sans avoir de connaissances suffisantes sur le



contexte qu'ils découvrent. Cette critique fait écho au concept d'inégalité de l'ignorance (Chakrabarty, 1992)<sup>67</sup>. Le même phénomène est rapporté par cette militante indienne, exaspérée par le comportement de jeunes femmes occidentales qui, sans connaître le contexte ou l'histoire du mouvement des femmes en l'Inde, se sentent légitimes d'en tirer une analyse, parce que l'occident constitue à leurs yeux la référence du féminisme. Ce phénomène s'apparente à l'occidentocentrisme puisqu'il découle de l'idée que l'occident constitue la référence. Shilpa questionne ensuite le phénomène de différenciation et d'essentialisme puisque ces étudiant-e-s considèrent le Tiers-Monde (l'Inde) comme un lieu où se déroulent des violences envers les femmes alors que leur monde (l'occident, ici la France) en serait exempt. Le témoignage de Deepta de AIPWA met en image ce dernier élément :

[...] Il y avait cette jeune fille en particulier qui m'a demandé pourquoi ça avait pris tellement longtemps à l'Inde pour commencer à protester contre la situation actuelle. Et je me suis demandé si elle croyait vraiment que c'était la première fois que le peuple protestait en Inde. Ça se fait littéralement depuis des siècles, elle devrait le savoir. J'ai essayé de lui faire comprendre [son ignorance quant au contexte] en lui demandant si ça [des agressions sexuelles envers les femmes] arrivait en France et si tout le monde sortait dans la rue et se mettait à protester lorsqu'un viol arrivait. J'étais très irritée et complètement déçue.

Dans ce dernier extrait, Deepta reprend les mêmes critiques que Shilpa, elle s'attaque à l'ignorance de l'étudiante quant à l'histoire du mouvement des femmes en Inde ainsi qu'à l'essentialisme et au phénomène de différenciation suintant de ses questions. Pour elle, il est inacceptable de porter ce regard sur les événements de Delhi sans reconnaître que ces situations existent en France, sans que la population ne soit plus mobilisée qu'en Inde. Il apparait évident que les perceptions des deux militantes quant à ces tentatives de solidarité sont négatives et que leurs propos reprennent largement les critiques et le cadre d'analyse des féministes postcoloniales.

---

<sup>67</sup> Se référer au chapitre 2, page 35 pour revoir la définition de ce concept.

### *Harvard Task Force*

Dans la foulée des événements du 16 décembre 2012, le *South Asia Institute* et le *Harvard College Women's Center* ont organisé des discussions autour des événements de décembre 2016 puis mis en place le Harvard Task Force<sup>68</sup>. La communauté de Harvard était invitée à contribuer à la démarche afin d'offrir des recommandations à l'Inde ainsi qu'aux autres pays de l'Asie du Sud quant aux façons de répondre à la violence faite aux femmes dans le sous-continent. Ces recommandations s'adressaient plus spécifiquement au *Justice Verma Committee* (Harvard College Women's Center, 2013). Ce rapport a été produit (*Beyond Gender Equality*) à l'attention du gouvernement indien. Suite à la parution du rapport, une discussion a été organisée à Delhi par les initiatrices étasuniennes du projet avec les militantes afin de créer un échange. L'ensemble de cette démarche a provoqué l'ire de nombreuses militantes indiennes.

Suite à la démarche du *Harvard Task Force*, les réactions n'ont pas tardé. Trois entrées de blogs ont été recensées (annexes F,G,H), lesquelles ont été largement commentées en ligne. Dans les entrevues, une des militantes rencontrées a mentionné le *Harvard Task Force* (Deepta de AIPWA) ainsi que les suites de cette initiative. Des militantes d'autres organisations, n'ayant pas été interviewées, ont signé ces échanges. Un quatrième article, qui ne sera pas utilisé ici puisqu'écrit par une professeure féministe américaine, s'ajoute aussi au débat en pointant les travers de cette initiative (Annexe I). Les trois textes publiés sur le blog *Kaflia* sont très critiques. Les auteures y dénoncent l'esprit colonial qui teinte l'initiative, l'essentialisme, la différentiation et l'occidentalocentrisme qui s'en dégagent, mais surtout l'ignorance des américaines face à l'histoire et au contexte particulier du

---

<sup>68</sup> Consultez le lien suivant pour plus d'informations sur cette initiative. [<https://hcwc.wordpress.com/2013/02/15/a-history-of-violence/>]

patriarcat indien et des résistances qui s’y affrontent. Les réactions à ce point de rencontre sont exclusivement négatives.

Dans ce premier extrait provenant du texte nommé *Harvard to the Rescue !* (Annexe G) les auteures démarrent leur argumentation en associant à une figure de proue du régime colonial cette volonté de « sauver » les femmes indiennes de leur propre société (des Indiens) sans prendre en compte leur agentivité et par le fait même en négligeant de prendre acte des luttes et actions qu’elles mènent :

Il faut remonter à l’époque de Katherine Mayo<sup>69</sup> pour revoir un moment où les femmes américaines – et les féministes américaines – se sont senties autant interpellées par leurs sœurs moins privilégiées du Tiers-Monde. Les préoccupations de Mayo à cette époque étaient de s’assurer que l’État indien (à l’époque, un État colonial) ne laisse pas les femmes indiennes en plan, à la merci de leurs hommes, et que cet enjeu reçoive l’intervention du juste (lire l’État colonial). Nous constatons que les vôtres sont d’assurer que les changements nécessaires soient mis en place pour assurer l’application des recommandations du *Justice Verma Committee* par l’État indien. C’est exactement ce que nous, féministes et militantes indiennes avons tenté de faire depuis plusieurs décennies. Ce que nous avons été incapables de réaliser. C’est avec un sentiment de soulagement infini que nous prenons note de votre intention de sauter dans l’arène.

Les auteures soulignent donc avec ironie l’arrogance des femmes qui ont contribué à cette démarche. Elles critiquent l’occidentocentrisme puisque, dans le commentaire, elles dénoncent que ces femmes de Harvard amènent des solutions qu’elles proposent sur la base de leurs expériences, sans prendre en compte celles des femmes directement concernées, ce qui résulte en une hiérarchisation des

---

\* Katherine Mayo est une historienne et une journaliste américaine associée au courant des réformateurs sociaux. Son essai *Mother India* (1927) a créé une vive polémique en Inde. L’auteure y soutient que l’Inde était trop arriérée socialement pour obtenir son indépendance. Parmi les arguments mis de l’avant pour discréditer le mouvement pour la voie de l’indépendance et réaffirmer l’importance de la tutelle britannique, Mayo s’attaque au traitement des femmes, des Dalits et des animaux. *Mother India* fut relativement bien reçu en Angleterre et aux États-Unis (ou en Amérique du Nord si ça inclut le Canada). Pour plus d’informations, le livre *Mother India* est facilement accessible en version pdf.

expériences et un déni de l'agentivité des indiennes (En plus d'être paternaliste (maternaliste)). Dans le même article, les militantes indiennes s'attaquent ensuite à l'essentialisme et au processus de différenciation qu'elles identifient :

Il fait bon savoir qu'il existe des professeures à Harvard qui ont l'audace de mener les actions que les féministes indiennes n'ont jamais faites. Attaquer l'impunité des forces de sécurité? Voilà un geste courageux! Est-ce que l'une d'entre nous – timides et réservées femmes indiennes – pourrait être aussi courageuse?

Les auteures font appel avec humour au stéréotype de la femme indienne soumise et réservée et au courage des professeures de Harvard, stéréotypes qu'elles voient en filigrane de la démarche du *Harvard Task Force*. Cette image correspond à une critique de l'essentialisme et à la différenciation. D'un côté, des femmes victimes sans capacité d'agir et de l'autre des femmes occidentales libérées.

Dans le texte *Dear Sisters (And Brothers?) at Harvard* (Annexe F), Nivedita Menon<sup>70</sup>, l'auteure principale du texte, appuyée par un collectif de militantes, tient à démontrer que les femmes indiennes mènent des actions auprès du *Justice Verma Committee* et que l'initiative de déposer des recommandations au Gouvernement indien sans les consulter contribue à nier leur capacité d'agir, mais aussi à hiérarchiser leurs compétences :

Vous serez sans doute ravies d'apprendre que lorsqu'elle a eu vent de vos plans, l'une d'entre nous, une avocate qui a lancé l'initiative visant à faire pression sur le *Justice Verma Committee* pour que les groupes de femmes aient droit à une audience publique, a même déclaré avec soulagement qu'elle pourrait maintenant prendre des vacances et réserver un vol pour aller voir l'Everest. Évidemment, nous sommes toutes soulagées maintenant que nous savons que nos efforts ne seront pas vains : les témoignages offerts par 82 militantes et organisations au *Justice Verma Committee*, - lesquelles nous croyons ont substantiellement contribué à la

---

<sup>70</sup> C'est Nivedita Menon, professeure à la Jawaharlal Nehru University qui avait pris la peine d'écrire le premier texte (*Harvard to the Rescue !*). Le deuxième a été écrit en collectif afin qu'il représente réellement une démarche collective envoyée aux représentantes du *Harvard Task Force*.

composition du rapport, sont maintenant en sécurité, en mains américaines.

En hiérarchisant l'expérience et les actions des militantes étasuniennes et indiennes, la critique contenue dans cette section a une filiation directe avec la critique de l'occidentalocentrisme des féministes postcoloniales. Elle s'apparente aussi aux réflexions de Spivak (Dutoya, 2014 :16) quant au double discours des femmes occidentales dans le milieu académique à l'effet que ces dernières espèrent que leurs « sœurs » du Tiers-Monde deviendront libres « comme elles », mais qui très rapidement, tombent, dans leurs méthodologies, dans le « discours colonialiste de la collecte d'information la plus efficace » (Dutoya, 2014 : 16). En proposant des recommandations qui sont le fruit d'expériences occidentales comme si elles étaient adaptées à tous les contextes, les professeures de Harvard qui souhaitent sans doute « aider » les femmes indiennes ne réalisent pas qu'elles contribuent à invisibiliser ainsi qu'à diminuer leurs luttes et qu'elles adhèrent à une vision homogénéisante de la classe des femmes.

Plus loin dans le même texte, les militantes indiennes font appel à l'imaginaire des américaines pour rappeler l'absence de réciprocité qui teinte ce réflexe d'offrir de « l'aide » aux femmes indiennes :

Peut-être nous permettez-vous de vous rendre la pareille. La prochaine fois que le Président Obama tentera de mettre en place une législation concernant l'avortement ou le « *Equal Rights Amendment* », nous pourrions nous aussi sauter dans le débat pour donner un coup de main et, avec la petite expérience que nous avons dans ces domaines, émettre des recommandations sur ce que les États-Unis devraient faire.

En effet, s'il est courant de voir des femmes occidentales lever la main pour « aider » les femmes du Tiers-Monde, l'inverse est extrêmement rare, faisant écho à la notion de mutualité mise de l'avant par Mohanty (2006 : 7) comme critère pour le passage d'une tentative de solidarité à une solidarité réelle : « la notion de solidarité renvoie

inévitablement à la notion de mutualité, d'imputabilité et de reconnaissance des intérêts communs comme la base de relations entre les communautés ».

Suite à la publication des deux premiers textes, plusieurs commentaires ont soulevé le besoin d'unir les femmes autour d'une seule et même cause (appel à la sororité). Prabha Kotiswaran (Annexe H), quant à elle, dénonce, cette volonté d'apaiser les critiques des féministes indiennes en appelant à l'unité du mouvement féministe pour une cause commune :

Quelque chose m'a réellement rendue perplexe cependant dans plusieurs commentaires qui ont suivi le texte de Nivedita Menon (Harvard to the Rescue), [...] lesquels encourageaient les féministes à surmonter leurs petites différences pour travailler ensemble dans une démarche participative et égalitaire, permettant de renforcer la recherche pour réduire les agressions sexuelles envers les femmes en Inde. J'aime l'objectif global, je n'ai rien à dire à cet égard. Soyons clair cependant, « l'inégalité de l'ignorance » que Dipesh Chakrabarty a pointé pendant de nombreuses années entre le milieu académique de l'occident et celui du Tiers-Monde existe toujours. [...]

La réflexion de l'auteure renvoie à l'hétérogénéité de la sororité et pointe du doigt comment le fait d'appeler à l'unité du mouvement (i.e. mettre de côté les petites différences pour réduire les violences faites aux femmes) sert ici à masquer ou nier des rapports de domination toujours existants, opérant dans ce cas à travers le concept d'inégalité de l'ignorance. Un peu plus loin, elle en profite en revanche pour dénoncer des différences idéologiques plus profondes qui dépassent les rapports de domination résultant de l'asymétrie Nord-Sud pour expliquer la réaction vive aux travaux du *Harvard Task Force*. Elle livre une attaque aux féministes de gouvernance<sup>71</sup> (courant auquel appartiennent les dirigeantes du *Harvard Task Force*) à l'effet que leurs propositions de réformes adressées à l'attention du gouvernement

---

<sup>71</sup> Le féminisme de gouvernance (connexe au féminisme libéral, féminisme d'État) repose sur l'idée que : « les régimes de gouvernance sont le reflet et le résultat de rapports de pouvoirs genrés [...] conséquemment, tout changement dans les conditions des femmes et l'égalité entre les sexes repose sur une compréhension et une transformation de ces régimes. » (Waylen, 2008 : 254).

indien ont pour conséquence « d’augmenter la force de l’État postcolonial à travers le droit criminel [...] ». Selon elle, l’attitude légaliste des féministes libérales (« de gouvernance ») « ne prend pas en considération les approches historiquement critiques des féministes indiennes face au pouvoir de l’État et de la police ». Il s’agit aussi de l’exemple parfait pour démontrer comment dans certaines circonstances « la loi peut faire plus de mal que de bien<sup>72</sup>. » L’auteure ne reconnaît manifestement pas des alliées au sein des responsables du *Harvard Task Force*. En somme, les critiques qui ont été dressées face à l’initiative du *Harvard Task Force* démontrent effectivement que les militantes indiennes ont une perception globalement négative de leurs contreparties étasuniennes, qu’elles se sentent dans un rapport qui est inégal et leur argumentation repose notamment sur les critiques des féministes postcoloniales.

### *Solidarités spontanées*

Plusieurs tentatives de solidarités spontanées, des actions organisées par des militantes ailleurs dans le monde pour témoigner leur soutien aux femmes indiennes ou à une organisation particulière, ont été identifiées dans le cadre de la mobilisation. Les manifestations organisées par des femmes dans les pays limitrophes ont, par exemple, été mentionnées par les représentantes de AIPWA, du CSR, de Jagori et de la NWIF. Ces gestes n’entraînaient pas toujours d’interaction ou de rapports directs,

---

<sup>72</sup> Dans le texte, l’auteure souligne que les féministes indiennes ont été critiques de l’approche libérale et ont « une position historiquement critique face à l’État postcolonial et à la police indienne ». Elle reprend pour appuyer son affirmation le cas de Afzaul Guru, un indépendantiste Kashmiri (Le Cachemire est sous domination indienne) qui a été pendu en raison de son implication dans des attentats au parlement en 2001. Les féministes indiennes sont souvent critiques de l’État et de la police notamment parce que le renforcement de ces deux institutions est souvent synonyme de l’aggravation des menaces à la sécurité de nombreuses femmes et communauté dans les territoires sous contrôle de l’armée indienne, comme le Cachemire. Dans ces territoires (tout comme dans le Nord-Est du pays), les femmes sont régulièrement victime de l’utilisation du viol comme arme de guerre par l’État et ses institutions, le tout grâce à l’impunité découlant de la *Armed Force Special Power Act*. Les travaux du WSS à cet égard sont très complets.

mais ils sont sujets aux lectures des militantes indiennes et contribuent à déterminer qui est un réel allié-e. Ils pouvaient donc avoir un impact sur les choix stratégiques ultérieurs des militantes indiennes. Il s'agit aussi parfois d'allié-e-s connus mais, qui se sont organisé-e-s de façon spontanée, sans se concerter avec les organisations à Delhi. Jyothi du *Center for Social Research* (CSR) a mentionné les actions de la diaspora indienne en Amérique et en Europe sans qualifier leurs actions. Deepta de AIPWA a identifié les messages de solidarité reçus du Bangladesh, du Pakistan et du Népal, mais pas de la part d'organisations occidentales. Il s'agit principalement d'organisations sud asiatiques. Sita, représentante de Jagori, a aussi fait référence aux manifestations organisées dans la sous-région (Népal, Bangladesh, Sri Lanka) comme étant les actions de leurs allié-e-s. Pour sa part, Mary du NWIF fait référence à une organisation Grecque, membre de la *Women International Democratic Federation*<sup>73</sup>, qui a organisé des manifestations devant l'ambassade Indienne et a soumis un mémoire pour soutenir leurs allié-e-s. Elle souligne qu'elle apprécie les pressions que celles qu'elle décrit comme ses alliées ont mené à partir de chez elles, avec ce qui était à leur portée. Elle évoque le sentiment d'avoir été soutenue. Dans l'ensemble, les militantes n'ont pas émis beaucoup de commentaires en lien avec les solidarités spontanées à l'exception de souligner qu'elles avaient apprécié ces gestes. Elles n'ont pas émis de critiques, ces actions étant généralement perçues comme des solidarités véritables.

### 3.2. Retour sur les résultats –les critiques des féministes postcoloniales

Après l'examen de chacun des points de rencontre, il apparaît que les critiques portées par les féministes postcoloniales, celles de l'occidentalocentrisme, de l'essentialisme et de la différenciation, ont été utilisées par les militantes rencontrées ainsi que dans les articles de blog. L'ensemble des femmes (10) qui ont expérimenté

---

<sup>73</sup> La NWIF est membre de la *Women International Democratic Federation*. Pour plus d'informations, consultez le chapitre 2.



et commenté des tentatives de solidarité dans le cadre de cette mobilisation ont utilisé ces éléments de critique de façon plus ou moins extensive. Elles les ont parfois utilisé de façon positive. Par exemple, en souligner qu'elles travaillent spécifiquement avec certaines organisations et militantes parce qu'elles n'ont pas le sentiment de devoir faire ces critiques ; elles travaillaient avec ces dernières parce qu'elles avaient le sentiment d'être dans un rapport de solidarité. C'est notamment le cas de Deepta (AIPWA) lorsqu'elle fait référence à son expérience avec les femmes qui ont participé à la conférence de *la London School of Economics and Political Science* ou de Rupa (Sangat) lorsqu'elle explique pourquoi et à quelles conditions elle a accepté de participer à *One Billion Rising*. À d'autres moments, cette critique est négative. Les femmes rencontrées étaient très habiles pour identifier les contenus ou les comportements qui tendent à hiérarchiser ou à stéréotyper les expériences, les luttes ou les statuts des classes de femmes à travers le monde ainsi qu'au sein de leur propre société (classe sociale et caste). Cette habilité laisse donc croire que les critiques des féministes postcoloniales font partie inhérente de leur cadre d'analyse.

La critique de l'homogénéité de la sororité est reprise dans le cadre des entrevues menées avec les militantes. Elle est aussi utilisée dans deux des trois textes de blogs; il s'agit de *Unintended consequences of feminist action* et de *Dear sisters (and Brothers ?) at Harvard !* La notion de sororité occupe une place dans leurs discours, mais elle ne nourrit pas systématiquement la critique. Certaines militantes reconnaissent que, dans leur expérience des points de rencontre de la mobilisation, le caractère hétérogène de la sororité était respecté. D'autres au contraire critiquent le caractère homogénéisant du concept. Elles démontrent qu'elles adhèrent à l'idée de la sororité. Plusieurs (Sangat, Change.org, AIPWA, Saheli, CREA) témoignent de l'existence d'un système, le patriarcat, qui oppresse les femmes de par le monde, contre lequel il faut lutter, idéalement collectivement. Elles identifient des objectifs communs et un sentiment de proximité [togheterness] tel que défini par bell hooks (1984). Comme l'exprime Shreeya, il existe chez ces militantes, de façon

concomitante, la reconnaissance de tout ce qui unit les femmes mondialement et de la multiplicité de la classe des femmes : « Pour les femmes en particulier, je crois qu'il y a un sentiment de communauté. [...] Nous avons des différences culturelles, mais nous avons des problèmes similaires. Je pense que les enjeux des femmes vont au-delà des frontières. ». Ce témoignage représente bien l'attachement à ce qui uni les femmes et parallèlement la volonté de réitérer la multiplicité de l'expérience des femmes.

Il semble assez évident pour une large part des militantes rencontrées, tous les enjeux ne touchent pas toutes les femmes et pas de la même façon. Il ne s'agit pas d'un tout homogène et elle n'est surtout pas un espace d'égalité. C'est ce que rappelle Rupa (Sangat) lorsqu'elle évoque (en pensant à *One Billion Rising*, page 73) l'importance de laisser les communautés locales décider de leurs stratégies et de leurs enjeux, de travailler ensemble sur les luttes communes. Celle-ci souligne cependant la nécessité de reconnaître les rapports de pouvoir qui peuvent exister entre l'occident et l'Inde, puis entre l'Inde et la région de l'Asie du Sud,<sup>74</sup> puis ceux qui lient le Bangladesh à sa capitale Dhaka. Elle observe donc les rapports de pouvoirs et l'hétérogénéité de l'expérience des femmes à travers le monde en plus d'appuyer sur l'importance du caractère démocratique du mouvement des femmes transnational pour faire face à cette hétérogénéité.

Prabah Kotiswaran dans son texte *Unintended consequences of feminist action* (Annexe H) s'attaque directement à l'utilisation explicite du concept de sororité pour invisibiliser les conflits et les oppressions. Dans cet extrait qui a été présenté dans la section portant sur le *Harvard Task Force* (page 89), elle fait référence à certains commentaires qui ont suivi la lettre de Nivedita Menon (Annexe F), lesquels appelaient à mettre de côté les critiques pour se concentrer sur les enjeux communs.

---

<sup>74</sup> Dans la région de l'Asie du Sud, l'Inde joue un rôle hégémonique.

Dans cet extrait, elle dénonce les commentaires qui visaient à encourager les féministes à s'unir au delà des différences pour réduire effectivement les violences sexuelles en Inde. Face à cet injonction à l'union, elle renvoie au concept d'inégalité de l'ignorance » de Dipesh Chakrabarty pour rappeler l'asymétrie structurelle que supposent de tels propos. Cette analyse, compatible avec les lectures précédentes, illustre la vision de la sororité que les femmes rencontrées semblent vouloir faire vivre. Il s'agit d'une sororité qui table sur les points communs certes, mais qui ne cherche pas à masquer les conflits où les luttes qui peuvent exister au sein même du mouvement féministe.

Jusqu'ici, les militantes de la mobilisation de New Delhi adhèrent au concept de sororité<sup>75</sup>, mais exigent que cette solidarité prenne en compte l'hétérogénéité de l'expérience des femmes, qu'elle ne serve pas à masquer des rapports de pouvoir. Des témoignages vont cependant plus loin. Certaines femmes ont ajouté des critères supplémentaires à leur compréhension de la sororité. Ainsi, au fil des commentaires, la solidarité au sein de la classe des femmes n'apparaît pas systématiquement comme universelle. Elle repose sur le partage d'une oppression ou un engagement autour d'enjeux plus larges que la cause féministe. Par exemple, Lakshmi de Saheli a mentionné de façon explicite que, naturellement, ses solidarités vont plutôt aux

---

<sup>75</sup> Détail intéressant quant aux nuances liées à la conception de la sororité. Au tout début d'entrevue, une question était posée aux militantes à savoir si elles s'identifiaient comme féministes. Il est intéressant de noter que deux des militantes rencontrées, Khadija (AIDWA) et Mary (NWIF) ont eu des réponses qui renvoient à l'ambivalence historique du mouvement des femmes indien relative au terme féminisme. Khadija répond à la question : « Si vous faites référence au féminisme comme il est généralement compris - un mouvement qui dit aux femmes de brûler leurs soutien-gorge - je ne fais pas partie d'un tel mouvement. Pour moi, les femmes font partie de la société, d'un tout plus grand et nous devons trouver notre place dans cette société. » Dans ce témoignage, elle laisse entendre qu'elle est attachée à la cause de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais qu'elle ne s'identifie pas au mouvement féministe, notamment à son image occidentale. Elle garde une réserve comme beaucoup d'autres Indiennes ont fait avant elle. On voit dans cette ambivalence de certaines membres du mouvement des femmes indien gardent une certaine distance face au titre de féministe. Toutes les autres femmes ont mentionné s'identifier comme féministe, mais ces deux militantes souhaitaient apporter cette nuance.

femmes racisées ou du Tiers-Monde. Elle explique qu'elle se solidarise de l'oppression des femmes noires aux États-Unis :

Tu (nous) réalises que dans le monde où nous vivons, nous sommes toutes opprimées. Aux États-Unis, ce sont les femmes racisées. Je veux dire que si nous avons des actions à mener en termes de solidarités internationales, je suppose que les femmes de couleurs sont des femmes avec lesquelles nous pourrions trouver des solidarités.

Ainsi, pour une part des militantes, bien que la sororité soit potentiellement mondiale, il est abstrait de parler de solidarité avec toutes les femmes du monde. Les rapports de pouvoirs entre l'occident et le Tiers-Monde constituent une barrière difficile à franchir. Cette barrière n'est pas nécessairement infranchissable, mais elle exige qu'une femme occidentale ou blanche pose des gestes parlants et signifiants dans le contexte d'une inégalité structurelle. C'est notamment de ces limites que parlait Deepta lorsqu'elle énonçait dans la section portant sur l'expérience de la *London School of Economics and Political Sciences* qu'elle ne travaillait qu'avec des femmes qui portaient chez elles les mêmes enjeux (i.e. elle parlait ici notamment de lutte au racisme) pour engendrer des collaborations sincères. Nous pouvons donc conclure que si la majorité des femmes conçoivent une sororité qui rassemble les femmes à travers le monde, cette sororité est plus facile avec des femmes du Tiers-Monde ou racisées et elle doit prendre en compte la multiplicité de l'expérience des femmes en plus de faire face aux inégalités qui la traversent.

Lorsqu'interrogées sur la solidarité et sur les expériences qu'elles avaient de l'international, il apparaît aussi que pour certaines militantes, le caractère international de la condition des femmes s'adjoint inmanquablement d'une référence au capitalisme et à l'impérialisme. Ainsi leur conception de la sororité s'articule de façon bien plus vive autour de la notion d'objectifs communs. Pour Deepta (AIPWA), les luttes des femmes dépassent les frontières, mais sont plus que jamais indissociables des luttes contre ces deux systèmes d'oppression:

Nous devons comprendre la structure. Si on dit que la violence contre les femmes c'est un enjeu structurel, la structure n'est donc plus simplement nationale, non ? Ça n'a jamais été national et maintenant encore moins ! Comme je disais, les corporations internationales contribuent à rendre les femmes du Bangladesh plus insécures, et plus souvent victimes de violences, notamment lorsqu'on parle de stérilisation forcée, de ton lieu de travail qui s'effondre sur toi ou qui s'enflamme. Il faut travailler ensemble. Les politiques économiques nous lient l'une à l'autre. [...]

Si les femmes partagent une oppression, Deepta pense que le système capitalisme exerce une pression spécifique sur les femmes et que la jonction de ces deux systèmes d'oppression oblige des luttes conjointes. La lutte au capitalisme sert la lutte contre le patriarcat et la lutte contre le patriarcat devra inévitablement s'attaquer au capitalisme. Rupa de Sangat perçoit aussi cette interaction :

Avant nous avions affaire aux patriarcats traditionnels, maintenant, nous sommes confrontées à un patriarcat mondial et au patriarcat capitaliste avec la poupée Barbie qui arrive dans notre pays comme symbole. Annihiler l'esprit de nos jeunes filles qui veulent devenir Barbie [...] Donc évidemment, la façon dont nous avons de regarder les enjeux ont changé dans les dernières décennies. Pas à cause de ce que le mouvement des femmes faisait à l'étranger... mais en raison de ce que le mouvement capitaliste nous a fait. Il est venu prendre et détruire nos terres. Elles ont été prises par POSCO. Puis des millions de femmes Dalits et Adivasis se retrouvent sans moyen de subsistance parce que leurs fermes ont été volées.

Seulement deux des militantes rencontrées parlent d'une telle conception du lien entre capitalisme, impérialisme et patriarcat. Cependant, cette perspective renvoie aux propos de plusieurs féministes postcoloniales telles que Chandra Mohanty qui dans le cadre d'une entrevue (Nordahl, 2007) portant sur son essai « *Under Western Eyes* » explique voir très peu de réflexions sur l'impérialisme dans les milieux progressistes états-uniens. Pour elle, les luttes féministes (ou toute autre lutte progressiste) et anti-impérialistes sont indissociables. Cette conception de l'interaction entre le féminisme, le capitalisme et l'impérialisme réaffirme le fait que la sororité correspond entre autres au fait d'avoir des objectifs communs. Or, si ces militantes considèrent que la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme sont indissociables du féminisme, il est

attendu que ces trois éléments soient aussi interreliés dans les objectifs qui construisent cette notion de la sororité. Si nous considérons que traditionnellement, la sororité s'articule spécifiquement autour de la similarité de la condition des femmes, l'introduction de deux autres systèmes d'oppression (capitaliste et impérialisme), indissociables du premier (patriarcat), transforme l'espace dans lequel la sororité peut exister ce qui rend son expérience plus exigeante. Il exige des femmes souhaitant s'engager faire vivre le concept de sororité de se lever pour lutter contre des oppressions qui ne les toucheraient pas directement en plus de lutter contre le patriarcat.

### 3.3. Féminisme et pluralité

Les témoignages du chapitre 3 démontrent que les critiques portant sur l'occidentocentrisme, l'essentialisme et la différenciation ont été utilisées positivement et négativement pour juger des points de rencontre. Les militantes considèrent que l'oppression patriarcale est un phénomène mondial et elles espèrent une résistance mondiale. Néanmoins, la conception de la sororité de la majorité des femmes rencontrées s'exprime plus facilement dans le contexte local, régional ou avec d'autres femmes du Tiers-Monde. Elle sous-entend la reconnaissance de la multiplicité des expériences des femmes à l'échelle globale et des rapports d'inégalité qui s'y dessinent. Finalement, pour certaines, il est aussi question de lier féminisme, luttes anticapitalistes et anti-impérialistes. Ce dernier élément transforme la notion de sororité, longtemps utilisé pour aplanir la diversité l'expérience des femmes, pour le lier au concept de solidarité effective, ou de solidarité réflexive (Mohanty, 2006). C'est sur cette base que nous abordons au chapitre 4 la mise en action de ces perceptions et lectures. Dans ce dernier chapitre, nous tentons d'évaluer si l'impression exprimée par les militantes rencontrées que les rapports entre les femmes occidentales et les femmes du Tiers-Monde sont généralement inégaux, teintés d'essentialisme et d'occidentocentrisme constitue un point de rupture. Est-ce

qu'elles font le choix de maintenir les liens malgré tout ? Quels sont leurs critères de collaboration ? Comment contournent-elles ces écueils ? Ces questions guideront la présentation du prochain chapitre afin d'en arriver à des pistes d'action à l'attention des militantes occidentales inspirées des propos des militantes rencontrées pour passer des tentatives de solidarité à des solidarités pérennes.







## CHAPITRE IV : STRATÉGIE, MOBILISATIONS ET SOLIDARITÉ

*For me it was the most amazing part [...] on your way to the big demonstration in India Gate, you will at least encounter five smaller demonstrations. The resident welfare associations were doing demonstrations. Local markets were doing demonstrations [...] It was like a feminist party. You know, literally everybody is an organizer. Everybody is speaking out.*

Lakshmi de Saheli à propos de la mobilisation

Le chapitre 3, s'est penché sur les perceptions des militantes indiennes à la lumière des concepts de l'occidentocentrisme, de l'essentialisation des femmes indiennes et de l'homogénéité de la sororité. Dans ce chapitre, nous souhaitons établir si cette adhésion aux critiques des postcoloniales a des conséquences sur les choix stratégiques des militantes. Il s'agit d'élucider si ces critiques représentent un point de rupture et si, concrètement, elles constituent des obstacles au développement d'alliances transnationales Nord-Sud. Est-ce qu'une implication transnationale revêt un intérêt pour elles ? Est-ce que leurs lectures les poussent à privilégier certaines alliances plutôt que d'autres ? Établissent-elles des critères de collaboration ? Est-ce que le fait que les femmes adhèrent à un concept de sororité qui reflète la diversité de l'expérience des femmes a des conséquences sur les liens qui sont tissés? Pour établir ces liens, ce chapitre débute sur les expériences transnationales passées. Ces expériences nous renseignent sur leurs a priori face aux RFFT et nous permettent de déterminer l'importance que revêt le transnational dans leur répertoire d'action (Tilly, 1986), tout comme l'importance relative des tentatives de solidarité observées dans le cadre du présent mémoire. Ensuite, une deuxième section se penche sur les points de rencontre qui sont observés à travers le prisme des choix stratégiques. Finalement, la dernière section revient sur ces résultats afin d'explorer le lien entre les constats du chapitre précédent et celui-ci.

#### 4.1. Expériences antérieures du transnational

À l'image des autres groupes de femmes en Inde (chapitre 2), les organisations rencontrées ainsi que leurs représentantes ont une expérience variée de l'international. Les militantes rencontrées ont déclaré que leur groupe avait participé dans le passé à des échanges sur une base transnationale. La seule exception est le cas du CCSA qui a été exclu de l'étude. Le WSS a aussi une expérience transnationale limitée, malgré le fait que ses représentantes aient, sur une base personnelle, entretenu de tels rapports. Tous les autres font le choix de participer à des échanges sur une base transnationale. Cependant, le type d'action utilisé varie grandement. Afin de représenter la diversité des types d'actions employées par les organisations rencontrées, nous nous référons au répertoire d'actions collectives transnationales élaboré par Johanna Siméant (2005, dans Dufour, Masson et Cayouette, 2010 : 5). Ce répertoire est utilisé ici afin de faciliter la visualisation des stratégies transnationales déployées par les organisations. Il a l'avantage de mettre en valeur la diversité des stratégies et des niveaux d'action (local, régional, international).

Figure 3 : Répertoire d'action utilisé par les organisations rencontrées

	Organisations internationales	Organisation régionales	Grands rassemblements militants	Actions simultanées dans différents pays	Diffusion de pratiques	Transfert de ressources, de savoir faire et informations	Mobilisations dirigées vers les OI	Action d'ONG vers OI	Mobilisation à travers les contre-sommes	Manifestations contre les multinationales	Mobilisation locale contre une cause dans un autre pays	Manifestation contre un état par des militant-e-s dans un autre pays	Construction et consolidation d'organisations internationales	Réseaux informels basés sur les affinités
Change.org				X									X	
CREA	X	X		X	X	X							X	
AIDWA	X		X	X									X	
AIPWA		X		X	X					X	X	X		X
NWIF			X	X	X	X	X					X	X	
WSS			X											X
Sangat	X	X	X	X		X				X			X	
Saheli	X	X	X	X		X				X	X	X	X	X
Jagori	X	X	X	X									X	
CCSA														
CSR		X			X	X							X	
Nirantar	X	X		X		X								
Journaliste			X		X	X				X				X

Nous avons fait le choix d'ajouter deux types d'action au tableau: la participation aux organisations régionales ainsi que les réseaux informels basés sur les affinités. Ces ajouts avaient pour objectif de corriger les lacunes de l'outil. Le tableau d'origine avait le défaut de laisser dans l'ombre une part des échanges transnationaux qui se construisent informellement et qui constituent une part non négligeable des tentatives de solidarités et des solidarités effectives. De plus, le manque de spécificité quant à la nature variée des forums internationaux ici rassemblés en une seule catégorie rend difficile l'analyse du cas présent. En effet, pour plusieurs des groupes rencontrés, le fait de s'engager au niveau global ou régional, par exemple, représente une différence quant à la capacité de l'organisation de prendre en compte leurs réalités et agendas.

Certaines militantes ont déclaré avoir participé, dans les dernières décennies, aux organisations internationales, notamment aux divers comités ou commissions sous-jacents à l'ONU comme la CSW et les conférences internationales sur les droits des femmes. Parmi celles-ci plusieurs ont mentionné avoir pris part à la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995<sup>76</sup> ainsi qu'au programme d'action Beijing+20<sup>77</sup>. C'est le cas de CREA dont les représentantes Uma et Gauri ont mis beaucoup d'emphasis sur l'engagement actif et soutenu de leur directrice qui est très active dans la coalition *Dignity for All et Sexual Rights Initiatives* au Haut-commissariat de l'ONU nations unies pour les droits humains (UNHRC). De plus, AIDWA, Jagori, Sangat et Nirantar ont participé à Beijing. Saheli et le NWIF n'ont pas participé à cette conférence, mais ont assisté à d'autres conférences

---

<sup>76</sup> Les principaux thèmes de cette conférence étaient la promotion et l'autonomie des femmes à travers la lunette de l'exercice de leurs droits fondamentaux, la pauvreté, la prise de décision, l'expérience spécifique des filles et la violence faite aux femmes et aux filles. Plus de 17 000 personnes ont participé à la conférence. Pour plus d'informations sur la conférence, consultez le lien suivant : <http://www.un.org/french/events/womenfr.htm>

<sup>77</sup> Considérée comme la suite de conférence de Beijing, Beijing+20 met l'accent sur la mobilisation autour de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les thèmes traités sont la pauvreté, l'éducation et la formation, la santé, la violence, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et la prise de décision, les mécanismes institutionnels pour l'avancement des femmes, les droits humains, les médias, l'environnement et les conditions spécifiques des filles. Le programme détaillé est disponible à l'adresse suivante : <http://beijing20.unwomen.org/fr/about>

internationales du même type. Sept organisations travaillent dans les forums internationaux à vocation régionale. Il s'agit de CREA, de AIPWA, Saheli, Jagori, le CSR et Nirantar. Sangat, en tant qu'organisme qui rassemble des groupes de femmes à travers l'Asie du sud, est intrinsèquement à vocation régionale.

Dans les actions entreprises sur une base militante plutôt qu'institutionnelle, sept des treize groupes interviewés ont mentionné avoir participé au nom de leur organisation aux forums sociaux mondiaux<sup>78</sup> et régionaux, neuf participent régulièrement à des actions simultanées dans différents pays (*One Billion Rising*, Marche mondiale des femmes, marches contre la guerre en Irak, etc). Trois militantes ont affirmé avoir pris part à des mobilisations locales contre les politiques d'un autre pays (contre l'apartheid Israélien et le Gouvernement Iranien concernant la condition des femmes dans ce pays) alors que deux militantes ont pris part à des mobilisations concernant une cause se déroulant dans un autre pays<sup>79</sup>

Sept des militantes font partie d'organisations qui sont actives dans le transfert de ressources, de savoir-faire et d'informations à l'international (principalement dans la région de l'Asie du Sud) et cinq œuvrent dans la diffusion de pratiques. Elles sont huit à œuvrer à la construction ou à la consolidation d'organisations non gouvernementales internationales, principalement sur une base régionale. Aucune des militantes n'a mentionné d'action dirigée vers les organisations internationales,<sup>80</sup>

---

<sup>78</sup> La tenue du Forum social mondial à Mumbai, capitale de l'Inde, en 2004 a d'ailleurs suscité la participation de plusieurs militantes indiennes.

<sup>79</sup> Les militantes faisaient ici référence au cas de la jeune Malala Yousafzai du Pakistan. Plusieurs actions ont été organisées en solidarité avec cette adolescente qui s'est fait connaître pour sa lutte contre les talibans qui empêchaient les femmes d'aller à l'école. Elle est depuis une militante reconnue à l'internationale, elle est aussi la plus jeune récipiendaire du Prix Nobel.

<sup>80</sup> Il est important de rester vigilant-e quant aux chiffres présentés ici. Ils confirment l'utilisation de certains types d'action de façon non exhaustive. La méthodologie d'enquête demandait aux militantes de témoigner de l'utilisation de stratégies transnationales en décrivant leurs pratiques. Il est hautement probable qu'une part des femmes rencontrées aient oublié certaines actions ou n'aient pas conscience d'une part des activités de leur organisation. Il s'agit d'une des limites de l'étude. Pour la contourner, il

mais trois d'entre elles se sont déjà mobilisées contre une multinationale (POSCO et des compagnies pharmaceutiques notamment). Aucune n'a affirmé avoir participé à un contre-sommet. Finalement, quatre des militantes ont mentionné participer à des réseaux et entretenir des échanges informels de solidarité basés sur leurs affinités politiques. On parle ici, par exemple, d'envoi de messages de solidarité ou d'appui reçus de l'étranger. Ces démarches entrent difficilement dans une catégorie, mais contribuent à renforcer les rapports transnationaux et à augmenter les capacités d'action puisqu'elles augmentent le sentiment de solidarité et de proximité entre les militantes.

Il apparaît évident que les types d'action utilisés par les organisations et les militantes rencontrées sont variés. Ils se déploient au niveau international, régional et binational, dans les organisations gouvernementales internationales, les organisations non gouvernementales, les forums sociaux et dans la rue. Au-delà de l'utilisation ou de la non-utilisation de certaines stratégies, les militantes ont aussi mentionné des priorités et des préférences découlant entre autres de leurs perceptions et de leurs analyses de la scène internationale et des rapports de pouvoir qui la traversent. Ces priorités et ces préférences concernent premièrement le choix de certaines de vivre leur engagement transnational localement, régionalement, avec des personnes et des organisations situés dans le Tiers-Monde ou étant racisées en occident. Cela se traduit aussi par une réticence marquée pour certaines formes d'organisations internationales. Or, ces priorités et ces choix s'accompagnent de la certitude pour l'ensemble des militantes rencontrées que le transnational est important.

---

aurait été nécessaire de rencontrer plusieurs militantes de chaque organisation ou de lire l'ensemble des rapports des activités (pour les organisations qui ont des rapports d'activité).

#### 4.1.1. Le transnational localement, régionalement et au Tiers-Monde

Le troisième chapitre a révélé que plusieurs militantes ont un attachement à une sororité qui reconnaît son hétérogénéité ainsi que les rapports de pouvoirs qui la traversent. De plus, certaines considèrent que la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme sont des objectifs intrinsèquement liés à la lutte féministe. Il s'agit d'une conception de la sororité fondée davantage sur un engagement productif et le ressèment autour d'objectifs partagés. Cette lecture des solidarités se reflète encore dans les expériences transnationales passées de plusieurs des militantes de Delhi. Huit des femmes rencontrées ont des préférences pour les types d'actions et les alliances qui s'appuie sur cette lecture de l'hétérogénéité de la sororité. Concrètement, elles priorisent des échanges transnationaux qui se vivent localement, régionalement ou avec des femmes qui partagent une expérience ou une lecture similaire de la postcolonie, dans le Tiers-Monde ou en occident (c'est-à-dire avec des femmes du Tiers-Monde ou des femmes racisées en occident et parfois celles qui s'en solidarisent). C'est par exemple le cas de Mary du NWIF pour qui les expressions de solidarité s'expriment souvent localement :

Nous travaillons principalement localement. Par exemple, il y a eu une attaque sur la Palestine par Israël qui a bombardé des hôpitaux et des écoles. Nous avons organisé des manifestations devant l'ambassade d'Israël ici à Delhi. De la même façon, en Iran, nous soutenons le gouvernement Iranien qui a droit à l'autodétermination. En même temps, nous sommes opposées à la répression que vivent les femmes là-bas. Nous sommes allées à l'ambassade et nous avons soumis un mémoire. Nous exprimons souvent notre solidarité de cette façon, ici en Inde.

Il s'agit d'un type d'action privilégié par l'organisation de Mary, mais celle-ci n'exclut pas la participation à d'autres types d'action à l'international puisqu'elle parle aussi avec beaucoup d'enthousiasme de ses participations à la *WIDF* qui rassemble principalement des organisations de femmes du Tiers-Monde.

Jyothi (CSR), quant à elle, utilise le concept du féminisme indigène :

Comme beaucoup d'organisations féministes en Inde, nous nous sentons plus proches d'un féminisme indigène. J'ai pris cette posture dès le début de l'organisation [...] Nous préférons travailler localement (indigenously) qu'internationalement. Ça ne veut pas dire que nous ne participons pas à des initiatives internationales. Nous ne sommes pas très connectées aux organisations internationales. Nous avons déjà participé au CSW à l'ONU. Dans les années 1990, nous avons participé au *Center for Asia Pacific Women in Politics*. Mais pas beaucoup et nous n'avons pas réellement continué. [...] Connecter avec les institutions internationales qui travaillent sur le genre ? Peut-être sommes-nous ignorantes. Nous ne savons pas vraiment ce qui se passe là-bas. Mais, nous voulons travailler dans une relation égalitaire. Très peu le sont [...]

Comme le démontrent ces témoignages, dans les pratiques courantes de ces organisations, il y a une préférence marquée pour le travail qui se fait au niveau local et régional parce qu'à leurs yeux, les chances que les pratiques soient plus égalitaires sont fortes. Le CSR insère aussi dans sa stratégie transnationale un éventail de stages et de bourses d'études pour accueillir des étudiant-e-s<sup>81</sup> et des militant-e-s dans ses bureaux. Ce choix stratégique est cohérent avec la posture de Jyothi qui considère qu'une large part des organisations internationales globales a des pratiques inégalitaires qui ne reflètent pas les pratiques ou les priorités des femmes du Tiers-Monde. Son organisation a donc, à travers les années, fait le choix de s'inscrire dans des rapports qui sont jugés égalitaires, et ces rapports égalitaires impliquent que des femmes qui vivent des contextes similaires travaillent ensemble. Ces préférences existent aussi chez Nirantar, Sangat, AIPWA, la Nirantar, Saheli et Jagori. Elles ne s'expriment pas toujours par le retrait des organisations globales. Parmi ces huit organisations, Nirantar, Jagori et Saheli participent tout de même aux grands forums des organisations internationales et souhaitent y maintenir une présence lorsqu'elles en ont la chance.

---

<sup>81</sup> Les stages sont ouverts aux hommes et aux femmes.



Les représentantes de AIPWA, du CSR, de Sangat et du NWIF ont présenté les restrictions quant à la participation à certains types de réseaux. Dans les cas de Sangat, AIPWA et du CSR, il s'agit des grands forums internationaux. Dans le cas de la NWIF, les collaborations avec des ONG financées par des entreprises sont exclues. AIPWA n'y participe pas parce que l'action au sein de ces forums est considérée futile et que le groupe se concentre uniquement sur ce que ses membres évaluent être des solidarités effectives :

[...] Nous n'avons été intéressées que dans les solidarités. Nous n'avons pas du tout été impliquées dans les structures de l'ONU ou les réseaux formels. Nous sommes d'ailleurs très inquiètes à propos de ces derniers [...] je ne veux pas dire que c'est complètement futile, mais réellement, je n'en fais pas ma priorité. Nous avons d'autres priorités. Au niveau des solidarités, on en a eu beaucoup. À un certain niveau, nous ne sommes intéressées que par des groupes dont l'agenda était de dire aux gens de leurs propres pays que le viol n'est pas quelque chose qui n'arrive qu'en Inde, que la culture du viol est un phénomène international.

De telles contingences peuvent être associées aux revendications anti-impérialistes qui teintent la lecture féministe de cette organisation. Il s'agit d'une démonstration qu'il existe un lien important entre les choix stratégiques d'une organisation et la conception du féminisme qui y est cultivée. Dans ce cas, Deepta et son organisation ont une vision du féminisme qui est liée aux luttes anticapitalistes et anti-impérialistes. En ce sens, des individus ou des organisations perçus comme capitalistes ou impérialistes peuvent difficilement devenir de potentiels alliés ou sites d'alliances. En somme, dans les expériences de contacts transnationaux des militantes, on observe des préférences et des priorités au niveau des types d'actions, des lieux d'engagement et de la nature du partenaire potentiel. Ces choix stratégiques précèdent les points de rencontre qui se sont produits dans le cadre de la mobilisation de l'hiver 2012-2013. Conséquemment, on peut présumer que pour plusieurs des organisations rencontrées, les orientations stratégiques quant aux alliances et aux collaborations avec des femmes ou des organisations occidentales sont déterminées

bien avant les expériences vécues au cours de la mobilisation étudiée et donc qu'un tri est déjà fait qui limite les points de rencontre.

#### 4.1.2. Le transnational est important

Bien que certaines organisations limitent leurs collaborations, il apparaît clairement que les solidarités transnationales font partie intégrante des stratégies d'action politique qu'elles déploient et qu'elles y occupent même une place importante. Pour ces organisations, les actions de solidarité au-delà des frontières sont naturelles et spontanées. Elles sont sources de soutien, d'apprentissage et permettent de rompre l'isolement. Il s'agit d'une stratégie efficace et nécessaire pour transformer la condition des femmes dans leur pays, dans leur région et à travers le monde. Lorsqu'on écoute leurs témoignages, les militantes sont unanimes : il est naturel et important de s'allier aux femmes d'autres pays. Pour Deepta (AIPWA), spontanément, les militantes ont tendance à se mobiliser pour soutenir des enjeux ailleurs : « quand il y a eu l'histoire de Malala au Pakistan, nous étions nombreuses à sortir nos pancartes, spontanément. Je pense que c'est vraiment naturel, ça arrive tout le temps ! ». Pour Saksji (Nirantar), il s'agit d'une stratégie courante puisque les enjeux ne s'arrêtent pas aux frontières : « Nous participons à différents forums de différentes façons. L'une des choses que j'ai comprises c'est que Nirantar situe son travail aussi à l'international parce que parfois on a l'impression que certains enjeux ne concernent pas que Delhi ou l'Inde. Ça concerne les pays à l'étranger aussi. » Pour Mary (NWIF), l'expérience leur a appris qu'il est important d'être nombreux : « Nous réalisons que dans ce pays, il y a beaucoup d'enjeux, des enjeux de cruciale importance. C'est mieux lorsque plus de groupes s'attaquent à ces enjeux. C'est ce que nous avons expérimenté dans le passé. ». Ces témoignages confirment le caractère « naturel » et courant des stratégies transnationales au sein des agendas politiques de ces groupes qui voient en elles un élargissement de leurs opportunités politiques (Ray, 1999).

L'utilisation de ces stratégies est facilitée selon Mary (NWIF) par ce qu'elle appelle le rapetissement du monde : « le monde est devenu vraiment très petit. Les technologies de l'information, les communications, les technologies de transport, tout a ramené les gens et les pays plus proches. » Cette facilitation des rapports internationaux grâce notamment aux nouvelles technologies est une bénédiction pour elle puisqu'à ses yeux, dans un contexte où « le monde [...] est dirigé par les politiques néolibérales » qui traversent les frontières, il est essentiel d'envisager les enjeux collectivement. Elle explique :

[...] dans la majorité des pays, les impacts [des politiques néolibérales] sont presque les mêmes. Donc c'est vraiment important de comprendre, comment la vie des gens est devenue et quelles leçons nous pouvons apprendre de ces expériences. [...] le Gouvernement de l'Inde essaie d'introduire les investissements de fonds internationaux, même dans les systèmes de distribution public<sup>82</sup>. Pareil comme au Brésil. Comme nous avons des liens avec les organisations de femmes Brésiliennes, nous essayons de comprendre comment ils [le Gouvernement du Brésil] implantent cette politique et quels sont les paramètres là-bas. Nous faisons des liens partout [...] On doit échanger le plus d'informations possible sur le développement de ces processus parce que internationalement, les pays se comportent de façon similaire, donc on peut comprendre rapidement.

Pour Mary, il est clair que la participation aux échanges sur une base transnationale est incontournable puisque celle-ci permet aux militantes de mieux comprendre les processus opérants dans les différents pays de façon simultanée, tout en pointant le poids des contextes politiques variés. Uma et Gauri (CREA) partagent ce point de vue : le transnational s'avère un choix très utile, à condition de prendre en compte la diversité des contextes.

[...] ça va ruisseler (*trickle down*). Nous travaillons avec une organisation ou un réseau, ils ont leur communauté, d'une certaine façon, ça va

---

<sup>82</sup> Le système de distribution publique Indien est un programme public qui vise à assurer la sécurité alimentaire de la population. Plusieurs ingrédients (grains, des lentilles, du riz, du sucre, etc) ou combustibles de cuisson sont distribués à la population défavorisée à travers des stations de rationnement qui sont présentes dans plusieurs états.

descendre ensuite dans leur réseau. [...] Notre expertise s'est toujours bâtie sur le contexte indien. Ça n'a pas rapport d'aller au Canada par exemple pour parler de sexualité ou de droits humains sans contextualiser. Travailler avec d'autres organisations, ça aide parce que ça te ramène les deux pieds sur terre, d'autre façon, ce qui arrive en Inde ne ferait aucun sens. Et des leçons doivent en ressortir. Et pour apprendre ces leçons dans d'autres contextes, c'est aussi important de comprendre leur contexte.

Uma et Gauri (CREA) relie également cet apprentissage et interinfluence à un travail en collaboration à l'international :

Nous avons le sentiment qu'il est essentiel de travailler en réseau avec d'autres organisations, de les influencer d'une façon ou d'une autre et d'être soi-même influencées aussi. Apprendre de leur travail, de leurs stratégies - les stratégies qu'elles ont utilisées pour lutter sur les enjeux sur lesquels nous travaillons toutes. Nous pouvons partager nos apprentissages aussi. C'est cette voie que nous souhaitons emprunter. Si nous souhaitons réellement atteindre notre vision, nous devons créer différents réseaux, différentes coalitions à travers le monde.

Pour elles, mieux connaître ce que les autres font et faire connaître ce que CREA fait ajoutent à la force du mouvement. En plus d'observer une utilité pédagogique (cinq mentions) et stratégique liée au partage des expériences et des connaissances, les militantes rencontrées pensent aussi que cette approche a l'effet psychologique de rompre l'isolement et de se sentir plus fortes collectivement (cinq mentions). Il ressort de l'examen des choix stratégiques antérieurs à la mobilisation étudiée que les groupes rencontrés ont déjà un historique de collaboration varié avec des femmes à l'international. Cet historique est le résultat de l'analyse que les organisations font de la scène internationale et des rapports entre femmes.

#### 4.2. Retour sur les points de rencontres dans la mobilisation

Dans le chapitre précédent, les sept points de rencontre identifiés par les militantes ont été présentés. L'angle d'analyse portait principalement sur l'adhésion aux

critiques féministes postcoloniales et sur leur perception des échanges. Il était question de savoir si elles en ressortaient avec une lecture positive ou négative, égalitaire ou pas. Dans cette section, l'objectif est d'observer leurs choix stratégiques et la justification de ceux-ci. En définitive, il est question de comprendre ce qui motive leurs collaborations ou leurs ruptures et s'il y a un lien avec les analyses formulées dans le précédent chapitre et la construction de leurs solidarités. Afin de se remémorer les perceptions des militantes et donc de faciliter la mise en relation entre les perceptions et les choix stratégiques, nous utilisons un tableau synthèse (Figure 4). Ce tableau présente les points de rencontre, les organisations et personnes qui y ont participé, l'utilisation des critiques des postcoloniales (de façon positive ou négative), s'il est perçu comme un espace égalitaire ou inégalitaire ainsi, que les éléments d'analyse supplémentaires qui y ont été ajoutés.

Figure 4 : Tableau synthèse des perceptions face aux points de rencontres

Point de rencontre	Organisations ou militantes	Utilisation des critiques des féministes postcoloniales		Égalitaire (E) ou inégalitaire (I)	Autre
		Positive	Négative		
One Billion Rising	Sangat Change.org Jagori CREA NWIF CSR Journaliste	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaissance des spécificités du contexte indien (2)</li> <li>• Fonctionnement démocratique (1)</li> <li>• Reconnu comme un espace de solidarité (3)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Homogénéité de la sororité (1)</li> </ul>	E : (3) I : (1)	Critique anti-impérialiste (1)
Rapporteuse spéciale ONU	WSS CREA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaissance des spécificités du contexte indien</li> <li>• Reconnaissance de l'hétérogénéité de la sororité</li> </ul>		N/A	
Conférence internationale LSE	AIPWA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnu comme un espace de solidarité</li> <li>• Engagement des participantes contre les discours essentialistes et occidentalocentristes</li> </ul>		E	
CSW à New York	CREA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Essentialisation des femmes et des hommes indien-ne-s</li> <li>• Homogénéité de la sororité</li> </ul>	I	Associé aux propos des médias occidentaux
Étudiant-e-s et documentaristes	AIPWA Journaliste		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Occidentalocentrisme et inégalité de l'ignorance</li> <li>• Essentialisation des femmes indiennes – différentiation</li> </ul>	I	
Harvard Task Force	Signataires des entrées de Blog – Kafila AIPWA		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Essentialisme et différentiation</li> <li>• Occidentalocentrisme et inégalité de l'ignorance</li> <li>• Absence de solidarité</li> <li>• Homogénéité de la sororité</li> </ul>	I	
Solidarités spontanées	CSR AIPWA NWIF Jagori	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnu comme un espace de solidarité</li> </ul>		E	Plusieurs solidarités spontanées au sein de l'Asie du Sud

*One Billion Rising*

Sur sept militantes, quatre parlent en termes positifs de cette initiative et semblent souhaiter continuer leur collaboration. Il s'agit de Shreeya (change.org) et de Rupa (Sangat) qui jouent un rôle dans l'organisation de l'événement. Mary (NWIF) et Sita (Jagori) avaientt elles aussi une appréciation positive en soulignant la qualité des solidarités qui en émergent. Cette dernière considère aussi l'efficacité stratégique de l'action :

Lorsqu'on dit *One Billion Rising*, on ne le dit pas pour le plaisir de le dire, on se lève parce qu'on veut que le gouvernement en prenne note [de nos revendications] et nous voulons que la population réalise ce qui se passe. En fait, dans la prochaine année, la campagne va insister sur la justice pour les cas de violences envers les femmes. La dernière fois nous nous sommes levées contre la violence, tout le monde s'est levé. Cette fois-ci, ce sont les gens qui demandent pour plus de justice. En Inde, le taux de conviction est minimal !

On comprend de ce témoignage que Sita voit une résonance locale dans la revendication globale de *One Billion Rising* et qu'elle perçoit l'action comme efficace et pertinente dans son contexte. Avec des propos similaires, Mary (NWIF) explique qu'elle a apprécié sa participation puisqu'elle y a vu l'occasion d'utiliser la force du mouvement international pour mettre plus de poids sur les revendications domestiques : « Nous avons utilisé cette opportunité pour se rassembler une fois de plus pour dire non à la violence. Une fois de plus, nous avons demandé des législations plus fortes. Donc d'une certaine façon, nous l'avons utilisée pour pousser nos revendications locales ». En rappelant l'efficacité de l'action, de la stratégie transnationale et sa pertinence dans son contexte, Mary réaffirme sa collaboration. De leur côté, les militantes de CREA ainsi que Shilpa (la journaliste) y ont participé sans commenter l'événement. Jyothi (CSR) est donc la seule à en ressortir déçue. Dans un témoignage présenté dans le chapitre 3, elle associait cet évènement aux autres types de démarches transnationales qui fonctionnent sur des bases inégales et qui sont

incapables de prendre en compte la diversité de l'expérience des femmes à travers le monde ni même dans ce cas-ci celles qui existent au sein même d'une même société. Ce sont des démarches auxquelles elle ne souhaite pas participer et ici, elle fait réellement le lien entre ces critiques et son refus de collaborer.

En somme, celles qui y ont vu des rapports égalitaires, qui considèrent que l'évènement ne se prêtait pas aux critiques des féministes postcoloniales et qui y ont vu une utilité stratégique ont souhaité y collaborer. Jyothi qui y a vu un évènement s'organisant dans un contexte inégal, incapable de prendre en compte la réalité des femmes avec lesquelles elle travaille, a, quant à elle, souhaité s'en distancier. Ainsi, pour cet évènement, il y a une concordance entre la perception d'évoluer dans une organisation qui respecte leurs réalités et leurs priorités ou pas et la volonté de participer à l'organisation.

*Rapporteure spéciale des Nations unies sur la violence faite aux femmes*

Le témoignage de Meenakshi et Bindu du WSS est très succinct quant à leur collaboration avec la *Rapporteure spéciale des Nations unies sur la violence faite aux femmes*. Celles-ci avaient mentionné qu'elles considèrent que la rencontre qui a mené à la rédaction du rapport et le contenu de ce dernier reconnaît les spécificités du contexte indien ainsi que l'hétérogénéité de la classe des femmes. Elles avaient participé à la collecte de donnée et suite à son analyse, elles en recommandent la lecture. Nous pouvons donc conclure qu'en en faisant la promotion, elles collaborent à son succès et à son rayonnement. Dans le cas de ce point de contact, il existe donc aussi une adéquation entre les perceptions et les volontés de collaborer.



*Conférence internationale – London School of Economics and Political Science - collaboration*

Du point de vue de ses perceptions, Deepta de AIPWA explique avec beaucoup d'enthousiasme que ce point de rencontre ne se prêtait pas aux critiques des féministes postcoloniales. Lorsqu'elle parle de sa participation, de son utilité et de ses conséquences, Deepta souligne plusieurs éléments. Premièrement, à la question « croyez-vous que le fait d'avoir eu des relations avec ces groupes vous a aidé dans la mobilisation ? » elle répond :

Pas dans l'immédiat, mais je pense vraiment que le fait que ce mouvement ait eu un impact international veut dire que les gens qui se sont organisés dans d'autres pays ont aussi été inspirés et voulaient utiliser l'exemple du gouvernement indien pour créer des mouvements similaires dans leur propre pays. Dans ce sens, c'était important !

Dans cette citation, elle souligne l'effet d'entraînement qui découle du fait de partager les expériences de lutte et elle est convaincue que ce contact aura eu des impacts. Par ailleurs, elle confirme que ce qu'elle a vécu avec ces groupes correspond aux attentes qu'elle a d'une alliance productive :

Je travaille avec ces groupes en Grande Bretagne qui ont soulevé cet enjeu en Grande Bretagne. Nous envisageons des engagements productifs strictement avec des groupes comme ceux-ci. Ces groupes ont agi lorsque nous avons eu cette campagne « *Fearfree Freedom* »<sup>83</sup>, ils ont démarré une campagne « *Fearfree Freedom* » chez eux. En solidarité avec le

---

<sup>83</sup> La campagne *Fearfree Freedom* est un des noms donnés à la mobilisation étudiée. Cette appellation est utilisée plus largement par les membres de l'AIPWA et les étudiant-e-s. Kavita Krishnan, représentante de AIPWA explique dans un article sur Kafilal'esprit et la signification de cette campagne : « La vérité c'est qu'il y a plusieurs couches. Si nous étions effectivement en mesure d'entendre ces voix qui souhaitaient « protéger les femmes et venger les viols », il y avait aussi une part toute aussi significative de gens qui luttait pour être entendus et qui se sont fait entendre contre toute attente. Ces voix étaient celles demandant la liberté sans peur (*freedom without fear*), qui affrontaient la culture du viol où la victime est systématiquement blâmée et cherchant à assurer l'imputabilité de l'État pour la liberté et à l'autonomie des femmes. [Pour lire le texte complet : <https://kafila.online/2013/12/15/the-anti-rape-movement-the-political-vision-of-naari-muktisabki-mukti-kavita-krishnan/>]

mouvement indien, mais aussi en soulevant les enjeux dans leur propre pays.

Elle confirme donc qu'elle est engagée dans cette relation parce que ces allié-e-s ont agi chez eux en solidarité, qu'ils contribuent à la lutte mondiale contre le viol et n'essentialisent pas l'enjeu des violences sexuelles (n'en font pas un enjeu propre à une région du monde). Or, on comprend que les critères de Deepta quant à ses alliances internationales sont la conséquence directe de sa lecture qui est influencée par les analyses féministes postcoloniales.

#### *Le CSW à New York - collaboration*

Suite à leur participation à la conférence internationale du CSW vers la fin de la mobilisation étudiée (4-15 mars 2013), l'équipe de CREA a décidé de rédiger un article destiné aux femmes qui participent à ces forums ainsi qu'aux médias occidentaux afin de rappeler que le viol est un enjeu global, ce qui touche donc l'occident aussi. Elles en profitent aussi pour situer la question dans le contexte des relations Nord-Sud. Elles expliquent :

Nous avons vraiment tenté d'être lues hors de l'Inde parce que c'est là que ça avait du sens et nos collègues qui ont participé au CSW à New York trouvaient que c'était conséquent avec les discussions qui y avaient lieu. [...] Nous souhaitions nous concentrer sur le tout, surtout profiter du fait que l'attention du CSW était sur la violence contre les femmes et que ça a entraîné beaucoup de discussions.

Sans refuser de collaborer au CSW, l'équipe de CREA décide d'agir au sein de la communauté internationale qui œuvre sur la question de la violence faite aux femmes pour y transformer les mentalités et construire des rapports plus égalitaires. CREA, qui a formulé des critiques qui relèvent du féminisme postcolonial, a choisi une voie mitoyenne qui allie la collaboration et la lutte à l'intérieur de l'instance. Ce choix est cohérent avec l'importance accordée aux forums transnationaux dans les

engagements de l'organisation et avec les lectures des rapports Nord-Sud et du féminisme qui sont portées par celle-ci.

*Étudiant-e-s de journalisme et documentaristes*

Après les échanges avec les étudiant-e-s et les documentaristes, Deepta et Shilpa sont sorties de l'échange en colère et ont tenu des propos très durs à l'égard des étudiant-e-s. Elles ne considèrent pas ces étudiant-e-s comme des allié-e-s et ces rencontres ne représentent manifestement pas des sites de solidarité effective. Il n'y a plus eu d'échanges suite à cette rencontre. Lorsque Deepta parle de son état d'esprit suite à la rencontre, elle se décrit comme furieuse (*pissed off*) et complètement déçue. Néanmoins, cette réaction ne signifie pas que Shilpa et Deepta ne souhaitent plus travailler avec des étudiant-e-s ou des documentaristes (autres que ceux et celles rencontrés à ce moment). À preuve, les deux ont été enthousiastes à rencontrer différents chercheur-e-s<sup>84</sup> ou documentaristes qui étaient présent-e-s au moment de la collecte de données pour le présent mémoire. On comprend donc qu'il existe une forme de jugement au cas par cas des collaborations dans lesquelles les militantes s'engagent et, à l'inverse, refusent de participer. Ce jugement au cas par cas est lié aux critiques postcoloniales, mais il n'est pas possible d'observer de choix stratégique systématique.

---

<sup>84</sup> Tel que mentionné au chapitre 2, nous avons aussi observé des réactions similaires (quoi que moins fortes) dans le cadre de nos entrevues. Il est arrivé à trois reprises que des personnes interviewées expriment de l'impatience et de l'irritation pendant une entrevue dans des contextes analogues aux discussions ici présentés. Il s'agit des entrevues avec Jagori, avec la NWIF et avec Sangat. Dans les trois cas, les militantes ont souligné avec fermeté les maladroites de la chercheuse et ont continué les entrevues. Ces incidents peuvent se rapprocher, à certains égards, des échanges rapportés dans la présente section et réaffirment l'importance du concept d'inégalité de l'ignorance chez les femmes interviewées. Rappelons que pendant et après la mobilisation, énormément d'étudiant-e-s et de documentaristes occidentaux sont venus pour étudier les événements. Plusieurs militantes sont ressorties agacées de ces échanges qui parfois étaient teintés d'occidentalocentrisme, d'ignorance du contexte et de l'histoire du mouvement des femmes indiennes et d'essentialisme

### *Harvard Task Force*

Dans le cas du *Harvard Task Force*, la réception de l'initiative du *Harvard Task Force* était unanimement négative et les militantes estimaient que le rapport était inégal. En termes de collaboration, le refus a été tout aussi unanime. Il était déjà clair dans les blogs que le dialogue était rompu et que les auteures étaient dans un esprit de dénonciation plutôt que de collaboration. Les militantes ne souhaitaient pas collaborer parce que leur participation n'avait pas été sollicitée. Dans le texte, *Dear Sisters and Brothers* (annexe F), Nivedita Menon souligne avec ironie l'occasion ratée de travailler en collaboration, conséquence de l'ignorance des instigatrices du contexte dans lequel elles interviennent :

Peut-être êtes-vous au courant que l'État indien a mis en place un décret sur les agressions sexuelles qui ignorent plusieurs recommandations de la *Commission Justice Verma*? Si ce n'est pas le cas, nous serions heureuses de vous fournir une copie du décret ainsi qu'une charte que nous avons préparée et qui détaille quelles recommandations ont été acceptées, et lesquelles ont été rejetées. Cet outil pourrait être utile dans vos efforts pour conseiller notre Gouvernement. Ce qui est merveilleux avec la sororité c'est que c'est tellement global, le féminisme a bâti des connections internationales tellement puissantes – tellement fortes, que dès que nos sœurs du premier monde voient que nous sommes incapables de gérer nos propres problèmes dans nos pays, elles interviennent immédiatement pour nous sauver et nous offrent le support et l'encadrement nécessaire. Nous en sommes réellement reconnaissantes!

Il ressort de cet extrait que les militantes auraient souhaité, pour que l'expérience soit jugée pertinente et digne d'y participer, que les états-uniennes à l'origine du projet les consultent et les invitent à collaborer afin de mieux connaître le terrain sur lequel elles intervenaient et ainsi ne pas agir en sauveuses. Ce refus de collaborer se confirme lorsque les organisatrices du *Task Force* ont souhaité organiser un séminaire à Delhi au mois d'août 2013. Afin de planifier l'évènement, elles ont tenté de contacter des représentantes des différents groupes de femmes de la capitale de

l'Inde. Deepta explique pourquoi la majorité des militantes de Delhi a refusé de participer :

[...] La majorité d'entre nous n'y va pas. Une part de celles qui devaient prendre la parole ont annulé leur participation parce qu'elles ne souhaitaient pas faire partie de cette démarche. Un des grands conférenciers invités c'est Soni Sorabjee qui est un grand juriste, mais il est lui-même accusé de harcèlement sexuel. De plus, il ne connaît absolument rien au mouvement des femmes. Pourquoi est-ce que Soni Sorabjee est le conférencier vedette ? Indrajit Singh est invitée aussi, mais elle est relayée au deuxième plan. Pourtant, Indrajit Singh est extrêmement importante en termes de jurisprudence féministe en Inde et ils ne l'ont pas invitée à être la conférencière principale, ils invitent l'autre. Donc la majorité d'entre nous n'y va pas. En plus, ils organisent l'évènement en collaboration avec une firme de droit... Une firme de droit privée !!!

Dans cet extrait, Deepta souligne les raisons qui expliquent pourquoi plusieurs militantes de Delhi ont fait le choix de ne pas participer au séminaire. Ici, non seulement, une organisation sensée œuvrer pour les droits des femmes et contre les violences sexuelles invite un homme qui aux yeux de Deepta est tout à fait inapproprié dans le contexte, mais cette invitation témoigne aussi de l'ignorance des organisatrices du contexte et de l'histoire du mouvement des femmes à Delhi, des priorités de ce mouvement et de son fonctionnement. En fait, selon le témoignage de Deepta, leur mouvement et leur apport n'est même pas réellement considéré compte tenu des invitations qui sont faites. Il s'agit d'une certaine façon de la continuation des erreurs produites au moment du lancement de l'initiative plus tôt dans l'année. En somme, les initiatives du *Harvard Task Force* se soldent une fois de plus par un refus de collaborer, ce qui est cohérent avec les critiques qui lui sont adressées par une partie du mouvement des femmes de Delhi.

### *Solidarités spontanées*

En termes de choix stratégiques, comme il a été mentionné, ces solidarités spontanées ne donnent pas toujours lieu à des contacts directs, la notion de choix ne se pose donc pas systématiquement. Néanmoins, il est intéressant de remarquer que plusieurs militantes déclarent s'adonner à ce type d'action de solidarité (AIPWA, Saheli, NWIF, AIDWA, Jagori) et qu'elles ont de l'estime pour cette façon de s'organiser. Cela peut être perçu comme une ouverture à la collaboration et une forme de mutualité qui s'imbrique dans la notion de solidarité développée par Mohanty (2006). Pour ce point de rencontre, il y a donc cohérence entre les perceptions, le sentiment de solidarité et d'égalité puis l'ouverture à la collaboration qui en résulte.

#### 4.3. Discussion des résultats : entre collaboration, rejet et évitement

Dans la section précédente, nous avons présenté les différents points de rencontre, selon la volonté ou le refus des militantes de collaborer avec les organisations ou les militantes provenant de l'international. Notre objectif était de comprendre si leurs choix stratégiques étaient liés aux perceptions des militantes présentées au chapitre précédent et quelles étaient les motivations à collaborer ou au contraire à rejeter une tentative de solidarité. Sur les sept points de rencontre, cinq points de rencontre se sont soldés par une collaboration ou une ouverture à la collaboration et deux par une rupture<sup>85</sup>. Les décisions stratégiques étaient sensiblement cohérentes avec les perceptions qui avaient été décrites dans le chapitre trois. Lorsque les militantes utilisaient les critiques des postcoloniales, elles refusent généralement de collaborer. C'est le cas de Jyothi du CSR dans le cas de *One Billion Rising*, de toutes les femmes qui ont commenté l'expérience du *Harvard Task Force* et, dans une certaine mesure, des rapports avec les étudiant-e-s et documentaristes occidentaux. À l'opposé, les

---

<sup>85</sup> À cela s'ajoute le départ du CSR qui a mis fin à sa collaboration à *One Billion Rising* alors que les autres organisations y participent.

femmes qui observaient un climat égalitaire et qui ne ressentait pas le besoin de soulever les critiques des féministes postcoloniales ont choisi de collaborer avec les organisations ou les militantes occidentales. Une exception existe à ce portrait et il s'agit des militantes de CREA qui, malgré le constat que les rencontres du CSW ont donné lieu à des discussions qui favorisaient une essentialisation des relations hommes-femmes en Inde et un point de vue occidentalocentriste, ont fait le choix de continuer leur collaboration tout en publiant un article visant à transformer ces perceptions. On peut donc conclure que l'adhésion aux critiques des postcoloniales a des conséquences sur les choix stratégiques des militantes. Sans dire qu'il s'agit du seul critère constitutif du choix stratégique, nous affirmons qu'il s'agit d'un des critères qui mène souvent à une rupture. En outre, le sentiment d'échanger dans une relation égalitaire, qui évolue sur la base de la solidarité, constitue un incitatif à la collaboration dans le contexte de la construction d'alliances transnationales Nord-Sud.

Trois éléments nuancent ce constat. Premièrement, comme nous le mentionnons dans la première section du chapitre, les points de rencontre étudiés s'insèrent dans une histoire et dans un contexte. Pour la majorité des militantes rencontrées, la participation au transnational est une stratégie intéressante dans le cadre de cette mobilisation. Néanmoins, l'intérêt pour les stratégies transnationales est tout de même encadré par des préférences et des priorités qui déterminent l'établissement d'alliances. Ces préférences et ces priorités se concrétisent par rapport aux points de rencontre étudiés. Plusieurs ont exprimé un parti pris pour les luttes locales et régionales ainsi que pour les rapports avec des femmes ou des organisations provenant du Tiers-Monde (ce qui inclut les femmes racisées en occident). Ainsi, la conception de la sororité qui est ressortie de l'analyse de leurs perceptions des points de rencontre s'exprime aussi dans leurs préférences et priorités puis dans leurs choix stratégiques. Pour illustrer ces préférences, l'exemple de Mary (NWIF) qui a réitéré à plusieurs reprises que la priorité reste locale et qu'il est important de respecter le

contexte et les réalités locales même dans la participation aux actions transnationales est éclairante :

Tu vois, notre priorité est nationale. Donc quand quelqu'un, quelque part autour de la terre, est prêt à exprimer sa solidarité, nous sommes contentes d'accueillir ce geste. Notre priorité est locale ! [...] Le transnational, c'est vraiment important, mais ce n'est pas LA chose la plus importante. L'important c'est la mobilisation locale. L'implication des gens sur le terrain, des femmes. C'est notre priorité. Et dans ce contexte, les solidarités internationales sont les bienvenues. Nous ne pouvons pas copier les pratiques provenant de d'autres pays. Nos pratiques doivent convenir à notre communauté, à nos conditions. Nous n'allons jamais dépendre de l'international.

Cette priorité est cohérente avec la volonté d'autres militantes comme Uma et Gauri qui considèrent aussi que le point de départ est et doit être local et doit émerger d'un contexte spécifique :

Notre expertise a toujours eu comme point de départ le contexte indien. Ça n'a pas de sens de travailler sans ce lien. Si je vais au Canada et je travaille sur un enjeu... si je parle de sexualités, des droits humains, je dois contextualiser. C'est aussi vrai pour les organisations ou les réseaux. Nous travaillons avec d'autres réseaux parce que nous y apprenons énormément. Mais ça ne fait aucun sens sans la compréhension de nos différents contextes.

Ce type de commentaire sur l'importance du lien avec le local a été repris par les militantes de Jagori et de Nirantar. Cette priorité renvoie directement à une reconnaissance de l'hétérogénéité de la classe des femmes ainsi qu'à la perception que les stratégies transnationales constituent un complément, et non le cœur du travail des militantes. Plusieurs femmes ont rappelé leurs préférences pour les rapports qui se déroulent sur une base régionale ou avec d'autres militantes du Tiers-Monde ou femmes racisées en occident - c'est le cas du CSR, de AIPWA, de Sangat, de Jagori, de Nirantar, du NWIF et de Saheli. Le témoignage de de Rupa (Sangat) à cet égard est éclairant puisqu'elle se définit comme une citoyenne sud-asiatique plutôt qu'une citoyenne indienne :



J'ai travaillé depuis 37 ans au niveau sud-asiatique, je ne travaille pas beaucoup au niveau de l'Inde. Le cœur de mon travail, c'est au niveau de l'Asie du Sud, pour la solidarité et la coopération en Asie du Sud et je m'identifie à cette région bien avant de m'identifier à ma citoyenneté indienne. Je dis ça parce que je crois que sans la paix en Asie du Sud, nous ne pouvons pas réellement atteindre le développement.

On comprend que le développement des alliances sur une base transnationale est aussi lié au fait de se situer à l'intersection de plusieurs rapports d'oppression. Ici, il est surtout question de croiser les oppressions liées au patriarcat à celles résultant des inégalités découlant du fait d'être racisées. Lakshmi de Saheli exprime très bien cette solidarité spontanée du Tiers-Monde:

Nous réalisons que nous vivons dans un monde où nous sommes également opprimées. Aux États-Unis, c'est avec les femmes racisées. Je veux dire que si nous avons à faire quelque chose sur une base internationale, je suppose qu'avec les femmes de couleur nous pourrions construire beaucoup de solidarités.

Les militantes évaluent que l'international fait partie des espaces politiques où elles souhaitent déployer des actions, mais leurs solidarités ne sont pas nécessairement universelles, jusqu'à preuve du contraire. Leur compréhension de la cause féministe prend en compte les oppressions liées à la « race »<sup>86</sup> et aux rapports Nord-Sud. Leurs alliances aussi.

Le fait de circonscrire avec des préférences et des priorités l'espace dans lequel s'exprime la solidarité a un autre effet. La majorité des points de rencontre dont les militantes nous ont parlé avaient déjà passé le filtre des préférences et priorités, ce qui a pour conséquence de réduire l'étendue des possibles points de rencontres. Certaines

---

<sup>86</sup> Ces militantes explorent parfois les oppressions liées à la « race » pour la première fois lorsqu'elles cotoient les milieux internationaux. Certaines d'entre elles ne sont ni racialisées en Inde, ni issues des classes ou des castes inférieures. C'est donc dans le cadre des rapports Nord-Sud qu'elles expérimentent les oppressions liées à la « race ». Néanmoins, il s'agit d'un rapport d'oppression qu'elles incluent dans leurs discours. Par ailleurs, des débats passablement passionnés ont animé les médias Indiens dans les dernières années concernant le racisme ambiant qui existerait dans ce pays (surtout dirigé vers les africains, mais aussi en regard aux communautés indiennes qui ont la peau plus foncée (les habitant-e-s du sud du pays et de certains communautés adivasis).

organisations ne participeront jamais (ou plus jamais) à certains types de tentatives de solidarité. Par exemple, certaines ne souhaitent pas se soumettre à l'exercice des grands forums internationaux découlant des instances de l'ONU ou ne sont pas membres de grandes alliances de groupes de femmes. Les groupes évitent déjà de travailler avec les organisations avec lesquelles elles ne se sentent pas dans un rapport égalitaire ou solidaire à prime à bord. Sans les rejeter, plusieurs établissent très clairement leurs limites et privilégient certains types de solidarité plutôt que d'autres. Cette pratique a pour conséquence d'avoir un échantillon de points de rencontres où il existe plus de rapports de coopération et moins de liens conflictuels. Les tentatives de solidarité qui sont le plus présentes sont celles où il existe un sentiment de réciprocité et où il existe un espace pour la prise de décision et l'expression des priorités locales. Néanmoins, nous pouvons présumer que les femmes qui sont actives dans le cadre des tentatives de solidarités étudiées ou dans les RFFT en général peuvent, dans certains cas, nuancer ou minimiser certaines critiques pour justifier leur participation. Il est donc possible que certaines d'entre elles n'aient pas mentionné certains bémols pour éviter de révéler certaines incohérences dans leurs alliances.

Un dernier constat est ressorti des entrevues, il s'agit du fait que la participation et les modes de participation au transnational sont soumis à un enjeu de mobilité. Dans son texte *Les Subalternes peuvent-elles parler ?*, Spivak (1985) demandait : « Qui accède à l'international ? ». À partir de cette question, elle fait la démonstration que l'espace transnational n'est pas accessible pour toutes et ne prend en compte que les demandes et revendications des femmes faisant partie de la tranche dominante des sociétés du Tiers-Monde. Cette réflexion oblige la reconnaissance de l'hétérogénéité des sociétés de la postcolonie. Or, on remarque que parmi les groupes rencontrés, toutes n'ont pas accès au transnational ou du moins n'ont pas accès à toutes les formes de participation au transnational. Sans qu'une question spécifique soit liée à cet enjeu, près de la moitié (six sur treize) des entrevues ont donné lieu à des difficultés ou des réserves quant à la capacité de participer à certains réseaux et à certains types

d'actions internationales. Certaines participent à un large éventail alors que d'autres se limitent à engager avec l'international à partir de leur pays ou de leur région, faute de moyens. Ces difficultés sont principalement le résultat d'entraves financières. Le coût de participation à certains types de réseau, comme des rencontres qui se déroulent en occident ou qui imposent des vols en avion au-delà de l'Asie du Sud, est prohibitif pour plusieurs organisations. Cette restriction a pour conséquence que, bien souvent, les groupes vont soit se priver de participer, soit n'envoyer qu'une délégation très modeste ou, autant que possible, privilégier des actions locales.

Jyothi du CSR explique le choix de son organisation de ne pas participer aux grandes rencontres internationales : « Je pense que c'est vraiment couteux. Nous avons instauré une règle au CSR qu'aucun déplacement à l'international ne serait financé par l'organisation. Nous ne pouvons pas nous le permettre. » Dans le cas présent, le CSR refuse de participer aux grandes rencontres internationales qui sont de toute façon considérées comme fondamentalement inégales. Il s'agit donc d'un argument supplémentaire pour ne pas y participer. Kadhidja (AIDWA) rappelle quant à elle que certaines personnes dans son organisation participe à des rencontres internationales, mais que ce n'est pas accessible à toutes. Certaines participantes ont développé des stratégies afin d'avoir une participation qui reste adaptée à leurs moyens, Deepta par exemple utilise les nouvelles technologies. Dans le cas de la conférence de la *London School of Economics*, elle a utilisé Skype pour participer à l'échange. Saheli et le WSS ont aussi soutenu que la participation au transnational n'était pas envisageable pour leur organisation malgré un intérêt de leur part. Ajoutons aussi, toutes les militantes des organisations n'y ont pas accès. Le niveau de maîtrise de l'anglais, la capacité de participer à des échanges qui nécessitent un niveau élevé d'éducation et l'accès à un monde principalement composé des élites nationales de chaque pays peuvent aussi représenter des contraintes importantes.

#### 4.4. Mutualité et égalité comme prémisses de l'engagement

Suite à l'examen des points de rencontre, nous observons que lorsqu'un point de rencontre, à travers sa structure, son contenu ou l'attitude des participant-e-s, entraîne des critiques négatives découlant du cadre théorique des féministes postcoloniales, les militantes font presque systématiquement le choix de se retirer ou d'éviter les échanges. Par ailleurs, les militantes ont affirmé que le transnational est important pour elles, mais elles ont également témoigné de priorités et de préférences dans l'établissement de rapports, lesquelles sont cohérentes avec l'adhésion aux critiques féministes postcoloniales. Plusieurs d'entre elles œuvrent en priorité localement, régionalement, avec d'autres femmes du Tiers-Monde ou racisées. Les points de rencontre observés dans la mobilisation sont le résultat de ces préférences et de ces priorités. Ils s'inscrivent dans une tradition d'action qui s'est construite sur la base de l'histoire du mouvement des femmes indien, de son rapport à l'occident et des tentatives de solidarité qui ont précédé celles qui ont ici été analysés. La participation au transnational dans le cas observé reste soumise à certaines contraintes de mobilité qui font que toutes ne peuvent pas systématiquement participer à tous les types de réseaux, notamment en raison de contraintes financières.

Les préférences et les priorités renvoient à deux grandes familles de critères de participation. Les femmes, avant de s'engager, observent si leurs potentielles partenaires respectent un certain nombre de valeurs, d'approches et de pratiques qui renvoient aux analyses postcoloniales. Certains de ces critères ont été exprimés de façon explicite alors que d'autres sont en filigranes dans les choix stratégiques des militantes. Premièrement, plusieurs souhaitent que leurs échanges soient démocratiques, qu'ils leur permettent d'exprimer leurs réalités locales et de s'engager dans des actions qui ont une signification dans leur contexte. Ce critère renvoie à la reconnaissance de l'hétérogénéité de l'expérience des femmes et oblige un caractère égalitaire aux rapports. Deuxièmement, elles souhaitent s'engager

collectivement sur des enjeux qui touchent les femmes partout à travers le monde, mais qui sont réellement traitées de façon globale. Elles ne souhaitent pas « être sauvées » et espèrent une réciprocité dans leurs échanges. Ce critère fait référence à la critique de l'essentialisme et de l'occidentocentrisme. En somme, ces critères de collaboration, qui viennent clore ce quatrième et dernier chapitre, mettent en lumière combien incontournables sont les principes de mutualité et d'égalité dans l'établissement de solidarité effective.

## CONCLUSION

Dans l'introduction de ce mémoire, nous faisons le constat qu'un large pan des analyses du phénomène de transnationalisation se concentre sur la partie institutionnelle et professionnelle du rapport organisationnel, sur la nature des réseaux relayant les intérêts défendus ou sur les éléments contextuels constituant une ouverture ou une entrave à la réussite des campagnes (Voss et Williams, 2011). Les groupes locaux et les militants ainsi que les obstacles ou les incitatifs à leurs participations aux mouvements sociaux transnationaux n'ont suscité que trop peu d'intérêt dans la littérature. Nous en arrivons au constat que l'effet des rapports de domination au sein même des mouvements sur la constitution ou la persistance des réseaux ou des solidarités avait été négligé dans le corpus des mouvements sociaux transnationaux. C'est avec ces constats à l'esprit que nos objectifs de recherche ont été élaborés. L'objectif de ce mémoire est donc de mettre en lumière les effets des rapports postcoloniaux dans la construction de solidarités féministes transnationales durables. Pour atteindre cet objectif, nous avons documenté l'expérience des militantes indiennes dans le cadre des mobilisations anti-viol survenues à Delhi entre le mois décembre 2012 et mars 2013 pour observer les rapports liant des militantes ou des organisations indiennes et occidentales. Grâce aux sept points de contacts identifiés lors de la mobilisation, nous avons été en mesure de relever les perceptions et les lectures des militantes indiennes face à ces tentatives de solidarité et d'observer les effets de ces perceptions sur la volonté de maintenir ces échanges. Cette mise en relation permet d'explorer les limites et les obstacles qui s'opposent à la création d'un « féminisme global » (Dufour, Masson et Caouette, 2010, Ferree et Tripp, 2006, Moghadam, 2005, Mohanty, 2003). Cet objectif a conduit à soulever deux questions majeures : *Dans le cadre de la mobilisation ayant eu lieu à Delhi entre les mois de décembre 2012 et de mars 2013, comment les militantes féministes indiennes ont-elles perçu les tentatives de solidarité déployées par des féministes occidentales? Comment les points de rencontres vécus par ces militantes sont-ils la promesse de*

*liens durables ou au contraire des points de rupture dans les tentatives de solidarité amorcées ?*

L'analyse des données recueillies lors des 13 entrevues nous a mené à plusieurs constats. Dans un premier temps, nous avons observé dans le chapitre 3 que les militantes indiennes intégraient dans leurs analyses les critiques des féministes postcoloniales. Elles ont relevé l'occidentocentrisme de certaines féministes occidentales dans certains des points de rencontre, les processus d'essentialisation et de différenciation à l'œuvre dans les propos ou les actions de ces dernières ou d'organisations occidentales et elles ont critiqué l'utilisation du concept de sororité lorsqu'il homogénéisait l'expérience des femmes. Simultanément, elles opérationnalisèrent ces critiques de façon positive lorsque les tentatives de solidarité mettaient de l'avant des rapports égalitaires, solidaires et aptes à reconnaître la diversité de l'expérience des femmes en Inde et à travers le monde. Concrètement, trois des points de rencontre ont été jugés négativement à l'aide de ces critiques et quatre ont suscité une réaction positive. Leurs perceptions nous renseignent sur une conception de la sororité qui s'exprime plus aisément et naturellement dans leur contexte local, régional ou avec d'autres femmes du Tiers-Monde. Cette conception renvoie à une reconnaissance de la diversité de l'expérience des femmes et des inégalités qui les divisent. Elle se distingue d'une utilisation de la sororité qui aplanit les différences et les conflits qui traversent la classe des femmes. Au contraire, elle exige l'existence d'objectifs communs qui, dans certains cas, impliquent les luttes anticapitalistes et anti-impérialistes.

Au chapitre 4, les militantes de Delhi ont témoigné de leur attachement aux solidarités transnationales et au RFFT. Elles étaient déjà engagées de façon extensive dans ces réseaux, bien avant la mobilisation étudiée. Les perceptions exprimées dans le chapitre 3, à savoir leurs préférences pour les solidarités qui s'expriment dans le contexte local, régional ou avec des femmes du Tiers-Monde, se reflètent dans leurs

choix stratégiques. Aussi, parmi les sept points de rencontre étudiés, nous avons relevé que cinq s'étaient soldés par une collaboration et deux par une rupture des échanges. La plupart de ces décisions étaient cohérentes avec les perceptions exprimées. Lorsque les militantes formulaient négativement des réserves ou des critiques relevant du cadre théorique des féministes postcoloniales, elles refusaient souvent de participer. À l'inverse, lorsqu'elles les articulaient de façon positive, en soulignant qu'elles se sentaient dans une relation égalitaire, solidaire autour d'enjeux communs, elles maintenaient la collaboration. L'ensemble des sept points de rencontre a pour résultat une concordance entre les perceptions exprimées et les choix stratégiques. La seule nuance à cette concordance correspond à une démarche de sensibilisation par les militantes de CREA qui, bien qu'elles aient préféré maintenir leur participation au CSW, ont souhaité intervenir sur les propos des représentantes occidentales. Ainsi, lorsque les militantes ou les organisations occidentales s'exposent aux critiques des féministes postcoloniales, elles risquent de créer des ruptures au sein des RFFT.

Les critiques des féministes postcoloniales font donc partie des éléments constitutifs des choix stratégiques des groupes étudiés. Conséquemment, la construction de rapports de solidarité durables entre des organisations occidentales et du Tiers-Monde exige un effort d'introspection ainsi que la mise en place de pratiques transformatrices autour d'objectifs communs. Dans le cas présent, beaucoup de militantes, en plus d'exiger des rapports égaux, demandent la reconnaissance de leur diversité, de leur agentivité et de leur capacité à édicter leurs propres priorités. Il est donc intéressant pour les franges dominantes du mouvement féminisme, les militantes et les organisations féministes occidentales de se questionner sur leur rapport à ces enjeux. Comment peuvent-elles se renouveler pour intégrer ces pratiques et décoloniser leurs discours et pratiques ?



Concrètement, deux grandes familles de recommandations ont émergé des entrevues. Il s'agit dans un premier temps pour les femmes et les organisations occidentales de prendre le temps de mieux connaître le contexte, l'histoire (notamment l'histoire du colonialisme) et les préférences des femmes racisées ou issues des pays des Suds afin de répondre à la critique de l'inégalité de l'ignorance. En connaissant mieux la diversité des réalités et des expériences, il devient évidemment plus facile d'œuvrer dans une perspective de réciprocité et d'identifier où se trouvent les enjeux communs qui doivent constituer la base des solidarités. Dans un deuxième temps, le fait de travailler à partir de son propre contexte, sans tenter d'universaliser sa propre expérience semble une piste d'action qui peut aider à éviter le piège de la « sauveuse » et donc à se rapprocher d'une position d'ouverture et de mutualité. Cette posture permet de s'attaquer aux enjeux qui sont communs sans nécessairement proposer des solutions universelles. Évidemment, ces deux éléments d'introspection et d'action sur les pratiques féministes en occident ne constituent pas une liste exhaustive, mais elles constituent les éléments qui semblent faire consensus auprès des femmes rencontrées.

### 5.1. Limites de la recherche

Notre recherche comporte évidemment des limites. Du point de vue de l'analyse des résultats, il faut garder en tête que les choix stratégiques sont le résultat de dynamiques complexes qui relèvent de contextes plus larges que les points de rencontre étudiés. Ces contextes sont aussi le résultat de rapports d'oppressions variés et des expériences qui les ont précédés. Les militantes qui ont participé à notre étude sont porteuses d'histoires et d'expériences multiples, leurs organisations aussi. Si nous pouvons conclure que l'adhésion aux critiques des féministes postcoloniales constitue un des facteurs qui construit les choix de collaborer ou de ne pas collaborer à un RFFT, nous reconnaissons aussi que les éléments constitutifs d'un choix stratégique dépendent de l'analyse qui est faite du terrain politique (Ray, 1999). Cette

analyse peut varier à travers le temps et d'un groupe à l'autre. Une même opportunité de collaboration peut entraîner des décisions opposées chez deux groupes différents selon les opportunités qui y sont vues et les priorités de l'organisation.

De la même façon, nous comprenons que la perception de ces opportunités, déterminées par les objectifs, les valeurs et les expériences des groupes et des militantes peut teinter ce que les militantes acceptent de partager quant à leurs critiques. Lorsqu'elles font le choix de collaborer avec des femmes ou des organisations occidentales, les militantes interrogées peuvent être tentées de minimiser leurs critiques afin de justifier leurs choix et ne pas paraître en dissonance avec leurs discours. En somme, leur choix de collaborer ne signifie pas automatiquement l'absence de critiques potentielles liées au cadre théorique des postcoloniales. À l'inverse, si une organisation ne se sent pas incluse dans une démarche, il est probable que ses critiques soient plus acerbes face à cette dernière. Il aurait été plus facile d'explorer ces nuances si plus de femmes avaient été rencontrées sur un plus long laps de temps. En faisant le choix de ne rencontrer qu'une ou deux femmes par organisation, nous nous sommes exposés à la difficulté de saisir la différence entre les propos et les lectures de l'individu et celle de l'organisation. De plus, une plus longue présence aurait permis la construction d'un lien de confiance permettant d'aller significativement plus loin dans la compréhension des éléments constitutifs de leurs choix. Ajoutons finalement que le positionnement même de l'auteure de cette recherche, à l'intersection de plusieurs rapports d'oppression, a certainement interféré avec le niveau de confiance et d'ouverture des femmes interviewées. Certaines critiques ont peut-être été atténuées et d'autres augmentées en lien avec le positionnement de l'auteure. Évidemment, une démarche comme la nôtre restera toujours incomplète et partielle. Néanmoins, nous avons le sentiment que les données récoltées nous permettent déjà de nous questionner sur les attitudes et les stratégies des femmes occidentales et donc ultimement réfléchir sur des alternatives.

## 5.2. Contribution à la littérature et pistes d'actions

Ce mémoire contribue à la production de savoirs ancrés dans les pratiques féministes antiracistes (Mohanty, 2003: 221) et à la démarche de saisir comment les femmes construisent leur agentivité et leurs alliances. En réfléchissant la nature des rapports entre femmes occidentales et femmes du Tiers-Monde, nous avons révélé des tensions qui existent au sein du mouvement féministe et plus spécifiquement ce qui peut contribuer à la décolonisation de la production intellectuelle et des pratiques de ce mouvement. Nous nous inspirons de la démarche de Mohanty (2003 :46) qui utilise le concept de communautés imaginées (Anderson, 2009) pour « rallier les femmes du Tiers Monde autour de principes politiques plutôt qu'autour de bases culturelles ou biologiques ». Ce type d'alliance, articulé autour d'objectifs et de luttes communes, invite la participation de femmes de toutes les couleurs (blanches aussi) à contribuer à une réflexion de fond sur les intersections entre race, classe et genre. En ce sens, les constats de cette étude permettent aux militantes blanches de mesurer l'effet de certains de leurs discours et attitudes sur la possibilité d'effectivement collaborer à la construction de ces communautés. De plus, en nous penchant sur une mobilisation à caractère local pour comprendre le transnational, nous mettons en lumière le fait que les frontières du local et de l'international sont potentiellement de plus en plus poreuses et que ces deux échelles d'action sont plus interreliées qu'il n'y paraît.

## 5.3. Ouverture et questions de recherche

Pour mettre fin à cet exercice de conclusion, plusieurs pistes de recherche ultérieures s'imposent. Premièrement, il serait intéressant de reproduire la recherche dans d'autres mobilisations similaires, afin d'explorer la récurrence de ces éléments. L'expérience de l'étude de cas est limitée et la mise en comparaison avec d'autres cas pourrait sans doute contribuer à la généralisation des constats de cette étude. De plus, dans une recherche ultérieure, il serait important de s'intéresser au rôle des médias

occidentaux dans le dialogue entre les féministes indiennes (ou plus largement du Tiers-Monde) et les féministes occidentales. Les médias jouent un rôle inattendu dans cette enquête. Ils ne sont pas des acteurs des mouvements sociaux, mais dans le cas qui nous intéresse, ils se prêtent aux mêmes critiques que le féminisme hégémonique. Ils sont partis prenante du déroulement de la mobilisation et ils contribuent à construire les représentations que les militantes féministes se font de la mobilisation à l'international, autant chez les occidentales que les femmes du Tiers-Monde. Systématiquement, les militantes rencontrées ont mentionné la couverture médiatique internationale en y accolant des critiques assimilables aux féministes postcoloniales. Dans l'ensemble, toutes les militantes dénoncent la même chose : le fait de présenter le viol comme un enjeu spécifique à l'Inde (ou aux pays du Tiers-Monde) alors qu'il n'existerait pas ou presque pas en occident<sup>87</sup>. Plusieurs militantes rencontrées se sont questionnées sur leur collaboration avec les médias internationaux ainsi que sur leur capacité à changer leurs messages. Certaines ont fait le choix de travailler avec ces médias pour s'assurer que les propos rapportés à l'étranger ne soient pas déformés. Les médias occidentaux dans ce contexte ne représentent pas un allié ou un adversaire, mais font partie du terrain politique (Ray, 1998) avec lequel elles travaillent. Certaines des militantes rencontrées souhaitent agir sur ce dernier, ce qui peut avoir pour effet de mieux informer de potentiels alliés occidentaux.

Au demeurant il est incontournable de prendre en compte le danger que représente le filtre des médias dans la construction des liens entre les mouvements féministes. Considérant que les militantes et les organisations occidentales construisent leur compréhension de l'autre au moins en partie à travers les informations offertes par les médias, est-ce que ces derniers ne constituent pas une part du problème ? Et est-ce que les féministes des pays du Tiers-Monde ont accès à une représentation complète

---

<sup>87</sup> Parmi les femmes rencontrées, plusieurs étaient très au fait des derniers cas de viol qui avaient défrayés la manchette en occident. Elles ont mentionné le cas du viol en réunion de Steumbville, le cas du suicide de Rehtaeh Parsons au Canada suite à la diffusion sur internet d'une vidéo de son viol par deux jeunes hommes.

de la composition et de la diversité du féminisme occidental ? Quels canaux de communications serait-il possible de construire face une telle situation ? Cette réflexion sur le rôle des médias nous relance aussi dans la réflexion portant sur «qui accède au transnational ?». En nous concentrant sur un cas situé en Inde, nous étudions ici les rapports entre des femmes qui, pour la majorité accèdent, certes parfois de façon inégale, à l'international. Mais qu'en est-il de celles qui ne peuvent pas y accéder ? Le caractère démocratique des mouvements des femmes dépend évidemment de sa capacité à prendre en compte l'éventail complet des expériences des femmes. Ainsi, une étude subséquence gagnerait à se pencher sur les obstacles structurels (économiques, culturels et sociaux) à une participation de toutes les femmes. Cette démarche contribuerait, elle aussi, à la construction d'un féminisme global signifiant pour un plus large éventail de femmes à travers le monde.

## ANNEXES

## ANNEXE A

### Laïus confidentialité

Avant l'entrevue, les quatre éléments suivants devaient être expliqués aux femmes participantes à l'entrevue. Le laïus et le consentement ont été enregistrés sur les bandes audio.

1. Présentation de l'objet de la recherche et de ses objectifs.
2. Les enregistrements et les transcriptions des entrevues sont confidentiels. Ils seront gardés pendant 5 ans (jusqu'en août 2018) puis ils seront détruits. Les seules personnes qui sont autorisées à les consulter sont les deux directrices de la maîtrise, Caroline Patsias, PhD et Geneviève Pagé, PhD.
3. À tout moment dans l'entrevue, il est possible d'arrêter, de refuser de répondre à une question ou de revenir sur des propos partagés plus tôt. Il est fondamental que vous soyez confortable avec les témoignages qui seront utilisés.
4. Les noms des femmes rencontrées ne seront pas utilisés dans le document final. Le nom des organisations sera utilisé et celui des participantes aux entrevues sera modifié afin de préserver l'anonymat de ces dernières.

## ANNEXE B

## QUESTIONNAIRE ANTI RAPE MOBILIZATIONS

## INTRODUCTION

1. Name, sex, age, occupation, background as an activist? Do you consider yourself as a feminist?
2. What brought you to this movement? What is your role in the organization(s)/movement?
3. What are the requirements to become member of your organization? Are there any fees to become a member? What is the member's role? Are there some man wanting to be part of your organization? How do you react? Are there some tensions?
4. What is the mission/goal of your organization? What are the sources of funding? What are the principal issues? What strategies are you using to address them? Is it a feminist group?
5. What kind of actions deployed to achieve those goals? Any critical moment? Major strike, protest, etc.? Can you share details on those events? Which actions were more effective? Less effective? Toward what or who your actions are directed?

## MOBILIZATION

6. In your opinion, why did this particular rape provoke such an important uprising? What were the demands? What are the specific contextual conditions allowing the recent contestation to emerge? Have you ever participate to similar mobilizations on the rape issue? If you were to compare with the recent mobilization, what would you say? According to you, who were the principal actors of this movement, (individuals and groups?
7. In which ways did your organization participate in this mobilization? Did that participation was spontaneous? Has it provoked any questionings, tensions within the organization? Did the strategic choices raise any



questionings, tensions? For instance the place of men in that mobilization?

8. Before this event, how did your organization participate in transnational mobilizations: actions, conferences, or forum on a similar issue? Have you had any collaboration with other organizations in another countries or in international coalition?
  - a. YES: What, how, why? Is it usual or unusual as a strategy for your organization?
  - b. NO: Why not?
9. During the last mobilization, did your organization use an international strategy?
  - a. YES: What, How, Why?
  - b. NO: Why not
10. Since the last mobilization, did your organization used any transnational strategy or shared this experience on an international level?
  - a. Yes, how, why?
  - b. No: Why not?

## TRANSMOUMENT

11. Does your group have any links with other social movement or political organization (union, student association, political parties)? Which one(s)? What kind of links, alliances, cooperation, financial? Are your members also involved in other organisations?
12. In the recent mobilization, did your organization experience collaboration with student associations? Which one? Have you organized any action together? Were the actions successful according to your goals?
13. Was there any tension or opposition with the other parts of the movements (politically, ideologically, strategically)?
14. Could you recommend anyone else I should interview?

## ANNEXE C

### **“Don’t teach me what to wear– Teach your sons not to rape”**

*The LSE Gender Institute hosts an open meeting in solidarity with India’s anti-rape protests and to confront gender violence in Britain.*

The LSE Gender Institute in collaboration with Imkaan and the South Asia Solidarity Group, and supported by a number of South Asian and Black and minority ethnic women’s organisations in Britain, will host a discussion on 23 January 2013 about the massive protests against rape which have been taking place in India in the wake of the horrific gang-rape of a 23-year-old student in Delhi on 16 December 2012.



The meeting will address a number of key questions:

- What are the implications of the protest movement in India and how can people in Britain support it?
- What are the changes being demanded at a legal, political and social level?
- How can the colonial and racist responses to these events in Britain be resisted?
- What do the Delhi protests mean for struggles against gender violence in Britain and globally?

Kavita Krishnan of the All-India Progressive Women's Association, one of the activists centrally involved in the protests, will address the meeting via Skype. Krishnan's speech outside the Delhi Chief Minister Sheila Dikshit's residence became massively popular during the protests. She will talk about the evolving agenda of the anti-rape movement in India, and explain how the key demands for women's 'freedom without fear', rather than 'protection', emerged during the Delhi protests.

The meeting will also have a focus on gender violence in Britain, where recent figures showed that only one in 38 serious sexual crimes led to conviction. The group will discuss how gender-based violence can be combated at a time when services to prevent and address violence against women are facing drastic cuts.

The discussion will include contributions from Professor Naila Kabeer, who will discuss her initiative to include Zero Tolerance of gender violence in the post-MDGs agenda, and Marai Larasi, director of Imkaan, a national network of Black, Asian Minority Ethnic and Refugee Women's refuges and services to combat gender violence as well as others working in the field of gender violence.

***When: Wednesday, 23 January 2013, 6:00 p.m.***

***Where: LSE, New Theatre, East Building***

## ANNEXE D

### LISTE DES NOMS DES MILITANTES INTERVIEWÉES

1. WSS – Meenakshi et Bindu
2. AIDWA – Khadija
3. Jagori – Sita
4. CSR – Jyothi
5. CREA – Uma et Gauri
6. NWIF – Mary
7. Sangat – Rupa
8. Change.org – Shreeya
9. CCSA – Ankita
10. AIPWA – Deepta
11. Journaliste – Shilpa
12. Saheli – Lakshmi
13. Nirantar - Saksji

## ANNEXE E

# rape: the stereotyping of indian culture and moving from 'protection' to 'freedom'

A guest blog from Pooja Badarinath, CREA

The recent brutal gang-rape of a 23-year-old girl in a moving bus in Delhi, India, resulted in expressions of outrage and anger everywhere in the country. The weeks after the rape saw an unprecedented focus on sexual assault—in formal and informal conversations, protests, television debates, drawing rooms, social media, and official statements. These protests were unique because they brought everyone to the streets. It is heart warming that many of the conversations spurred by this response are affirmative—they discuss women's right to wear what they want, to walk the streets after dark, and other such issues. And, they take on political and spiritual leaders who blame women for rape in direct and indirect ways.

The feminist movement has been struggling to change the rhetoric from "protection" to "freedom" for a long time. This time, many of these feminist demands, ideas, and positions are of people/groups that do not identify as 'feminists'. However, there are some demands that are extremely problematic. For instance, the demands for enhanced punishment, death penalty, and chemical castration—fuelled by the media—are decidedly unfeminist. Thus, we need to extend the conversations beyond these 'populist demands' and broaden the popular middle-class understanding of gender-based violence and its consequences for all—Dalit women, women from religious minorities, sex-working women, mentally and physically disabled women, women in police custody, women living in 'disturbed' areas and conflict zones, women who are sexually abused within the home, lesbian women, transpersons, and gender non-conforming people.

However, the current legal framework for rape is fraught with patriarchal baggage—only when a man has "sexual intercourse" with a woman, without her consent, is it considered as rape (this does not hold within marriage of course, because the wife is seen as the "property" of her husband)[1]. The importance is given to "intercourse" and, hence, there is no acknowledgment of the violence of invasion that always accompanies any case of sexual assault, whether or not it is accompanied by bruises and broken bones. Due to this emphasis on "intercourse", rape is considered most severe when a "woman loses her chastity/virtue"[2]. The most common perspective is that for a woman, being raped is a "fate worse than death". This notion has been the most difficult to change over the years, not just in popular culture but also in the judiciary and other institutions. As long as sex is seen as the vehicle to the most ultimate form of purity or pollution, this perspective will not change.

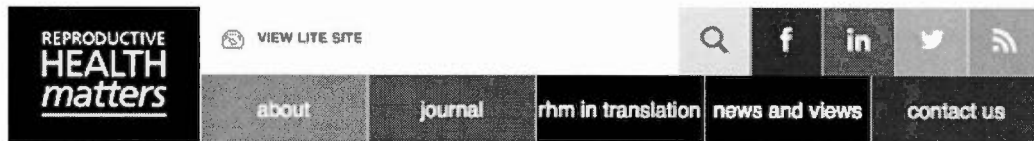
Gender-based violence is a manifestation of patriarchal power structures and inherent inequality in society. It is not about, as some sections of the Indian media are reporting, "illiterate" young men who migrate to big cities and "cannot handle educated young women asserting themselves". Such privileging of violence and 'victimhood' is a result of patriarchal and unequal power structures. Even the reportage in the media abroad has not been without its own bias[3]. Many articles published in prominent dailies in countries such as the US and UK portray rape as a problem that happens only in countries such as India, implying that the so-called North has overcome this completely. The stereotyping of "Indian culture" and of "Indian men" as having "...murderous, hyena-like male contempt"[4] towards women is even more troublesome. The question has been turned into a clash of "cultures". Such reporting and attitude towards Southern cultures yet again touch upon the North-South divide and the northern gaze, where issues like patriarchy and gender inequality seem to be a problem of only the South. We need to realise that the issues of gender justice is not cultural phenomenon. We must remember that no matter where they live, women and men hold different identities and positions of privilege and powerlessness.

Women's groups in India have always tried to bring this perspective to the work on violence against women through their advocacy, trainings, publications, messages, campaigns, research, protests, discussions, and events. CREA, for instance, works to address the issue of violence against all women through its work, such as through its Institutes on sexuality, gender, and rights; trainings aimed at creating an understanding of bodily autonomy, choice, and freedom to enable women and girls to be more aware and in control of their bodies and lives; grassroots-level feminist leadership building programmes; and publications on various issues related to violence against women. Violence is also discussed by documenting cases of violence on marginalised women who fall through the cracks in the mainstream, homogenous, violence against women rhetoric (for instance, lesbian, sex-working, and disabled women). We work directly with adolescent and young girls using



## archive

2016	▼
2015	▼
2014	▼
2013	▼



## *an international journal on sexual and reproductive health and rights*

the medium of sports. Sport, which has traditionally always been associated with boys and men, also challenges stereotypes around gender, and allows the girls to come out of their homes and exert more control over their lives. We also sent recommendations, collectively with other activists and groups as part of the Citizens' Collective Against Sexual Assault, to one of the committees formed by the Indian government to inform law reform on sexual assault. The submissions were those that we have been making for a while now; we made them again because this time, the authorities were listening.

It is inevitable that this case will fade from public memory, if not now then later. While we hope that the mobilisation around this case will change rape laws for the better, we are aware that a legal response alone is deeply inadequate in tackling what is a systemic devaluation of women. Women's groups, along with seizing the opportunities that this moment brings, will continue to confront violence against women, like they always have. In addition, we need to revisit our strategies, and perhaps consolidate some, and rethink others. We need to continue the conversations around women's freedom and build a culture where a woman has autonomy over her body and sexuality.

[1] Rape in the Indian Penal Code has been defined under section 375 and 376 and we have concentrated on a specific aspect of the same. The law also describes what can be called aggravated cases of rape, such as custodial rape, rape on a pregnant woman and gang rape.

[2] An example of the same can be understood through [the experience of Sohaila Abdulali](#)

[3] An example of this is [this piece by Liz Jones](#) in the Daily Mail, UK

[4] Opinion piece by Libby Purves in the Times, London; [Indian women need a cultural earthquake](#), 31st December 2012

**CREA** is a feminist human rights organisation based in New Delhi, India. CREA works to advance the rights of women and girls, and the sexual and reproductive freedoms of all people.

CREA works in partnership with **RHM journal** to publish the **Hindi language edition of Reproductive Health Matters**

.....

Naila Kabeer has also written on this issue. In ['Grief and rage in India: making violence against women history'](#) published on Open Democracy she asks: 'Can we harness the international attention to this case to demand that the world's leaders commit themselves to a policy of zero tolerance of violence against women in the post-Millennium Development Goals agenda?'



## ANNEXE F

### **Dear Sisters (and brothers?) at Harvard**

ON 20/02/2013 BY NIVEDITA MENONIN BAD IDEAS, FRONTIERS, GENDERS

*Letter from Indian feminists VRINDA GROVER, MARY E JOHN, KAVITA PANJABI, SHILPA PHADKE, SHWETA VACHANI, URVASHI BUTALIA and others, to their siblings at Harvard*

We're a group of Indian feminists and we are delighted to learn that the Harvard community – without doubt one of the most learned in the world – has seen fit to set up a Policy Task Force entitled 'Beyond Gender Equality' and that you are preparing to offer recommendations to India (and other South Asian countries) in the wake of the New Delhi gang rape and murder. Not since the days of Katherine Mayo have American women – and American feminists – felt such a concern for their less privileged Third World sisters. Mayo's concern, at that time, was to ensure that the Indian State (then the colonial State) did not leave Indian women in the lurch, at the mercy of their men, and that it retained power and the rule of the just. Yours, we see, is to work towards ensuring that steps are put in place that can help the Indian State in its implementation of the recommendations of the Justice Verma Committee, a responsibility the Indian State must take up. This is clearly something that we, Indian feminists and activists who have been involved in the women's movement here for several decades, are incapable of doing, and it was with a sense of overwhelming relief that we read of your intention to step into this breach.

You might be pleased to know that one of us, a lawyer who led the initiative to put pressure on the Justice Verma Committee to have a public hearing with women's groups, even said in relief, when she heard of your plans, that she would now go on holiday and take a plane ride to see the Everest. Indeed, we are all relieved, for now we know that our efforts will not have been in vain: the oral evidence provided by 82 activists and organizations to the Justice Verma Committee –

and which we believe substantially contributed to the framing of their report – will now be in safe American hands!

Perhaps you are aware that the Indian State has put in place an Ordinance on Sexual Assault that ignores many recommendations of the Justice Verma Committee? If not, we would be pleased to furnish you a copy of the Ordinance, as well as a chart prepared by us, which details which recommendations have been accepted and which not. This may be useful in your efforts to advise our government. One of the greatest things about sisterhood is that it is so global, feminism has built such strong international connections – such that whenever our first world sisters see that we are incapable of dealing with problems in our countries, they immediately step in to help us out and provide us with much needed guidance and support. We are truly grateful for this.

Perhaps you will allow us to repay the favour, and next time President Obama wants to put in place legislation to do with abortion, or the Equal Rights Amendment, we can step in and help and, from our small bit of experience in these fields, recommend what the United States can do.

Vrinda Grover (mere lawyer)

Mary E. John, Senior Fellow, Centre for Women's Development Studies, New Delhi

Kavita Panjabi, Professor of Comparative Literature, Jadavpur University, Kolkata

Shilpa Phadke, Assistant Professor, School of Media and Cultural Studies, Tata Institute of Social Sciences, Mumbai

Shweta Vachani, Senior Editor, Zubaan



Urvashi Butalia, Director, Zubaan

And many others.

**Other posts on this issue at Kafila**

[Harvard to the Rescue!](#)

[What is wrong with this picture?](#)

[Unintended consequences of Feminist Action](#)

## ANNEXE G

### **Harvard to the rescue!**

ON 16/02/2013 BY NIVEDITA MENONIN BAD IDEAS, FRONTIERS, GENDERS

Some good news for embattled and weary Indian feminists. All those endless submissions to the Verma Committee prepared and submitted, all those critiques of the Ordinance written and disseminated, all those street protests, all those meetings with students and the public, all those delegations to government officials, ministers...not to mention decades of efforts to amend the rape laws.

It's been a long hard haul, so it's a great relief that the Harvard Law School has stepped in to take this burden off our shoulders.

A post on the Delhi gang rape on the Harvard College Women's Centre website has announced that a Policy Task Force titled "Beyond Gender Equality" has been convened to offer recommendations to India and other South Asian countries in the wake of the New Delhi gang rape and murder. Diane Rosenfeld, Director of the Gender Violence Clinic at Harvard Law School and Professor Jacqueline Bhabha, will head this group.

*Their principal task this semester is to produce a working paper that advises on the implementation of the recommendations from the Verma Committee. The committee in a bold move, points out the need to reassess the military powers that are allowed to operate with impunity in conflict zones. Part of our discussion will focus on real reparations and support for survivors of sexual violence, in a manner that allows them to function as integrated members of their communities.*

It's so good to know that there are Harvard Professors to make all the "bold moves" that Indian feminists have never made. Attack the impunity of security forces? Now that's a bold move

indeed – would any of us shy Indian women be so bold as all that? I wonder where the Verma Committee got that crazy idea from?

*Posts on Kafila on the Justice Verma Committee and the Ordinance*

- [The Verma Committee: Alchemizing anger to hope](#)
- [Water Cannons, Tear Gas, Ordinance – How the State Responds to Protests Against Rape and the Justice Verma Committee](#)
- [Why the Govt's Ordinance is Fraud & Mockery of the Justice Verma Committee Recommendations](#)
- [The Official Emergency Continues – The Ordinance on Sexual Assault](#)
- ["The impunity of every citadel is intact" – the taming of the Verma Committee Report, and some troubling doubts](#)
- [Why the law on sexual offences must be changed](#)
- [The Criminal Law Ordinance 2013 on Sexual Assault – Cut, Paste and Shock!](#)

*See also:*

- [Reports on \*Feminists India\*](#)

## ANNEXE H

### **Unintended consequences of feminist action: Prabha Kotiswaran**

ON 18/02/2013 BY NIVEDITA MENONIN BAD IDEAS, FRONTIERS, GENDERS

*Guest post by* PRABHA KOTISWARAN

Taking off from the [debate here on the Harvard Task Force](#), I'd like to flag some disagreements among feminists on law reforms. There are many strains to this debate – I will only engage with a few.

No feminist, whether of Indian origin or not, whether primarily located in India or not, is insecure about feminists/lawyers around the world working on rape in India. Circuits of feminist scholarship and activism become so inter-disciplinary and transnational that maintaining and policing turf (if at all that were possible) is an utterly useless endeavour.

What really perplexed me however was the range of comments on Nivedita's post, some framed more elegantly than others, encouraging feminists to overcome our petty differences to work together in a participatory, research building and ultimately egalitarian endeavour to reduce the sexual abuse that women in India face. I love the worthy goal—nothing to disagree about there. But let us clear, the “inequality of ignorance”, that Dipesh Chakrabarty pointed to many years ago between first world scholars and third world scholars still persists. As he reminded us, third world scholars “cannot even afford an equality or symmetry of ignorance at this level without taking the risk of appearing ‘old-fashioned’ or ‘outdated’ ”. Some Western feminists on the other hand, barely care to become familiar with the context in which they are trying to intervene. So it is not surprising that a couple of years ago, Catharine MacKinnon after urging the Indian government to pass a law criminalizing customers of sex workers, was stumped when asked an

innocuous question on what she thought about the ban on bar dancing. And lest we forget, this inequality of ignorance matters! Western feminists have access to Indian institutions in a way that Indian feminists do not. Indicative of this is the profuse thanks that the Justice Verma Committee offered to Diane Rosenfeld of Harvard Law School in their mammoth report.

Underlying this inequality of ignorance, which could be remedied theoretically speaking (because we can be quite sure that members of the Harvard Task Force are not reading this blog right now), is a far more fundamental disagreement on the substance of law reform amongst feminists, both in the West and in India surrounding sexual abuse. To make sense of the impetus of the Harvard Task Force, we need to 'provincialize' Western feminism and its discontents, which are being constantly negotiated within the US but also increasingly internationally in playing fields such as India. The feminists heading the Harvard Task Force believe that women's inequality arises from their sexual subordination which they attribute to a rather long litany of sexual abuse, which can in turn be maintained only through a series of conflation between rape, prostitution, trafficking, domestic violence, pornography, sex slavery and so on. The suggestion for reparations emerges in this context of victim-speak and sexual harm. So while I have no issue considering victim reparations as an issue for criminal law theory, I think it is incredibly naïve for Indian men to suggest that feminists just simply chat with each other while divorcing reform ideas from the larger ideological package that they are part of. Law is politics, after all as many of us learnt in law school. Every word in the rape law statute carries within it a certain configuration of power, so every minor change, reframing, bears distinct possibilities for reform on the ground.

Some of us have plotted the meteoric rise of particular versions of American legal feminism as they have been propelled out of their provincial contexts into international law and policy making. We have called this form of feminism and its accompanying activism "governance feminism" <http://www.law.harvard.edu/students/orgs/jlg/vol292/halley.pdf>).

Governance feminists (who will be heading the Harvard Task Force) have an overwhelming investment in the power of the criminal law in their bid to eliminate sexual abuse. Suggesting law reform to the Indian government, which enhances the power of the post-colonial state through the criminal law apparatus is deeply problematic as the recent execution of Afzal guru shows. Not only does it refuse to take into consideration, Indian feminists' historically critical disposition towards state power and the Indian police, it is a perfect recipe for how law can do more harm than good (as the drafting of the ordinance has already reminded us).

So rather than hum the peaceful song of collaboration today, I am going to keep my eyes wide open for such unintended consequences of feminist action.

*Prabha Kotiswaran is Senior Lecturer in Criminal Law at the Dickson Poon School of Law, King's College London*

**Other posts on this issue at Kafila**

[Harvard to the Rescue!](#)

[What is wrong with this picture?](#)

[Dear sisters \(and brothers?\) at Harvard](#)

## ANNEXE I

### **What is wrong with this picture? Carole Vance**

ON 18/02/2013 BY NIVEDITA MENONIN BAD IDEAS, FRONTIERS, GENDERS

*Guest post by CAROLE VANCE*

Two faculty members at Harvard, associated with gender studies, convene a Policy Task Force, designed to “to offer recommendations to India and other South Asian countries in the wake of the New Delhi gang rape and murder” and in this semester “to produce a working paper that advises on the implementation of the recommendations from the Verma Committee”. This is not a student initiative, though a meeting with students is scheduled to invite their input, along with that of the larger Harvard community.

What is wrong with this picture? Presumption? Hubris? Ignorance of the long history of feminist conversations about the challenges of working transnationally? Rather than being a training or practice exercise for students (which it might usefully have been), the conveners seem to think their Task Force has the authority and competence to make such an intervention, without any collaboration or conversation with the many scholars and activists working on sexual violence in India, and, more astoundingly, that it would be taken seriously. This confidence might be misplaced.

As a US feminist and teacher, I am concerned this enterprise sends a very unsound message to students: that the bounty of good intention and concern is sufficient to justify and enable a raft of US-generated projects, NGOs, and ‘help’, with much knowledge or collaboration. For the record, I am not endorsing xenophobia, scholarship restricted to one’s back yard, or forbidden areas of engagement. What needs thought is a better process.

Elite colleges in the US are filled with undergraduate students, particularly women, who want to 'change the world' and especially 'save women'. A good thing, except for the fact that they tend to believe that their good intentions are sufficient; in-depth knowledge of history, language, politics, and culture is not necessary; US policies and invasions have no bearing on what they do or how they might be perceived; the women in need of saving are not to be found in the US but elsewhere; and there are no activists and scholars in every region with long histories of work on the topics of their concern. It is important for undergraduate education, particularly in gender studies, to puncture this bubble rather than inflate it further, if only to make more effective and collaborative work possible, as well as to permit some self-reflection.

One could imagine many programs and discussions with undergraduates that would be productive and educational. What lessons can be learned from feminist organizing and activism in India in the wake of the Delhi rape (especially since it could be said that feminist activism is much more vibrant and effective in India)? What reforms in law and its implementation are effective, given different legal systems and historical contexts? How do we understand the (relative) lack of response to horrific rapes in the US, including the previously mentioned Steubenville case? In fact, the meeting organized by students poses one such question as the focus of discussion. One could think of many programs and events, designed to inform students and introduce them to the complexities and challenges of working and thinking both locally and globally.

Instead, students are given the impression that their input, convened by two faculty members, is an appropriate and reasonable intervention and their recommendations would be received, perhaps even happily.



It may be that the project can be reconfigured, as others have suggested, but it would be helpful to consider the process and how it might benefit from many decades of feminist conversations about collaboration.

Teaching US students to work transnationally is an uneasy and very challenging undertaking, at best. I don't pretend to know the 'right' way, but we need to reflect on the models of intervention that we offer students.

*Carole Vance is a feminist scholar and activist based in the US. Among her many publications, the most familiar to an Indian audience would be **Pleasure and Danger**. Carole is closely associated with Indian NGO CREA's annual Sexuality and Rights Institute.*

#### **Other posts on this issue on Kafila**

[Harvard to the Rescue!](#)

[Unintended consequences of Feminist Action](#)

[Dear sisters \(and brothers?\) at Harvard](#)

## ANNEXE J

### **'Women are the last colony': Interview with gender activist Kamla Bhasin**

*Interview by Chitra Kalyani*

*Kamla Bhasin is a gender activist and trainer on gender and patriarchy. She has worked for the women's movement for over 40 years. She is also the co-founder of JAGORI, a capacity-building initiative, and is advisor to South Asian feminist network, Sangat. As part of Sangat, Bhasin is the regional coordinator of One Billion Rising. Held on February 14, One Billion Rising celebrates love and uses dance as a medium to campaign for justice and an end to violence against women. In 2013, the first year, 207 countries participated in One Billion Rising with the slogan "Strike. Dance. Rise!" We spoke to Bhasin in the lead up to the second year of One Billion Rising.*

#### **Tell us about One Billion Rising.**

There are seven billion people in the world; half of them women. The UN says that out of every three women, one is violated; that means over a billion are violated. So the campaign "One Billion Rising" was started by V-Day, an organization based in New York, run by Eve Ensler, the writer of *Vagina Monologues*. So 'V' is for vagina, 'V' is for Victory, 'V' is for Valentine's - all kinds of things. V-Day has been working on violence for the last 10 to 11 years. In 2012, they thought to get a billion people to rise, not just women, but also men and children who love and respect women, and want women to be on this planet.

**You are also part of another ongoing global campaign "PeaceWomen Across the Globe"?**

I was involved from 2003 to 2005 in a global campaign called "A Thousand Women for the Nobel Peace Prize 2005." Before 2003, women had been given Nobel Peace Prize only nine percent of the time. And we believe that women do a little more than nine percent for peace. A woman was given the Nobel Peace Prize for the first time in 1905, and that was Bertha von Suttner from Austria. So for the 100th anniversary of her award, we thought the Nobel award should be given to a thousand women, together. We took the task to find the 1000 women by 2005.

First of all, we redefined peace. Peace for us is not just the absence of war; peace is comprehensive human security. People working for good health are peace activists. Other topics are removal of poverty, education, justice for people, identity - so if you are working for minority rights, rights of gay people, rights of disabled people, you are working for peace. We made 10 categories. We made criteria and asked people to nominate women from their communities and countries. We selected 1000 out of 3000 nominations from 152 countries. There they are, in the book, *1000 PeaceWomen Across the Globe*.

I coordinated this event in South Asia, from which there are 157 PeaceWomen. It's the largest group from anywhere in the WORLD: partly because there are a lot of problems here, and partly because there is a lot of work here. Now we're a global organization called Peace Women Across the Globe (PWAG) and I'm one of the two global chairpersons. The other is a Swiss socialist woman who lives in Bern. I go there once a year and work with her.

### **How did you get involved in One Billion Rising?**

I met Eve in 2004 while I was working with PWAG. She called me a year and a half ago and asked if I would co-ordinate One Billion Rising in South Asia. I asked for a day to think. The next day we talked again, and I told her I had two conditions. The first condition was there will be no

branding - we don't want to do this with the name of V-Day. We have been working on violence for a while. V-Day came 10 years ago; I've been doing this for 40 years. The women's movement is much older, much larger and much bigger.

The second thing was that it should be democratic and decentralised. Others will not decide for us sitting in New York. I will not decide for South Asia sitting in New Delhi, and Dhaka will not decide for Bangladesh. And we will not do what you are doing. We will do what is best for us, and what will take us forward. We work on our own issues and issues can be different. In Africa the issue might be genital mutilation; here it is dowry. A lot of issues are common - rape is common, domestic violence is common, pornography is common.

We agreed on these conditions and I started calling my contacts and coordinating.

### **Why were you against branding?**

I'm against brands; they create problems. I'm doing this for India. One Billion Rising is everybody's movement; it belongs to the women's movement, it belongs to the global movement against patriarchy. So in South Asia it should not be in my organization Sangat's name because Sangat is co-coordinating it. It's yours, own it. Everybody should own it.

V-Day also has concepts like Vagina Warriors, which I don't like. I like the word 'lover' more than 'warrior.' So we do not have to identify with everything they do, and we don't have to defend them. Similarly we don't have to say it's by Sangat and then defend Sangat.

In South Asia, many organizations work for violence against women. When I work alone, or in Sangat, I feel like a drop of water. When I join a global campaign, I feel like the ocean: one billion people rising. If you go to the ocean, will the rivers enter the ocean with their placards of Ganga

or Jamuna? No, they become the ocean. And the ocean is not V-Day or Sangat; the ocean is the women's movement.

There is no doubt V-Day has helped us. Every big campaign helps us to deepen and broaden our contacts, our networks, and infuses new energy, with new posters and new slogans. Last year, so many youngsters joined One Billion Rising with flash mob, and people with disabilities joined us dancing on their wheelchairs.

**You identify yourself first as a South Asian national. Why is that?**

I have been working for 37 years at the South Asian level; I don't work in India much. My main work is in South Asia, for South Asian solidarity, cooperation, and I call myself a regional of South Asia before I say I am an Indian national. I say that because I believe that unless we have peace in South Asia there can be no development. [Insert pic 1, caption: Courtesy Sangat, South Asia]

**How did you start off your career?**

I worked in Rajasthan with an NGO from 1972 to 1975, for four years. That was 47 years ago when I started. Then for 27 years, I worked with the UN. I did not work with governments; mine was a tiny capacity building organization for work in Asia—at that time it was all of Asia. I resigned from the UN in 2002, and for the last 11 years, I worked with Sangat.

**Tell us about Sangat.**

Sangat is a South Asian feminist network. Feminists for us can be women and men. Our main work is capacity building, networking and movement

building. We're a tiny organization of three people. We're not even registered, we're hosted by JAGORI, a feminist organization in Delhi. I'm one of the founders of JAGORI which started 30 years ago. Eleven years ago, my friend Abha bhaiya and I started the Delhi JAGORI, along with five others. Then we started JAGORI in Himanchal – JAGORI Grameen or JAGORI Rural Charitable Trust, with which we worked in over a 100 villages.

So Dhiviya Singh, my colleague, is now the official co-coordinator, and I work there part-time. I do the same work in my other time: giving lectures and trainings for men on gender and patriarchy. The men I train are police officers, administrative officers, Indian Administrative Service officers, politicians, heads of NGOs. Yesterday I gave two trainings for a total of 265 auto-rickshaw drivers in Delhi. I also go to colleges to train senior-level administrative officers from different departments.

### **How would you evaluate the status of women today?**

UNDP has calculated the economic value of women's household work, which is unpaid. If it was to be paid at a minimum wage, the UN found that it would be 11 trillion dollars annually. When you ask a husband what his wife does, he says, "Oh, she doesn't do anything. She's just a housewife." That "just a housewife" contributes 11 trillion dollars to the global economy, and it is on her work that the employee, the corporate leader, and the prime minister can get to work on time.

And I thrive and sit here and do this on my help Sujatha's cheap labour. This whole world is running on the cheap labour of women—either as maid-servants or as wives. Men benefit.

Women are the last colony. Other colonies have been liberated. A colony is a person or place whose resources you exploit, whose cheap labour

you exploit. So our colonizer, our families, exploit our labour, exploit our sex, exploit our reproductive power, everything.

Women are treated like property. In Christian marriages, the father of the bride gives away the bride to the bridegroom. In Hindu marriages, there is 'kanyadaan' (a donation). You can't do 'daan' of citizens, of women above 18. We cannot be owned under the Indian constitution. So, don't talk of equality, don't confuse girls. Don't tell us in your constitution that we are equal, and then have 'kanyadaan' and 'pati', and when at every step I'm told, "You're just a woman."

We call husbands "pati devta" (husband-god). 'Pati' means 'master'—'swami' in Bangla. 'Husband' means controller, manager, owner; the term 'animal husbandry' comes from there. Society doesn't expect men to be partners; there is no word for partners.

### **You say that patriarchy dehumanizes men. How is that?**

We talk a lot about how patriarchy has harmed women. There's no denying patriarchy really harms us, and it provides *material* benefits to men. But just see the dehumanization of men in patriarchy. They have no relationship with their emotions; they're not allowed to cry, not allowed to remain gentle. They're born beautiful; all of us are born beautiful. We're born as human beings—we turn them into nasty, masculine, aggressive, dominating men. In spite of all this socialization, some of them escape and become beautiful human beings, but society tries its best not to allow them to be gentle, caring, loving or non-violent.

If I don't like you or if I hate you, I don't even want to touch you. But Hindu, right-wing men who hate Muslim women and rape them, use their own penis to violate a woman whom they hate. So what is their relationship with their body? That night, will that man go back home and will he sleep with that same penis with his wife or a girlfriend? Will he use

it for producing his own children? What is his relationship with his progeny? He leaves his child in the womb of a Muslim woman; American soldiers leave it in Afghanistan; they've left it in Vietnam. These men have no relationship with their emotions, with their body, with their children.

Forty percent of Indian men beat their wives. What are they—are they human? A man who can beat his woman, or a child, is dehumanized. He has lost it; he needs to be taken to a hospital.

### **So why identify reform as a "women's movement" and not a "human movement"?**

The women's movement is fighting against patriarchy, but a women's movement includes men. We have a working class movement—trade unions—but there are also middle class people supporting it. There is a Dalit movement. There is a gay movement—you may not be gay, but you support it. If it's a black people's movement, many white people have supported it; blacks are violated because of their colour. Men are also violated, Dalits are violated, but not because of their gender, because of their caste.

We're not fighting on class directly, we're not fighting caste. In that sense it is the women's movement because we are the ones—the 30 percent of us—that are violated because of our gender, because of our sex. Calling it a "women's movement" tells you that we are fighting for equality between men and women, but it's inclusive. There are links between class and gender, caste and gender, race and gender, so they're all interconnected. Class, caste, race—they couldn't have continued without patriarchy. You need patriarchy to keep caste purity. You need to control women's sexuality, you need to control her reproduction if you want that Brahmins should remain Brahmins. Similarly, if you want your property to stay within, then you have to control your women. So these are inter-linked and we understand that.



### **What challenges does the women's movement face today?**

If it was only religious patriarchy or traditional patriarchy, we might have fought it by now, but today the capitalist patriarchy is strengthening patriarchy. Pornography is a billion dollar industry promoting patriarchy and masculinity. Cosmetics is a billion dollar industry that keeps telling me that my beauty has nothing to do with my inside; it's to do with my make-up and my Barbie like body, with breast surgeries, and fat surgeries and anorexia. Barbie doll is a million dollar industry, guns for boys is a million dollar industry. Sports which promotes masculinity most of the time is a billion dollar industry. And patriarchy is coming out of our televisions 24/7 on 300 channels. So the corporate world—the corporate media—are the biggest promoters of patriarchy today. They'll do an article on One Billion Rising, but there will be 25 other ads negating what One Billion Rising is saying, so we won't even be one percent of the media that is anti-patriarchy.

*For more information and events regarding One Billion Rising, visit [onebillionrising.org](http://onebillionrising.org) and the Facebook pages for [OneBillionRising - South Asia](#) and [OneBillionRising - India](#).*

*There is also a petition by One Billion Rising on [Change.org](http://Change.org) calling on people to Rise for Justice.*

## BIBLIOGRAPHIE

Ahmed, Leila, 1996. « Moving Spaces, Black Feminism and Post-colonial Theory », *Theory, Culture and Society*, 13, 1, p. 139-146.

Anand, Sugam, 2010. *Women in Modern Indian History*, New Delhi: Anamika publishers & distributors (P) LTD, 231 pages.

Anderson, Benedict, 2009. *Under Three Flags: Anarchism and the Anti-Colonial Imagination*, Paris : La Découverte, 255 pages.

Anthias, Floya, 2002. « Beyond Feminism and Multiculturalism: Locating Difference and the Politics of Location », *Women's Studies International Forum*, 25, 3, p. 275-286.

Bacchetta Paola, 2004. *Gender in the Hindu Nation: RSS Women as Ideologues*, New Delhi: Women Unlimited, 144 pages.

Bacchetta, Paola, 2006. « Quand des mouvements lesbiens à Delhi questionnent les « théories féministes transnationales » », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], <http://cedref.revues.org/425>, (Consulté le 13 octobre 2014).

Basu Khan, Koushambhi, Heather, McDonald, Jennifer, Baumbusch, Kirkham, Reimer, Sheryl, Elsie, Tan, et Joan, Anderson, 2007. « Taking Up Postcolonial Feminism in the Field: Working Through a Method », *Women's Studies International Forum*, no 30, p. 228-242.

Benelli, Nathalie, Christine, Delphy, Jules, Falquet, Christelle, Hamel, Ellen, Hertz et Patricia, Roux, 2006. « Édito : Les approches postcoloniales : apports pour un féminisme antiraciste », *Nouvelles questions féministes*, 25, 3, p. 4-12.

Bhasin, Kamla et Nighat, Said Khan, 2011. « Some Questions on Feminism and its Relevance in South Asia », dans, *Feminism in India*, (sous la dir de) Maitrayee Chaudhuri, p. 3-7, New Delhi: Zed Editions, 416 pages.

Breud, Jean-Pierre, 2009. « L'échantillonnage », dans *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, (sous la dir de) Benoît Gauthier et Isabelle Bourgeois, p. 251-286, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Bowell, T, 2016, Feminist Standpoint Theory. Dans, *Internet Encyclopedia of Philosophy (IEP)*. [En ligne], <http://www.iep.utm.edu/fem-stan/#H2>, (Page consultée le 12 août 2016).

Castaing, Anne, 2013. « Penser la différence : du féminisme et de la postcolonie », [En ligne], Le Carreau de la BULAC, <http://bulac.hypotheses.org/254/print/>, (Page consultée le 2 juillet 2014).

Castillo, Adelaida Del. 2005. *Between Borders: Essays on Mexicana/Chicana History*, California: Floricanto Press, 563 pages.

Chakrabarty, Dipesh. 1992. « Postcoloniality and the Artifice of History: Who Speaks for "Indian" Pasts? », *Representations*, 37, p, 1-26.

Chaudhuri, Maitrayee, 2011. *Feminsim in India : Issues in Contemporary Indian Feminism*, New Delhi : Kali for Women and Women Unlimited, 359 pages.

Chaudhuri, Soma et Sarah Fitzgerald, 2015. « Rape Protests in India and the Birth of a New Repertoire ». *Social Movement Studies*, 14, 5, 622-628.

Crenshaw, Kimberlé, 1991. « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, 43, 6, p. 1241–1299.

Davis, Kathy, 2015. « L’intersectionnalité, un mot à la mode. Ce qui fait le succès d’une théorie féministe », *Les cahiers du CEDREF* [En ligne], <http://cedref.revues.org/827>, (Page consulté le 23 août 2016).

Dekoven, Marianne, 2001. *Feminist Locations: Global and Local, Theory and Practice*, New Brunswick : Rutgers University Press, 345 pages.

Denis, Claude, 1997. *We Are Not You. First Nations & Canadian Modernity*, Peterborough: Broadview Press, 178 pages.

Desai, Manisha, 2007a. « The Perils and Possibilities of Transnational Feminism », *Women’s Studies Quarterly*, 35, 3-4, p. 333-337.

Desai, Manisha, 2007b. « The Messy relationship between feminisms and globalizations », *Gender & Society*, 21, 6, p. 797-803.

Desai, Manisha, 2013a. « Theorizing Transnational Feminism: Review Essay », *International Feminist Journal of Politics*, 15, 3, p. 427-433.

Desai, Manisha, 2013b. « Women's Movements in India. », *The Wiley-Blackwell*

*Encyclopedia of Social and Political Movements*, [En ligne], <http://onlinelibrary.wiley.com/book/10.1002/9780470674871>, (Page consultée le 12 janvier 2014).

Deschaufour, Laetitia, 2008. « Introduction au féminisme postcolonial », *Nouvelles questions féministes*, 27, 2, p. 99-110.

Devin, Guillaume, 2004. « La solidarité, phénomène social à l'échelle mondiale », dans, Devin, G, *Les solidarités internationales*, pp 11-26, Paris : L'Harmattan.

Della Porta, Donatella et Mario Diani, 2006. *Social Movements : An Introduction*, Malden : Blackwell Publishing, 345 pages.

Dhawan, Nikita, 2013. « Coercive Cosmopolitanism and Possible Solidarities », *Qui parle : Critical Humanities and Social Sciences*, 22, 1, p. 139-166.

Dufour, Pascale, Dominique Masson et Dominique Caouette. (dir), 2010. *Solidarities Beyond Borders : Transnationalizing Women's Movements*. Toronto : UBC Press, 265 pages.

Dumont, Micheline, 2005. « Du féminin au féminisme : l'exemple québécois reconsidéré », *Clio. Histoire' femmes et sociétés* [En ligne], 6 | 1997, mis en ligne le 01 janvier 2005.

Durham, G, Meenakshi, 2014. « Scene of the Crime, Feminist Media Studies », *Feminist Media Studies*, 14, 1, pp 1-17.

Dutoya, Virginie, 2014. « Féminisme indien ou féminisme « tout court » ? Quelques remarques sur la spécificité de la pensée et la pratique féministes en Inde », *Mouvements*, 77, 1 pp. 15 – 24.

Dutta, Debolina et Oishik Sircar, 2013. « India's Winter of Discontent: Some Feminist Dilemmas in the Wake of a Rape », *Feminist Studies*, 39: 1, pp. 293-306.

Eisinger, Peter, 1973. «The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, 67, 1, p. 11-28.

Encyclopédie sur la mort, 2012. *Sati*, [En ligne], <http://agora.qc.ca/thematiques/mort/dossiers/sati>, (Page consultée le 13 novembre 2016).

Falcon, Sylvanna, 2012. «Transnational Feminism and Contextualized Intersectionality at the 2001 World Conference Against Racism», *Journal of Women's History*, 24, 4, p. 99-120.

Farooqui, Vimla, 2001. *A Short History of Women's Movement in India*, New Delhi : People's publishing house, 28 pages.

Fernando, Valérie, 2008. *Le communalisme politico-religieux en Inde*, [En ligne], <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7703.html>, (Page consultée le 22 janvier 2018).

Ferree, Marx Myra et Aili Mari, Tripp, 2006. *Global Feminism : Transnational Women's Activism, Organizing, and Human Rights*, New York: University Press, 325 pages.

Geetha, V, 2012 (2002). *Theorizing feminism: Gender*, Kolkata: Bhatkal & Sen, 150 pages.

Giraud, Isabelle et Pascale Dufour, 2010. *Dix ans de solidarité planétaire : Perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Les éditions Remue-Ménage : Montréal, 245 pages.

Grewall, Inderpal et Caren Kaplan, 2006. *An Introduction to Women's Studies : Gender in a Transnational World*, New York : McGraw-Hill, 495 pages.

Hartsock, Nancy, 1997. « Comment on Hekman's "Truth and Method: Feminist Standpoint Theory Revisited": Truth or Justice? », *Signs : Journal of women in Culture and Society*, 22, 2, pages 367–374.

Hasse-Duborsc, Danielle et Maneesha Lal, 2006. « De la postcolonie et des femmes : apports théoriques du postcolonialisme anglophone aux études féministes », *Nouvelles questions féministes*, 25, 3, p 32-54.

Hawkesworth, Mary, 2007. *Globalization and Feminist Activism*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 217 pages.

Hill Collins, Patricia, 1990. *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. New York: Routledge, 366 pages.

Hill Collins, Patricia, 1998. *Fighting Words: Black Women and the Search for Justice*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 312 pages.

hooks, bell, 1984. *Feminist theory: From Margin to Center*, Boston: South End Press, 174 pages.

Jacqui, Alexander, Mohanty, T, Chandra, 2012. *Feminist genealogies, colonial legacies, democratic futures*, New York: Routledge, 422 pages.

John, Mary, E, 1996, *Discrepant Dislocation: Feminism, Theory, and Postcolonial Histories*, Berkeley: University of California Press, 197 pages.

John, Mary E, 1998. *Feminism, Internationalism and the West: Questions from the Indian Context*, New Delhi: Centre for Women studies, 24 pages.

John, Mary E, 2008. *Women's Studies in India: A Reader*, New Delhi: Penguin Group, 657 pages.

Kannabiran, Kalpana et Ritu Menon, 2007. *From Mathura to Manorama: Resisting Violence against Women in India*, New Delhi: Women Unlimited, 201 pages.

Kian, Azadeh, 2010. « Introduction: genre et perspectives post-décoloniales », *Les Cahiers du CEDREF*, [En ligne], 7-17, mis en ligne le 1er janvier 2010, (Consulté le 23 juillet 2014.)

Kidwai, Saleem, 2008. « Of Begums and Tawaifs: the Women of Awadh », *Women's Studies in India: A Reader*, (Sous la dir de) Mary E John. Delhi: Penguin Books India Pvt Ltd, 680 pages.

Kumar, Radha, 1993. *History of Doing: An Illustrated Account of Movements for Women's Rights and Feminism in India, 1800-1990*, New Delhi: Indraprastha Press, 203 pages.



Kumar, Sanjay, 2001. « Adivasis of South Orissa: Enduring Poverty », *Economic and Political Weekly*, 36, 43, p. 4052-4054.

Landry, Donna et Gerald, Maclean, (dir), 1996. *The Spivak Reader*, New York: Routledge, 334 pages.

Lapsia, Tina, 2015. *Impact of the « Nirbhaya » Rape Case: Isolated Phenomenon or Social Change?* University of Connecticut, Honors Scholar Theses. 60 pages.

Lum, Kathryn, 2013. « Gender violence in India: On the response to the Delhi gang rape », [En ligne], *Ingenere: Gender, Data, Policies*, <http://www.ingenere.it/en/articles/gender-violence-india-response-delhi-gang-rape>, (Page Consultée le 16 septembre 2014).

Manas, « History politics : Indira Gandhi », [En ligne], <https://www.sscnet.ucla.edu/southasia/History/Independent/Indira.html>, (Page consultée le 8 janvier 2017).

Martel, Joane et Renée, Brassard, 2008. « Painting the Prison 'Red': Constructing and Experiencing Aboriginal Identities in Prison ». *British Journal of Social Work*, vol. 38, p. 340-361.

Masson, Sabine, 2006. « Sexe/genre, classe, race : décoloniser le féminisme dans un contexte mondialisé. Réflexions à partir de la lutte des femmes indiennes au Chiapas », *Nouvelles Questions Féministes*, 25, 3, p. 56-75.

McAdam, Doug, John. D McCarthy, et Mayer. N, Zald, (dir), 1996. *Comparative Perspectives on Social Movements : Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, New York : Cambridge University Press, 431 pages.

Menon, Nivedita, 2012. *Seeing like a feminist*, New Delhi: Zubaan, 245 pages.

Menon, Ritu, 2011. *Making a Difference: Memoirs from the Women's Movement in India*, New Delhi: Women Unlimited, 383 pages.

Mitra, Durba, 2012. « Critical Perspectives on SlutWalks in India », *Feminist Studies*, 38, 1, 254-261.

Moghadam, M, Valentine, 2005. *Globalizing Women: Transnational Feminist Networks*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 251 pages.

Moghadam, M, Valentine, 2006. « Transnational Feminisms », dans, *Women Worldwide: Transnational Feminist Perspectives on Women*, Edition 1, (sous la dir) Janet Lee, Susan Shaw, McGraw-Hill Higher Education, 688 pages p. 15-61.

Moghadam, M, Valentine, 2013. *Globalization & Social Movements; Islamism, Feminism and the Global Justice Movement*, 2<sup>e</sup> édition, Lanham : Rowman & Littlefield, 265 pages.

Mohanty, Chandra Talpade, 1986. « Under Western Eyes », dans Mohanty C.T. 2013. *Feminism Without Borders; Decolonizing Theory, Practice and Solidarity*, Durham, NC: Duke University Press, p. 17-42.

Mohanty, Chandra Talpade, Ann Russo et Lourdes Torres, (Sous la dir de), 1991. *Third World Women and the Politics of Feminism*, Bloomington: Indiana university Press, 337 pages.

Mohanty, Chandra Talpade, 2003. *Feminism Without Borders; Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Durham, NC: Duke University Press, 300 pages.

Mohanty Chandra Talpade, 2013. « Transnational Feminist Crossings: On Neoliberalism and Radical Critique », *Signs*, 38, 4, p. 967-991.

Moraga, Cherrie, Gloria ANzaldua, 1981. *This Bridge Called my Back: Writings by Radical Women of Colors*, London: Persephone Press, 261 pages.

Nordahl, Jesper, 2007. An Interview with Chandra Talpade Mohanty Recorded in Ithaca, NY (USA), [En ligne], <https://www.youtube.com/watch?v=9EDFA-bKq1o&t=8s>, (Page consultée le 20 juillet 2013).

Mukhupadhyay, A, 2012. *Social Movements in India*, New Delhi: Dorling Kindersley, 204 pages.

Nada, Serena, 1998. *Neither Man Nor Woman: THE HIRAS OF INDIA*, London: Wadworth Publishing, 208 pages.

Naples, N et Manisha, Desai, 2002. *Women's Activism and Globalization: Linking Local Struggle and Transnational Politics*. New York: Routledge, 352 pages.

Narayan, Uma, 1989. «*The Project of Feminist Epistemology* », dans, *Gender/Body/Knowledge: Feminist Reconstructions of Being and Knowing*, (sous la dir de), Jaggar, Alisson et Susan Bordo, New Brunswick, New Jersey: Rutgers University Press, pp. 256–272,

Narayan, Uma. 1997. *Dislocating cultures: Identities, tradition and third world feminism*, New York: Routledge, 226 pages.

Nigam, Shalu, 2014. «Violence, Protest and Change: A Socio-Legal Analysis of Extraordinary Mobilization after the 2012 Delhi Gang Rape Case», *International journal of Gender and Women's studies*, 2: 2, p. 197-221.

Neveu, Érik, 2015. *Sociologie des mouvements sociaux*, 6<sup>e</sup> éd., Paris : La Découverte, 128 pages.

ONG Aihwa, 1988. « Colonialism and Modernity: Feminist Re-presentations of Women in Non-Western Societies », *Inscriptions*, special Issue in Feminism and the Critique of Colonial Discourse, 3: 4, p. 80-87.

Paillé, Pierre et Alex, Mucchelielli, 2012. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Montréal: Éditions Armand Colin, 3<sup>e</sup> Édition, 423 pages.

Pasbecq, Chantal, 1977. « L'état d'urgence en république indienne », *Revue internationale de droit comparé*, 29 : 2, p. 301-327.

Phillips, Ann. 2010. « What's Wrong with Essentialism? » *Distinction: Scandinavian Journal of Social Theory*, 11, 1, p. 47-60.

Pieck, Sonja. K. 2006. « Opportunities for Transnational Indigenous Eco-Politics: The Changing Landscape in the New Millennium ». *Global Networks*, 6, 3, p. 309-329.

Pierre, Jennifer, 2016. « The Myth of Oneness »: Erasure of Indigenous and Ethnic Identities in Digital Feminist Discourse ». *InterActions : UCLA Journal of Education and Information Studies*, 12, 1, 19 pages.

Reddy, Gayatri, 2005. *With Respect to Sex: Negotiating Hijra identity in South India*, Chicago: University of Chicago Book Press, 312 pages.

Roychowdhury, Poulami, 2013. « The Delhi Gang Rape: The Making of International causes », *Feminist Studies*, 39, 1, pp 282, 292.

Rupp, Leila, «Feminist Organizing Across Borders», dans *An Introduction to Women's Studies : Gender in a Transnational World*, (sous la dir de), Inderpal Grewal et Caren Kaplan, New York : McGrawHill, 498 pages, 240-244.

Savoie-Zalc, Lorraine, 2009. « L'entrevue semi-dirigée », dans, *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, (sous la dir de) Benoit Gauthier, Presses de l'Université du Québec, p. 337-360.

Siméant, Joanna, 2010. « La transnationalisation de l'action collective », dans, *Penser les mouvements sociaux*, (sous la dir de) Éric Agrikoliansky, La Découverte: Recherches, p. 121-144.

Smith, Dorothy, 1999. *Writing the Social: Critique, Theory, and Investigations* Toronto: University of Toronto Press, 307 pages.

Spivak, Chakravorty Gayatri, 1988. *Les Subalterns peuvent-elles parler ?*, Paris: Éditions Amsterdam, 109 pages.

Stanford Freidman, Susan, 2001. « Locational Feminism: Gender, Cultural Geographies, and Geopolitical Literacy », dans Dekoven, Marianne, 2001, *Feminist Locations: Global and Local, Theory and Practice*, New Brunswick: Rutgers University Press, p. 13-35.

Tambs-Lyche, Harald, 2013. « La sati indienne au travers de l'histoire. Du suicide héroïque aux martyres du système socio-politique », *Conserveries mémorielles* [En ligne], <http://cm.revues.org/1519>, (Consulté le 05 septembre 2016).

Talwar, R, 2013, *Courting Injustice: The Nirbhaya Case and Its Aftermath*, New Delhi: Hay House Publishers, 138 pages.

Tarrow, Sydney, Tollefson, 1994. *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, p. 41-61.

Tarrow, Sydney, 2005. *The New Transnational Activism*, New York: Cambridge University Press, 258 pages.

Voss, Kim, Williams, Michelle, 2011. « The Local in the Global: Rethinking Social Movements in the New Millennium », *Democratization*, 19, 2, p. 352-377.

Waylen, Georgina, 2008. « Transforming Global Governance: Challenges and Opportunities », dans, *Global Governance: Feminist Perspectives*, (sous la dir de) Shirin M.Rai, p 1-18.

Yuval-Davis, Nira, 1997. *Gender and Nation*, London : University of East London, 168 pages.

#### *Sources premières*

All India Democratic Women's Association, « AIDWA Speaks », [En ligne], <http://aidwaonline.org/>, Page consultée le 15 septembre 2016).

Badarinath, Pooja, 2013. « Rape: the Stereotyping of Indian Culture and Moving from “Protection” to Freedom » », *Reproductive Health Matters*, [En ligne], <http://www.rhmjournal.org.uk/2013/01/809/>, (Page consultée le 3 janvier 2017).

Burke, Jason, « Rape Protests Spread Beyond India », *The Guardian*, [En ligne], <https://kafila.org/2014/01/10/anatomy-of-a-take-back-the-night-campaign-nandini-rao/>, (Page consultée le 4 janvier 2013)

Change.org India, « The World’s Platform for Change », [En ligne], [change.org/en-IN](http://change.org/en-IN), (Page consultée le 20 avril 2013).

[Collectif], « Violence Against Dalit Women: Input to the Un Special Rapporteur on Violence Against Women », [En ligne], [http://idsn.org/wp-content/uploads/user\\_folder/pdf/New\\_files/UN/SP/IDSN\\_input\\_to\\_SR\\_on\\_VAW\\_-\\_India\\_visit\\_2013.pdf](http://idsn.org/wp-content/uploads/user_folder/pdf/New_files/UN/SP/IDSN_input_to_SR_on_VAW_-_India_visit_2013.pdf), (Page consultée le 10 novembre 2016).

Feminism in India, « Trending Now », [En ligne], <http://www.feminisminindia.com/>, (Page consultée le 2 avril 2013).

FeministsIndia, NGOisation of the Women’s Movement : Survival vs Autonomy, [En ligne], <http://feministsindia.com/ngoisation-of-the-womens-movement-survival-vs-autonomy/>, (Page consultée le 4 février 2016).

Gender Matters, « Gender Matters – India Blog », [En ligne], <http://gendermatters.in/>, (Page consultée le 10 octobre 2016).

Jagori, « Home », [En ligne], <http://www.jagori.org/>, (Page consultée le 23 août 2013).

Imkaan, « Posts », [En ligne], <http://imkaan.org.uk/> (Page consultée le 11 janvier 2017).

Kafila, « 10 Years of a Common Journey: Dissent, Debate, Create », [En ligne], <https://kafila.online/>, (Page consultée le 10 mars 2013).

Kalyani, Chitra, 2013. «Women are the Last Colony': Interview with Gender Activist Kamla Bhasin», [En ligne], <http://www.sangatnetwork.org/women-are-last-colony-interview-gender-activist-kamla-bhasin.html>, (Page consultée le 20 septembre 2015).

LSE Gender Institute, « Don't Teach Me What To Wear – Teach Your Sons Not To Rape », [En ligne], <http://www.lse.ac.uk/genderInstitute/events/eventsProfiles/201213/IndiaAnti-Rape.aspx>, (Page consultée le 22 décembre 2016).

Manjoo, Rashida, 2014. «Report of the Special Rapporteur on Violence Against Women, its Causes and Consequences», Human Right Council [En ligne], <http://www.unwomen.org/en/docs/2014/5/special-rapporteur-on-violence-against-women-a-hrc-26-38>, (Page consultée le 10 décembre 2016).

National Federation of Indian Women, «Seven Decades for 12%, How Long for 33%», [En ligne], <https://nfiw.wordpress.com/>, (Page consultée le 18 janvier 2017).

Nurnasreen, « A History of Violence », <https://hcwc.wordpress.com/2013/02/15/a-history-of-violence/>, [En ligne], *Harvard College Women's Center*, (Page consultée le 27 mars 2013).



Perspective Monde, « 26 juin 1975 : Proclamation de l'état d'urgence en Inde », [En ligne], <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1146>, (Page consultée le 4 janvier 2017).

Rao, Nandini, « Anatomy of a Take Back the Night Campaign », *Kafila*, [En ligne], <https://kafila.online/2014/01/10/anatomy-of-a-take-back-the-night-campaign-nandini-rao/>, (Page Consultée le 10 janvier 2014).

Saheli, « Women Ressource Center », [En ligne], <https://sites.google.com/site/saheliorgsite/>, (Page consultée le 30 juillet 2013).

Sangat, « I am not a Wall that Divides. I am a Crack in the Wall », [En ligne], <http://www.sangatnetwork.org/>, (Page consultée le 12 juillet 2013).

South Asia Solidarity, « #ModinotwelcomeinLondon », [En ligne], <http://www.southasiasolidarity.org/>, (Page consultée le 10 janvier 2017).

WSS, « Bearing Witness : Sexual Violence in South Chhattisgarh », [En ligne], <https://wssnet.org/>, (Page consultée le 20 avril 2013).

Kavita Khrishnan, « The Anti-Rape Movement – the Political Vision of ‘Naari Mukti / Sahki Mukti’ », *Kafila*, [En ligne], <https://kafila.online/2013/12/15/the-anti-rape-movement-the-political-vision-of-naari-muktisabki-mukti-kavita-krishnan/>, (Page consultée le 15 janvier 2014).

Commission on the Status of Women, « CSW57 : Elimination and Prevention of all Forms of Violence Against Women and Girls », *CSW*, [En ligne], <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/57sess.htm#part>, (Consultée le 3 mars 2017).